



European Asylum Support Office

Afghanistan

Indicateurs socio-économiques clés

Focus sur Kaboul, Mazâr-e Charîf et Hérât

Rapport d'information sur les pays d'origine



Avril 2019

SUPPORT IS OUR MISSION



Afghanistan

Indicateurs socio- économiques clés

Focus sur Kaboul, Mazâr-e Charîf et Hérât

Rapport d'information sur les pays d'origine

De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet (<http://europa.eu>).

PDF: ISBN: 978-92-9485-061-4 doi: 10.2847/945031 BZ-02-19-806-FR-N

© European Asylum Support Office (EASO) 2019

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source, sauf indication contraire.

Pour les contenus reproduits dans la présente publication et appartenant à des tierces parties, se référer aux mentions relatives aux droits d'auteur desdites tierces parties.

Photo de couverture: © UN Photo/Fardin Waezi, 14 June 2017, Kabul, Afghanistan, Photo # 726186, [url](#)

António Guterres, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, a rencontré des Afghans déplacés par le conflit, au cours de la journée qu'il a consacrée à la visite de la capitale. Vue du camp destiné aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays situé à l'extérieur de Kaboul.

Remerciements

L'EASO tient à remercier les services nationaux d'asile et de migration suivants qui ont participé à la rédaction du présent rapport:

pour la Finlande: le service finlandais de l'immigration, le service juridique et l'unité «Informations sur le pays d'origine»;

pour la Roumanie: l'inspection générale de l'immigration.

Les services nationaux d'asile et de migration suivants ont procédé à une relecture du présent rapport:

pour le Danemark: le service danois de l'immigration;

pour les Pays-Bas: le service de l'immigration et de la naturalisation, et l'Office des informations sur les pays d'origine et d'analyse linguistique;

pour le Luxembourg: le ministère des affaires étrangères et européennes, et le service Réfugiés.

L'organisation suivante a également révisé le rapport:

le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Fabrizio Foschini, analyste politique au sein du Réseau des analystes sur l'Afghanistan, a également effectué un examen d'expert externe.

Il convient de souligner que la relecture du présent rapport par les départements, experts ou organisations susmentionnés contribue à la qualité globale du rapport, mais ne suppose pas nécessairement leur approbation formelle du rapport final, qui relève pleinement de la responsabilité de l'EASO.

La traduction (en français) du présent rapport a été relue par:

La France, Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA), Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches (DIDR)

Table des matières

Remerciements	4
Table des matières	5
Clause de non-responsabilité	8
Glossaire et abréviations.....	9
Introduction	11
Termes de référence.....	11
Méthodologie	11
Structure et utilisation du présent rapport.....	11
Carte	13
1. Informations générales sur les villes de Kaboul, Hérât et Mazâr-e Charîf	14
1.1 Population.....	14
1.1.1 Kaboul.....	14
1.1.2 Hérât.....	15
1.1.3 Mazâr-e Charîf.....	15
1.2 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et personnes rapatriées	15
1.2.1 Kaboul.....	17
1.2.2 Hérât.....	18
1.2.3 Mazâr-e Charîf.....	19
2. Mobilité interne.....	20
2.1 Aéroports et liaisons aériennes	20
2.1.1 Kaboul.....	20
2.1.2 Hérât.....	21
2.1.3 Mazâr-e Charîf.....	21
2.2 Restrictions et titres de voyage.....	21
2.3 Liberté de circulation des femmes.....	23
2.4 Sécurité routière	24
3. Contexte économique	25
3.1 Croissance économique	25
3.2 Climat des affaires.....	26
3.2.1 Climat des affaires dans les trois villes étudiées	27
3.3 Aide au développement.....	28
4. Emploi.....	30
4.1 Chômage	30
4.2 Marché du travail et conditions de travail.....	31

4.2.1 Perspectives d'emploi dans les trois villes	31
4.3 Moyens de subsistance des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des personnes rapatriées	32
4.3.1 Situation dans les trois villes examinées	34
4.4 Opportunités d'emploi pour les femmes.....	35
4.5 Travail des enfants.....	36
5. Pauvreté	38
5.1 Tendances générales.....	38
5.2 Pauvreté urbaine.....	38
5.3 Situation des ménages dirigés par des femmes, des PDI et des rapatriés	39
6. Sécurité alimentaire	40
6.1 Situation générale	40
6.2 Sécurité alimentaire pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et pour les personnes rapatriées.....	40
6.3 Sécurité alimentaire dans les trois villes examinées.....	42
7. Éducation.....	43
7.1 Disparités entre les femmes et les hommes.....	44
7.2 Conséquences du conflit sur l'éducation.....	45
7.3 Possibilités d'éducation pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les personnes rapatriées	46
7.4 Possibilités d'éducation dans les trois villes examinées	47
8. Soins de santé.....	49
8.1 Données de base.....	49
8.1.1 Situation sanitaire en Afghanistan	49
8.2 Accès aux soins et disponibilité.....	50
8.2.1 Conséquences du conflit sur les soins de santé	51
8.2.2 Coût des traitements.....	52
8.2.3 Disponibilité des médicaments	53
8.3 Accès aux soins des femmes.....	54
8.4 Soins de santé mentale	54
8.5 Situation pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et pour les personnes rapatriées	56
8.6 Situation dans les trois villes examinées.....	56
9. Logement, eau et assainissement	60
9.1 Urbanisation.....	60
9.2 Droit foncier et droit de propriété.....	61
9.3 Eau et assainissement.....	62

9.4 Situation pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et pour les personnes rapatriées	62
9.5 Situation dans les trois villes examinées.....	63
Annexe I — Bibliographie	67
Annexe II — Termes de référence.....	80

Clause de non-responsabilité

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie de l'EASO relative aux rapports d'information sur les pays d'origine (2012)¹. Il se fonde sur des sources d'information soigneusement sélectionnées. Toutes les sources utilisées sont référencées.

Les informations contenues dans le présent rapport ont fait l'objet de recherches, d'évaluations et d'analyses approfondies. Le présent document ne prétend toutefois pas être exhaustif. Le fait que certains événements, certaines personnes ou certaines organisations ne soient pas mentionnés dans le présent rapport ne signifie pas que ces événements ne se sont pas produits ou que les personnes ou organisations concernées n'existent pas.

Par ailleurs, le présent rapport ne permet pas de se prononcer sur l'issue ou le bien-fondé d'une demande de protection internationale spécifique. La terminologie utilisée ne doit pas être considérée comme révélatrice d'une position juridique particulière.

Des termes tels que « réfugié » ou « risque » et toute autre terminologie similaire sont utilisés de façon générique et non au sens de la définition juridique figurant dans l'acquis de l'Union en matière d'asile, dans la convention de 1951 relative au statut des réfugiés et dans le protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés.

Ni l'EASO ni aucune personne agissant en son nom ne peut être tenu pour responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans le présent rapport.

La rédaction du présent rapport a été achevée le 31 décembre 2018. Aucun événement survenu après cette date n'est mentionné dans ce rapport. La section « Méthodologie » de l'[introduction](#) contient de plus amples informations sur la période couverte par le présent rapport.

¹ La méthodologie de l'EASO repose en grande partie sur les lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur les pays d'origine, publiées en 2008, et peut être téléchargée sur le site internet de l'EASO: <http://www.easo.europa.eu>.

Glossaire et abréviations

AAN	Réseau d'analystes sur l'Afghanistan
ACBR	Registre central des entreprises afghanes
ACCI	Chambre de commerce et d'industrie de l'Afghanistan
ACJC	tribunal anticorruption
ALCS	<i>Afghanistan Living Conditions Survey</i> , une enquête de long terme portant sur la population afghane et conduite par le CSO
ANMDP	Projet d'aide au développement de nouveaux marchés en Afghanistan
APPRO	Organisme de recherche sur les politiques publiques en Afghanistan
Arazi	Autorité foncière indépendante d'Afghanistan
AREU	Unité de recherche et d'évaluation sur l'Afghanistan
AUWSSC	Société afghane d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain
Bazaar	Type de marché traditionnel
Be naqsha	Sans autorisation
BPHS	Ensemble des services de santé essentiels
CSO	Organisme central des statistiques
DTM	Matrice de suivi des déplacements
EPHS	Ensemble des services hospitaliers essentiels
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCV	Fragilité – Conflit - Violence
GCPEA	Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques
Ghayr-e plani	Zone résidentielle non planifiée
Ghayr-e qanuni	Zone résidentielle illégale
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
IDMC	Observatoire des situations de déplacement interne
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
IGC	Centre international pour la croissance
OIT	Organisation internationale du travail
OIM	Organisation internationale pour les migrations
IPSO	Organisation internationale psychosociale
ISKP	État islamique de la province du Khorasan (affilié à l'État islamique en Iraq et au Levant, et basé au Pakistan et en Afghanistan)

IWA	Integrity Watch Afghanistan
IWPR	Institute for War and Peace Reporting
Madrassa	École religieuse islamique
MCN	Ministère de la lutte contre les stupéfiants
Microraiion	Zone résidentielle de style soviétique à Kaboul
MoE	Ministère de l'éducation
MoLSAMD	Ministère du travail, des affaires sociales, des martyrs et des personnes handicapées
MSF	Médecins sans frontières
Nahiya	District administratif
NEET	Personnes ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation
NPR	Radio nationale publique
NRC	Conseil norvégien pour les réfugiés
PTSD	Trouble de stress post-traumatique
Qawmi	Unité sociale basée sur la parenté, le lieu de résidence ou la profession
SCA	Comité suédois pour l'Afghanistan
SEHAT	Programme de renforcement de l'action sanitaire
Shahrak	Complexe résidentiel
SIGAR	Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (organe de contrôle indépendant des programmes de reconstruction financés par les États-Unis)
Tazkera	Pièce d'identité en Afghanistan
MANUA	Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNOCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies
ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
USDoS	Département d'État des États-Unis
USIP	Institut des États-Unis pour la paix
PAM	Programme alimentaire mondial
Zorabad	Se traduit littéralement par « territoire pris par la force ». Ce terme fait référence aux terres publiques et gouvernementales accaparées par les populations locales pour les vendre ou y construire leur maison sans autorisation officielle

Introduction

Ce rapport a été corédigé par les spécialistes nationaux en information sur les pays d'origine (IPO), comme indiqué dans la section «[Remerciements](#)».

Termes de référence

Le présent rapport vise à fournir des informations pertinentes aux fins de l'examen des demandes de protection internationale. En particulier, il a pour but d'éclairer la mise à jour du chapitre sur les autres solutions de protection à l'intérieur du pays dans le cadre de la mise à jour 2019 du document intitulé «*Country Guidance: Afghanistan*» (Orientation-pays : Afghanistan).

Les termes de référence du présent rapport s'appuient sur les contributions transmises par des experts politiques des pays de l'Union et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans le cadre du projet pilote du document « Orientation-pays » consacré à l'Afghanistan, comme en témoigne le document datant d'août 2017 et intitulé «[Key socio-economic indicators, state protection, and mobility in Kabul City, Mazar-e Sharif, and Herat City](#)» (Indicateurs socio-économiques clés, protection d'un État et mobilité à Kaboul, Mazâr-e Charîf et Hérât). Au cours de la réunion qui a marqué le lancement de la rédaction du présent rapport, en septembre 2018, les termes de référence ont été adaptés par les experts nationaux en IPO qui ont rédigé et révisé ce rapport, comme indiqué dans la section «Remerciements». Le Country Guidance Network (Réseau d'orientation-pays) a par la suite été informé de ces termes de référence actualisés.

Les termes de référence utilisés dans le présent rapport sont présentés à l'[annexe II](#).

Méthodologie

Les informations contenues dans ce rapport sont le résultat d'une analyse documentaire de sources publiques spécialisées, en versions électronique et imprimée, et sont arrêtées au 30 novembre 2018.

Pour s'assurer que les coauteurs ont respecté la méthodologie du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) relative aux rapports d'IPO, des spécialistes de ce domaine issus des services mentionnés comme réviseurs dans la section «[Remerciements](#)» ont procédé à une relecture du document. De plus, Fabrizio Foschini, analyste politique au sein du Réseau d'analystes sur l'Afghanistan, a également révisé ce rapport. Tous les commentaires formulés par les réviseurs ont été pris en considération et la plupart d'entre eux ont été intégrés dans la version finale du présent rapport. L'EASO a contrôlé la qualité de la version finale et apporté les modifications nécessaires. Ce processus de contrôle de la qualité a conduit à l'ajout de certaines informations, arrêtées au 31 décembre 2018, en réponse à des observations reçues lors des différentes révisions.

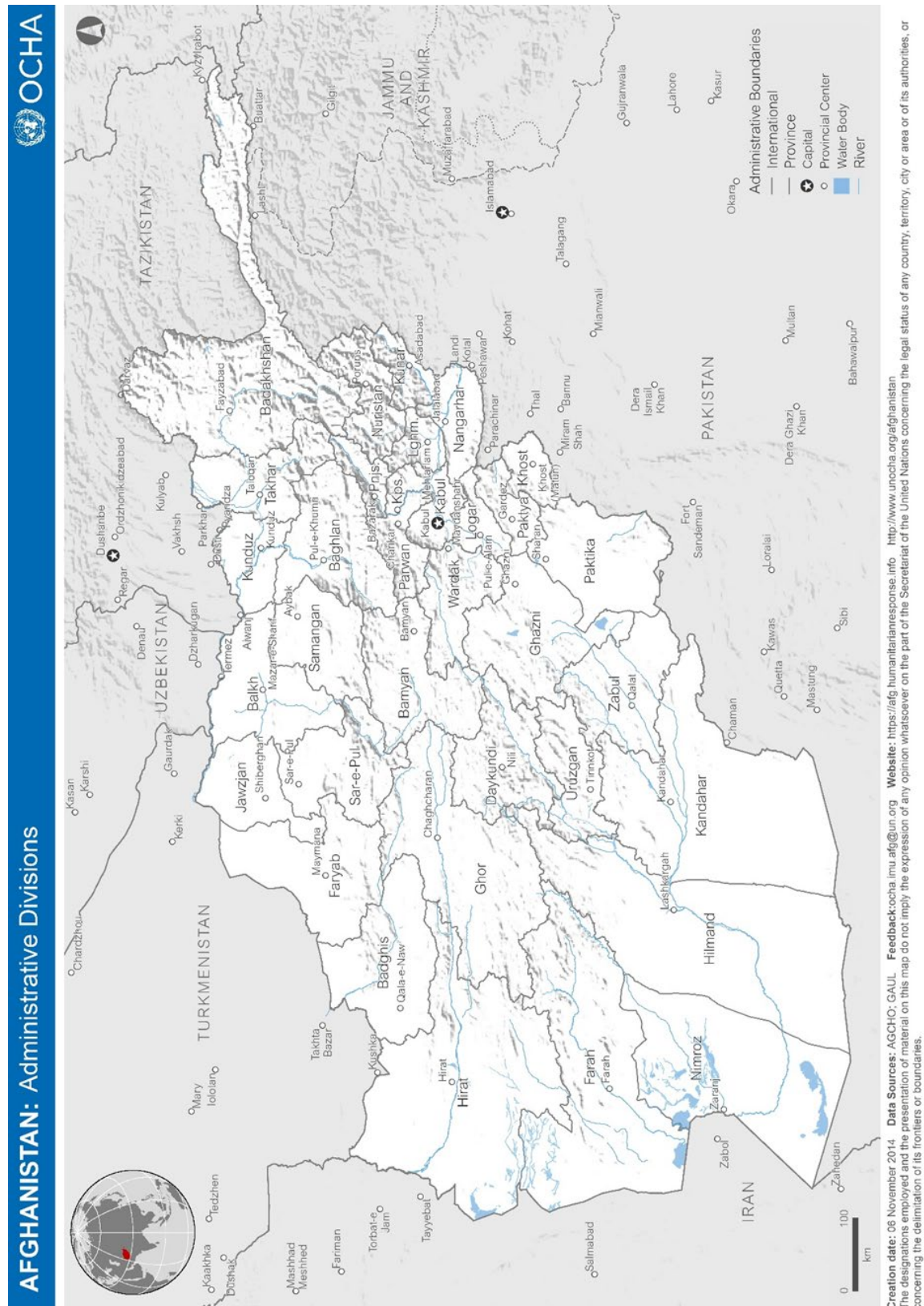
Structure et utilisation du présent rapport

En 2016, l'EASO a lancé un projet pilote visant à faciliter la coopération des États membres en vue de l'élaboration de notes d'orientation sur l'Afghanistan. Dans le cadre de ce projet, il est apparu nécessaire de mettre à jour les informations disponibles sur des sujets pertinents en matière d'examen des solutions de remplacement de la protection à l'intérieur de l'Afghanistan, en particulier dans les villes de Kaboul, Hérât et Mazâr-e Charîf. Ce choix d'orientation a également été retenu pour la mise à jour de 2019 des orientations-pays sur l'Afghanistan.

Les auteurs du présent rapport fournissent tout d'abord quelques informations générales sur ces trois villes, puis abordent la question de leur accessibilité avant d'examiner plusieurs indicateurs socio-économiques. Les données sont présentées pour le pays dans son ensemble et, le cas échéant, pour ces trois villes séparément. Une attention particulière a été accordée à des groupes vulnérables spécifiques, tels que les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), les personnes revenues vivre en Afghanistan (les « rapatriés »), les femmes et les enfants.

Ce rapport traduit contient des notes de bas de page et des renvois qui dirigeront le lecteur vers la version anglaise des rapports sur les pays d'origine de l'EASO. Pour utiliser ces renvois, veuillez vous référer aux versions françaises des rapports. Veuillez noter que les numéros de page peuvent varier légèrement entre la version anglaise et la version française.

Carte



Carte Map 1: Afghanistan - administrative divisions, source: UNOCHA

1. Informations générales sur les villes de Kaboul, Hérât et Mazâr-e Charîf

1.1 Population

1.1.1 Kaboul

À la fois chef-lieu de la province de Kaboul et capitale de l'Afghanistan, Kaboul est située dans la partie centrale du pays.² Selon Fabrizio Foschini, analyste du Réseau d'analystes sur l'Afghanistan (AAN), Kaboul est de loin la ville la plus peuplée et la plus influente du pays. En l'absence de recensement en bonne et due forme, le nombre de personnes vivant dans la ville de Kaboul est inconnu. Les estimations varient considérablement et oscillent entre 3,5 millions et 5,5 millions d'habitants.³ Par exemple, l'Organisme central des statistiques (CSO) afghan avance pour 2017-2018 le chiffre de 4 millions d'habitants, mais n'inclut dans son analyse que 17 arrondissements (*city districts*) sur un total de 22⁴. Kaboul est devenue l'une des villes connaissant la plus forte croissance démographique du monde, sa population ayant quadruplé depuis 2001.⁵ L'expansion de Kaboul et d'autres villes est exacerbée par les déplacements internes dus au conflit, à la sécheresse persistante et à la quête de perspectives économiques.⁶ La surface urbaine de Kaboul a triplé depuis le plan-cadre de la ville de 1978, s'étendant continuellement dans presque toutes les directions ainsi que sur les collines rocheuses qui encerclent la ville.⁷ La ville de Kaboul comprend 22 entités administratives (*nahîé*), contre 12 avant 2001.⁸

Historiquement, Kaboul est une ville à majorité persanophone, dotée de son propre dialecte dari.⁹ C'est une ville diverse d'un point de vue ethnique, où résident des communautés de Pachtounes, de Tadjiks, de Hazaras, d'Ouzbeks, de Turkmènes, de Baloutches, de Sikhs et d'Hindous.¹⁰ Fabrizio Foschini décrit la ville de Kaboul comme étant composée de trois cercles concentriques, le centre-ville de Kaboul (les zones de Shahr-e Kohna, Shahr-e Naw, Shash Darak et Wazir Akbar Khan) formant le cercle intérieur. Le deuxième est composé des quartiers conçus et aménagés entre les années 50 et 80, populaires auprès des jeunes actifs afghans (Taimani, Qala-ye Fathollah, Karte Se, Karte Chahar, Karte Naw et les *microraisons* ou microdistricts, c'est-à-dire des zones résidentielles de style soviétique). La périphérie de la capitale, en pleine expansion, s'est rapidement étendue après 2001 et abrite principalement des Afghans qui ont émigré dans cette ville depuis lors. Les districts du pourtour de Kaboul sont ethniquement plus homogènes que le centre-ville. Par exemple, les banlieues et districts du nord, comme Khair Khāna, accueillent principalement des Tadjiks, tandis que les districts de l'ouest, comme Dasht-e Barchi, sont majoritairement peuplés de Hazaras.¹¹

² D'après une enquête sur les conditions de vie en Afghanistan en 2016-2017 intitulée «*Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17*» (ALCS 2016-2017), la classification des provinces en régions est la suivante: Centre — Kaboul, Kâpîssâ, Lôgar, Pandjchir, Parwân, Wardak; Sud — Ghazni, Khôst, Paktikâ, Paktiyâ; Est — Kounar, Laghmân, Nangarhâr, Nouristan; Nord-Est — Badakhchan, Baghlân, Kondôz, Takhâr; Nord — Balkh, Fâryâb, Djôzdjân, Samangân, Sar-é Pol; Ouest — Bâdghîs, Farâh, Hérât; Sud-Ouest — Helmand, Kandahâr, Nimrôz, Orozgân, Zâbol; Centre Ouest — Bâmiyân, Deykandi, Ghôr. Afghanistan, CSO, *Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17*, 23 September 2018, [Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17url](#), CSO, 23 septembre 2018, p. 99.

³ Foschini, F., *Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid*, USIP, 10 April 2017, [url](#), pp. 9-10

⁴ Afghanistan, CSO, *Population by Sex and Age Groups 2017-18*, 2017, [url](#), p. 4.

⁵ Guardian (The), *Kabul - The Fifth Fastest Growing City in the World - Is Bursting at the Seams*, 11 December 2014, [url](#)

⁶ Courriel électronique du 9 novembre 2018 du HCR en Afghanistan. Le HCR des Nations unies a procédé à cet ajout au cours de la phase de révision du présent rapport.

⁷ Foschini, F., *Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid*, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 7; Reuters, *Afghan Capital's Thirsty Residents Dig Deep to Combat Drought, Overuse*, 28 February 2017, [url](#)

⁸ Foschini, F., *Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid*, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 7.

⁹ Foschini, F., *Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid*, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 13

¹⁰ Pajhwok Afghan News, *Kabul Province Background Profile*, n.d., [url](#)

¹¹ Foschini, F., *Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid*, USIP, 10 April 2017, [url](#), pp. 6-8

En 2017, le gouvernement afghan a érigé en « zone verte » un secteur-clé de la capitale où sont sises d'importantes institutions gouvernementales ainsi que des ambassades étrangères et des entreprises, et y a établi de nouveaux points de contrôle.¹²

1.1.2 Hérât

Hérât est la capitale de la province de Hérât, située dans l'ouest de l'Afghanistan. Selon les estimations du CSO, la ville abritait 507 000 habitants en 2017-2018.¹³ Elle se compose d'un centre-ville historique, de banlieues construites tout autour au cours du XX^e siècle et d'enclaves résidentielles récentes, appelées *shahraks*, qui ont fleuri en périphérie de la ville.¹⁴

Hérât est une ville persanophone, dont la majorité de la population est tadjike ou farsiwan (d'obédience sunnite ou chiite). Une minorité pachtoune non négligeable est également présente.¹⁵ D'un point de vue historique, Jolyon Leslie décrit la ville de Hérât comme une enclave dominée par les Tadjiks dans une province à majorité pachtoune mais qui comprend aussi d'importantes minorités Hazara et Aimaq. Les Hazaras représentent jusqu'à un quart de la population urbaine, beaucoup s'étant installés, à leur retour d'Iran, dans des quartiers tels que Jebrael, à l'ouest de la ville, où vivaient quelque 60 000 habitants à majorité Hazara. Selon M. Leslie, le niveau de ségrégation ethnique est « fort » à Hérât, les membres de certains groupes ethniques habitant des quartiers spécifiques.¹⁶

1.1.3 Mazâr-e Charîf

Mazâr-e Charîf est la capitale de la province de Balkh, située dans le nord de l'Afghanistan. D'après les estimations du CSO, cette ville comptait 428 000 habitants en 2017-2018.¹⁷ La population de Balkh est hétérogène, les Tadjiks et les Pachtoues formant les groupes les plus importants, suivis des Ouzbeks, qui sont majoritaires dans certains districts de la province et dans plusieurs provinces voisines¹⁸, ainsi que des Hazaras, des Turkmènes, des Arabes et des Baloutches.¹⁹ Ces communautés cohabitent partiellement dans la ville.²⁰

1.2 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et personnes rapatriées

Les *Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays*, élaborés par l'ONU, définissent les personnes déplacées comme « des personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets ».²¹ Cette définition transparaît tout à fait dans la stratégie nationale afghane en faveur des personnes déplacées à l'intérieur du pays qui a été adoptée en 2013.²²

¹² Tolo News, Security Check Points Stepped Up In Kabul, 7 February 2018, [url](#)

¹³ Afghanistan, CSO, Population by Sex and Age Groups 2017-18, 2017, [url](#), p. 38

¹⁴ Leslie, J., Political and Economic Dynamics of Herat, USIP, 2 April 2015, p. [url](#), pp. 11-12

¹⁵ Foschini, F., Back to Stopgap Appointments? The Story behind the Replacement of Herat's Governor, AAN, 24 July 2013

¹⁶ Leslie, J., Political and Economic Dynamics of Herat, USIP, 2 April 2015, [url](#), pp. 8, 13

¹⁷ Afghanistan, CSO, Population by Sex and Age Groups 2017-18, 2017, [url](#), p. 27

¹⁸ Courriel électronique de M. Foschini 9 November 2018. Fabrizio Foschini a procédé à cet ajout au cours de la phase de révision du présent rapport.

¹⁹ APPRO, Afghanistan Rights Monitor: Baseline Report, April 2016, [url](#), p. 22

²⁰ Fishstein, P., et al., Balkh's economy in transition, AREU, August 2013, [url](#), p. 22

²¹ UN, Guiding Principles on Internal Displacement, 2004, [url](#), p. 1

²² Afghanistan, The National Policy of the Islamic Republic of Afghanistan on Internal Displacement, June 2013, [url](#), p. 16

Selon les estimations du HCR et de l'OCHA, l'Afghanistan comptait pas moins deux millions de PDI en septembre 2018.²³ Le nombre de personnes déplacées par les conflits a presque triplé entre 2012 et 2017, passant de 492 000 à près d'1,3 million. Plus de 650 000 personnes ont été déplacées par le conflit et les violences pour la seule année 2016, et 474 000 en 2017.²⁴ En 2018, au total, 343 000 personnes ont été officiellement reconnues personnes déplacées par le conflit²⁵ et environ 226 000 ont été contraintes de se déplacer dans les provinces du sud et de l'ouest en raison de la sécheresse.²⁶

Les PDI peuvent inclure les réfugiés rentrés au pays et les migrants expulsés vers l'Afghanistan.²⁷ Certaines personnes revenues en Afghanistan se trouvent contraintes de vivre en situation de déplacement à l'intérieur de leur pays, devenant ainsi des «rapatriés déplacés», soit parce qu'elles ne sont pas en mesure de retourner dans leur région d'origine, soit parce qu'elles ont été déplacées après leur retour dans leur lieu d'origine.²⁸

Selon le HCR, le retour de plus de 5,2 millions de réfugiés afghans depuis 2002, avec le soutien de l'ONU, a constitué le plus important programme de rapatriements volontaires de son histoire. Toutefois, en 2017, l'Afghanistan occupait toujours le deuxième rang des pays d'origine des réfugiés, avec près de 2,6 millions de réfugiés enregistrés par le HCR. Bien qu'ils soient dispersés dans plus de 80 pays, la majorité d'entre eux (91 %) est encore installée au Pakistan et en Iran. En sus des réfugiés afghans déclarés, entre 1,5 et 2 millions d'Afghans sans-papiers résidaient en Iran et 350 000 à 550 000 au Pakistan. L'année 2016 a été marquée par un pic de retours au pays, plus de 370 000 réfugiés en provenance d'Iran et du Pakistan revenant en Afghanistan. Cependant, en 2017, le nombre de retours de réfugiés est tombé à 58 800, puis à 12 785 en septembre 2018. Quant aux Afghans sans-papiers, si beaucoup sont revenus d'Iran et du Pakistan, le nombre de retours a également enregistré une certaine baisse, avec près de 693 000 en 2016, environ 561 000 en 2017 et 562 000 en septembre 2018.²⁹ La période courant de janvier à septembre 2018 a vu plus de 522 000 Afghans sans-papiers rentrer d'Iran, en raison des problèmes économiques que connaît le pays, ce qui a réduit les perspectives d'emploi des Afghans, et de l'exécution stricte par cet État des décisions d'expulsion.³⁰

Le nombre important de retours entre 2016 et 2018 ainsi que la poursuite des mouvements de population vers les zones urbaines (en particulier Kaboul et Nangarhar, qui accueillent beaucoup d'Afghans de retour au pays) ont accru la pression exercée sur les services publics et communautaires, ce qui a eu des répercussions sur la capacité déjà limitée du pays à absorber ces flux.³¹ D'après les données de l'ALCS 2016-2017, la province de Kaboul a accueilli la plupart des migrants et immigrants en Afghanistan, les destinations secondaires étant les provinces de Nangarhar, Balkh et Hérât.³² Selon une étude du HCR réalisée entre 2017 et 2018, 38 % des anciens réfugiés ne se sont pas installés dans leur province d'origine à leur retour, en raison de l'insécurité, de la présence de groupes armés non étatiques ou du manque de services publics et de perspectives économiques.³³ Cette étude décrit également les défis auxquels sont confrontés les personnes revenues en Afghanistan ainsi que les déplacés vivant dans des zones où le gouvernement et les groupes d'opposition armés se disputent le

²³ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), p. 5.

²⁴ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 8; IDMC, Country information - Afghanistan, n.d., [url](#)

²⁵ UNOCHA, Afghanistan Weekly Field Report, 24-31 December 2018, 3 January 2019, [url](#), p. 1.

²⁶ UNOCHA, Afghanistan – Overview of Natural Disasters, Natural Disaster events from 2 January to 25 December 2018, n.d., [url](#)

²⁷ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 6.

²⁸ NRC, IDMC and Samuel Hall, Going "Home" to Displacement - Afghanistan's Returnee-IDPs, December 2017, [url](#), p. 3

²⁹ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), pp. 4-5.

³⁰ IRIN, Why Economic Turmoil in Iran Is Causing Big Problems in Afghanistan, 11 September 2018, [url](#); IOM, Return of Undocumented Afghans, Weekly Situation Report, 02-08 September 2018, 11 September 2018, [url](#), p. 1

³¹ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees, October 2018, [url](#), pp. 5, 21.

³² Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 39

³³ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 15

pouvoir. En effet, pour eux, le risque est plus grand de devoir sauter un repas, d'avoir des enfants qui travaillent et des filles déscolarisées. Par ailleurs, ces populations jouissent d'un moindre accès aux soins de santé que celles vivant dans les zones contrôlées par le gouvernement, par exemple.³⁴

1.2.1 Kaboul

Kaboul est la destination d'un grand nombre d'Afghans depuis 2001, année au cours de laquelle ceux qui s'étaient exilés au Pakistan ou en Iran ont commencé à revenir. Beaucoup d'entre eux se sont alors installés à Kaboul, indépendamment de leur lieu d'origine en Afghanistan.³⁵ Kaboul est l'une des provinces d'Afghanistan avec la plus forte proportion de rapatriés qui n'en sont pas originaires.³⁶ Selon l'ALCS 2016-2017, « la province de Kaboul — et plus particulièrement la capitale — apparaît comme le principal centre de gravité pour les migrants afghans, qu'ils se déplacent à l'intérieur du pays ou qu'ils reviennent de l'étranger ».³⁷ De nombreux Afghans de retour au pays achèvent leur périple à Kaboul en raison d'un niveau de sécurité relativement plus élevé que dans leur région d'origine et parce qu'ils estiment que la capitale offre davantage de débouchés professionnels et de structures de soutien.³⁸

Plus d'un tiers des habitants de la province de Kaboul sont nés à l'étranger ou ailleurs en Afghanistan.³⁹ Après les personnes revenues de l'étranger, les communautés les plus importantes sont celles constituées par les migrants de Wardak, Parwân, Ghazni, Bâmiyân, Nangarhâr, Pandjchir et Kâpîssâ.⁴⁰ La plupart des personnes revenues d'un pays tiers résident en dehors du centre-ville de Kaboul, souvent dans des zones très reculées, et nombre d'entre elles vivent dans des camps.⁴¹ Selon Fabrizio Foschini, le périple des immigrants s'achève généralement dans les quartiers périphériques de Kaboul où les personnes les plus récemment arrivées, de même origine régionale ou ethnique, recréent une société villageoise qui a souvent des liens plus directs avec la province d'origine de ses résidents qu'avec les quartiers centraux de Kaboul.⁴²

Le grand nombre de rapatriés à Kaboul a mis à l'épreuve la capacité d'absorption du gouvernement et des organisations non gouvernementales (ONG).⁴³ Selon les données de l'OIM courantes jusqu'au mois de juin 2018, la province de Kaboul comptait 178 835 personnes revenant de l'étranger, soit la deuxième province de destination, après celle de Nangarhar.⁴⁴ En 2016, environ 60 camps informels à Kaboul abritaient 65 000 rapatriés et PDI enregistrés. Ces personnes y vivaient dans des maisons partiellement ou entièrement construites en terre. Les terrains sur lesquels près de la moitié de ces camps ont vu le jour ont été mis gratuitement à disposition par le gouvernement, mais ces sites exigus ayant atteint la limite de leur capacité d'expansion, les ménages arrivés après 2010 ont été contraints de louer des propriétés dans la communauté d'accueil.⁴⁵

Kaboul a connu un afflux massif de personnes déplacées en 2016, lequel s'est accompagné d'une augmentation de la population des camps informels.⁴⁶ Nombreuses sont les PDI qui, en l'absence de leurs proches et dans l'incapacité de louer une maison, se sont retrouvées dans des camps. Le nombre de personnes vivant dans ces camps ainsi que l'emplacement de ces derniers, tels que Chaharrah-e Qanbar, Pol-e Charkhi et Chaman-e Babrak, fluctuent en fonction de la saison, de l'attitude des

³⁴ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 3

³⁵ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), pp. 12-13

³⁶ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 19

³⁷ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, p. xxx

³⁸ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), p. 23.

³⁹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. xxx

⁴⁰ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 13

⁴¹ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), p. 23

⁴² Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), pp. 6-8

⁴³ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), pp. 23-24

⁴⁴ IOM, Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results (April - June 2018), 25 September 2018, [url](#), p. 2

⁴⁵ REACH, Kabul Informal Settlement Profiling, November 2016, [url](#), p. 10.

⁴⁶ REACH, Kabul Informal Settlement Profiling, November 2016, [url](#), p. 7.

autorités municipales, des perspectives de revenus et de l'accès aux services.⁴⁷ En 2018, parmi les réfugiés revenus en Afghanistan, le HCR en a recensé 4 099 s'étant installés dans la province de Kaboul en 2018.⁴⁸

1.2.2 Hérât

Hérât est une destination privilégiée pour les migrants économiques afghans ainsi qu'une voie de transit pour les Afghans, souvent jeunes, qui quittent l'Afghanistan. De nombreuses personnes revenant au pays passent par Hérât pour retourner dans leur province d'origine.⁴⁹ Hérât est l'une des provinces affichant la plus forte proportion de personnes revenant de l'étranger qui n'en sont pas originaires.⁵⁰ Selon Oxfam, la ville de Hérât est considérée comme une zone urbaine relativement sûre et offrant des débouchés professionnels et économiques. Il s'agit d'une ville d'une grande diversité dont les habitants ne sont pas unis par des liens tribaux, ce qui facilite l'installation des personnes revenant au pays et des PDI.⁵¹

Selon une enquête sociodémographique et économique réalisée en 2016 par le Fonds des Nations unies pour la population et le CSO, 47 % des résidents de la ville de Hérât étaient des migrants: 43 % d'entre eux provenaient d'autres districts de la province de Hérât, 27,5 % de l'étranger et le reste d'autres provinces afghanes. Parmi ceux venus de l'étranger, 93,9 % étaient arrivés d'Iran et 5 % du Pakistan.⁵² Véritable « pôle d'attraction régional de l'ouest du pays », la province de Hérât a notamment accueilli des migrants en provenance des provinces occidentales de Bâdghîs, Farâh et Nimrôz.⁵³

La province de Hérât (et plus particulièrement la ville de Hérât et le district voisin d'Injil) a toujours été une destination privilégiée par les PDI. Fin 2015, Hérât était l'une des provinces afghanes qui accueillait le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, certaines d'entre elles y vivant depuis plus de deux décennies.⁵⁴ Selon l'enquête relative au suivi des déplacements de l'OIM, un quart des PDI afghanes prises en compte aux fins de cet examen résidaient dans la province de Hérât.⁵⁵ L'enquête décrit la ville de Hérât comme le district « le plus affecté » par l'arrivée massive de PDI et de personnes revenant de l'étranger, l'OIM ajoutant qu'elle est « potentiellement vulnérable à l'instabilité sociale induite par l'afflux massif de rapatriés et de déplacés internes, qui sont confrontés à un accès insuffisant aux services de base et à des possibilités d'emploi limitées, compromettant leurs perspectives de réintégration et alimentant les flux de déplacements secondaires ».⁵⁶

En 2018, l'Afghanistan – l'ouest du pays plus particulièrement – a été frappé par la plus grave sécheresse de son histoire récente. En conséquence, en septembre de cette même année, environ 60 000 personnes nouvellement déplacées étaient recensées à Hérât. Selon le NRC, les PDI qui ont fui à Hérât vivent dans des conditions désastreuses dans des abris de fortune.⁵⁷ Les déplacements dus au conflit et à la sécheresse ont eu de graves répercussions sur l'accès aux services, à la terre et au logement, et se sont traduits par l'émergence de mécanismes d'adaptation délétères, comme le

⁴⁷ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 15.

⁴⁸ UNHCR, Refugee Returnees to Afghanistan in 2018, 31 December 2018, [url](#)

⁴⁹ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), p. 20.

⁵⁰ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 19

⁵¹ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), p. 20.

⁵² Afghanistan, CSO, Final Report of Herat Socio-Demographic and Economic Survey, 7 March 2017, [url](#), pp. 29-30.

⁵³ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 40-41.

⁵⁴ UN-Habitat et al., Inter-Agency Durable Solutions Initiative - Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat, October 2016, [url](#), p. 12

⁵⁵ IOM, Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results (April - June 2018), 25 September 2018, [url](#), p. 1.

⁵⁶ IOM, Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results (April - June 2018), 25 September 2018, [url](#), p. 5.

⁵⁷ NRC, Millions of Afghans Face Risks of Drought Related Displacement, 7 September 2018, [url](#), NRC, 7 septembre 2018.

mariage des enfants, l'utilisation d'enfants comme caution pour des emprunts et la petite délinquance.⁵⁸

Selon les données de l'OIM arrêtées au mois de juin 2018, la province de Hérât comptait 91 806 personnes revenues de l'étranger, occupant ainsi la dixième place au classement des provinces afghanes.⁵⁹ En 2018, le HCR a recensé 814 réfugiés revenus de l'étranger dans la province de Hérât.⁶⁰ En outre, 20 % (544 500 personnes) de la population estimée de la province de Hérât était alors constituée de PDI nouvellement arrivées. Selon l'outil de contrôle des déplacements de l'OIM, en juin 2018, la ville de Hérât était le district accueillant le plus grand nombre de personnes revenues de l'étranger et de déplacés internes en Afghanistan (205 532 au total : environ 26 000 rapatriés et 180 000 PDI), tandis que le district voisin d'Injil comptait également un nombre important de déplacés internes. De plus, le déplacement de 36 % des PDI installées à Hérât était lié à des catastrophes naturelles, principalement la sécheresse.⁶¹

1.2.3 Mazâr-e Charîf

Mazâr-e Charîf est considéré comme le centre économique du nord de l'Afghanistan et, à ce titre, attire les migrants économiques des zones rurales grâce à ses perspectives d'emploi et à la sécurité relative qui y règne.⁶² « Pôle d'attraction régional du nord du pays », la province de Balkh accueille essentiellement des migrants des provinces septentrionales de Samangân, Sar-é Pol, Djôzdjân et Faryab.⁶³

Selon les données de l'OIM courant jusqu'au mois de juin 2018, Balkh comptait alors 109 845 personnes revenant de l'étranger, occupant ainsi le cinquième rang du classement des provinces afghanes en la matière.⁶⁴ D'après une enquête du CSO réalisée en 2015, environ 38 % de la population de Mazâr-e Charîf était alors composée de migrants, pour la plupart originaires d'autres provinces afghanes, 17 % seulement étant revenus de l'étranger.⁶⁵ Les auteurs d'une étude de terrain du HCR conduite en 2018 ont conclu que le nombre de personnes revenant d'Iran et d'autres pays était très faible à Mazâr-e Charîf. La plupart de ceux qui rentraient d'Iran étaient vraisemblablement des étudiants, revenus pour une courte période afin d'obtenir les documents administratifs nécessaires à la poursuite de leurs études en Iran.⁶⁶ Le HCR a recensé 466 réfugiés revenant de l'étranger dans la province de Balkh en 2018.⁶⁷

⁵⁸ Courriel électronique du 8 novembre 2018 du HCR en Afghanistan. Le HCR des Nations unies a procédé à cet ajout au cours de la phase de révision du présent rapport.

⁵⁹ IOM, Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results (April - June 2018), 25 September 2018, [url](#), p. 2

⁶⁰ UNHCR, Refugee Returnees to Afghanistan in 2018, 31 December 2018, [url](#)

⁶¹ IOM, Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results (April - June 2018), 25 September 2018, [url](#), p. 5

⁶² Samuel Hall, Urban Poverty Report - A Study of Poverty, Food Insecurity and Resilience in Afghan Cities, 2014, [url](#), pp. 31-32

⁶³ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 40-41

⁶⁴ IOM, Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results (April - June 2018), 25 September 2018, [url](#), p. 2

⁶⁵ Afghanistan, CSO, Socio-Demographic and Economic Survey Balkh, 5 January 2015, [url](#), pp. 28-32.

⁶⁶ UNHCR, Multi-Purpose Cash and Sectoral Outcomes - Afghanistan Case Study, May 2018 [url](#), p. 5.

⁶⁷ UNHCR, Refugee Returnees to Afghanistan in 2018, 31 December 2018, [url](#)

2. Mobilité interne

2.1 Aéroports et liaisons aériennes

Selon une vue d'ensemble du trafic aérien afghan proposée par Lifos, environ 25 aéroports sont en activité dans le pays. Toutefois, seulement certains d'entre eux étaient ouverts aux vols commerciaux intérieurs en septembre 2018. Les quatre aéroports internationaux de l'Afghanistan sont ceux de Kaboul, Hérât, Mazâr-e Charîf et Kandahâr. Lifos observe que les horaires des vols sont souvent soumis à des changements et que les renseignements sur les destinations et les départs ne sont pas toujours mis à jour sur les sites internet des compagnies aériennes. Les retards ou annulations de dernière minute sont fréquents et peuvent être causés par les conditions météorologiques, des catastrophes naturelles, des problèmes techniques ou des incidents liés à la sécurité, tandis que, pour certaines destinations, les vols sont même suspendus pendant des mois. Cependant, les vols réguliers au départ de Kaboul vers Hérât, Mazâr-e Charîf et Kandahâr « sont plus ou moins assurés depuis longtemps, alors que la fréquence des départs vers des destinations secondaires, telles que Bâmiyân, a varié au fil du temps ».⁶⁸

Depuis septembre 2018, Kam Air et Ariana Afghan Airlines sont les seules compagnies afghanes à assurer des vols en Afghanistan.⁶⁹ D'après un article paru dans *The New York Times*, Kam Air assurait 90 % des vols intérieurs en Afghanistan avant que les talibans n'attaquent l'hôtel Intercontinental en janvier 2018 à Kaboul, tuant, entre autres victimes, neuf membres du personnel international de Kam Air. Après cette attaque, plus de 50 employés étrangers de Kam Air ont quitté le pays, contraignant la compagnie aérienne à suspendre ses vols vers de nombreuses destinations.⁷⁰ Les vols vers certaines destinations intérieures qui étaient auparavant desservies par Kam Air (Bâmiyân, Fayzabad, Chaghcharan) n'étaient toujours pas assurés en septembre 2018.⁷¹

2.1.1 Kaboul

L'aéroport international de Kaboul, officiellement nommé Aéroport international Hamid Karzaï en 2014 mais aussi connu localement sous le nom d'aéroport de Khwaja Rawash, est l'un des aéroports internationaux du pays.⁷²

D'après les horaires des vols consultés sur un site de suivi du trafic aérien, les correspondances disponibles au départ de Kaboul étaient les suivantes au 31 octobre 2018:⁷³

- les compagnies aériennes internationales suivantes desservaient Kaboul: Flydubai et Emirates depuis Dubaï, Air Arabia depuis Charjah, Turkish Airlines et Ukrainian Wings depuis Istanbul, Mahan Air depuis Téhéran et Mashhad, SpiceJet et Air India depuis Delhi, Silk Way Airlines depuis Bakou et Pakistan International Airlines depuis Islamabad ;
- Ariana Afghan Airlines assurait des liaisons intérieures entre Kaboul et Mazâr-e Charîf, Hérât et Kandahâr ainsi que des vols internationaux vers Dubaï, Delhi et Ürümqi ;
- Kam Air se rendait de Kaboul à Hérât, Mazâr-e Charîf, Kandahâr, Zandj, Bost et Farâh, ainsi qu'à Istanbul, Ankara, Delhi, Islamabad, Douchanbé, Tachkent, Mashhad, Djeddah et Charjah.

⁶⁸ Sweden, Lifos, Lifosrapport: Inrikesflyg I Afghanistan (version 3.0), 26 September 2018, [url](#), p. 4

⁶⁹ Sweden, Lifos, Lifosrapport: Inrikesflyg I Afghanistan (version 3.0), 26 September 2018, [url](#), p. 4

⁷⁰ New York Times (The), Grounded and Gutted, Main Afghan Airline Struggles after Taliban Attack, 26 January 2018, [url](#)

⁷¹ Sweden, Lifos, Lifosrapport: Inrikesflyg I Afghanistan (version 3.0), 26 September 2018, [url](#), p. 7

⁷² Sweden, Lifos, Lifosrapport: Inrikesflyg I Afghanistan (version 3.0), 26 September 2018, [url](#), p. 8; Hamid Karzai International Airport, n.d., [url](#); LCA, Afghanistan Kabul (Hamid Karzai) International Airport, 5 January 2018, [url](#); ACAA, International Airfields, 10 January 2018, [url](#)

⁷³ Flightradar 24, Kabul International Airport, n.d., [url](#)

2.1.2 Hérât

L'aéroport international de Hérât est l'un des quatre aéroports internationaux d'Afghanistan.⁷⁴ Hérât est reliée par des vols intérieurs réguliers à Kaboul, Kandahâr et Mazâr-e Charîf, et par des vols internationaux à Mashhad en Iran.⁷⁵

D'après les horaires des vols consultés sur un site de suivi du trafic aérien, les correspondances au départ de Hérât étaient les suivantes au 31 octobre 2018:⁷⁶

- aucune compagnie aérienne internationale ne desservait Hérât;
- Ariana Afghan Airlines assurait des vols intérieurs entre Hérât et Kaboul plusieurs fois par jour et des vols internationaux vers Delhi ;
- Kam Air opérait plusieurs fois par jour des vols entre Hérât et Kaboul et Mashhad.

2.1.3 Mazâr-e Charîf

L'aéroport international de Mazâr-e Charîf, connu dans la région sous le nom d'aéroport international Mawlana Jalaluddin Muhammad Balkhi, est un des aéroports internationaux que compte l'Afghanistan.⁷⁷

D'après les horaires des vols consultés sur un site de suivi du trafic aérien, les correspondances au départ de Mazâr-e Charîf étaient les suivantes au 31 octobre 2018:⁷⁸

- les compagnies aériennes internationales suivantes desservaient Mazâr-e Charîf: Turkish Airlines depuis Istanbul and ASL Airlines France vers Tbilissi ;
- Ariana Afghan Airlines assurait des vols intérieurs entre Mazâr-e Charîf et Kaboul plusieurs fois par jour et des vols internationaux vers Moscou, Istanbul et Ankara;
- Kam Air partait de Mazâr-e Charîf plusieurs fois par jour pour Kaboul et, à l'étranger, pour Téhéran, Mashhad et Delhi.

2.2 Restrictions et titres de voyage

Il n'existe aucune restriction légale en matière de déplacements ou de résidence en Afghanistan. La Constitution afghane garantit aux citoyens afghans le droit de voyager à l'étranger, d'émigrer et d'être rapatriés.⁷⁹ Le gouvernement ne restreint généralement pas le droit de circulation des personnes au sein du pays, mais les forces de sécurité et les insurgés peuvent tenir des points de contrôle illégaux aux frontières et extorquer de l'argent et des marchandises aux voyageurs.⁸⁰ Le Conseil consultatif sur la sécurité à l'étranger a fait observer « qu'un titre d'identité approprié est généralement suffisant pour franchir les postes de contrôle tenus par le gouvernement ». ⁸¹ Les sources contactées par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada n'ont fait mention « d'aucune exigence systématique en matière de documents d'identité pour voyager en Afghanistan ». ⁸²

Le document d'identité le plus important en Afghanistan se nomme *tazkera*. La plupart des Afghans en détiennent une, bien que ce soit nettement moins le cas pour les femmes et les PDI. Une *tazkera* est officiellement requise pour accéder à divers services publics, tels que l'éducation, l'emploi, les soins

⁷⁴ Sweden, Lifos, Lifosrapport: Inrikesflyg I Afghanistan (version 3.0), 26 September 2018, [url](#), p. 8

⁷⁵ Tourism Herat, Herat International Airport, n.d., [url](#); ACAA, International Airfields, 10 January 2018, [url](#)

⁷⁶ Flightradar 24, Herat International Airport, n.d., [url](#)

⁷⁷ Sweden, Lifos, Lifosrapport: Inrikesflyg I Afghanistan (version 3.0), 26 September 2018, [url](#), p. 8

⁷⁸ Flightradar 24, Mazar-I-Sharif International Airport, n.d., [url](#)

⁷⁹ Freedom House, Freedom in the World 2018 – Afghanistan, January 2018, [url](#); USDoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 - Afghanistan, 20 April 2018, [url](#)

⁸⁰ USDoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 - Afghanistan, 20 April 2018, [url](#)

⁸¹ USDoS, Bureau of Diplomatic Security, Afghanistan 2018 Crime & Safety Report, 16 February 2018, [url](#)

⁸² Canada, IRB, Afghanistan: Documents Required to Travel within Afghanistan, Documents Required to Pass Checkpoints (2013-January 2015), 3 February 2016, [url](#)

de santé et les prêts officiels accordés par les banques. De même, la *tazkera* est nécessaire pour l'obtention de titres de propriété foncière ou immobilière, ou encore d'actes notariés. Il est particulièrement important de posséder une *tazkera* dans les zones urbaines ou périurbaines pour pouvoir accéder sans restriction *péri-urbaines* aux services de base et au crédit, mais cette nécessité se fait moins ressentir dans les zones rurales où les gens se connaissent et sont identifiés par les aînés de la communauté.⁸³

Comme l'indique une étude conjointe du NRC, de Samuel Hall et de l'IDMC, pour obtenir une *tazkera*, les PDI doivent généralement retourner dans leur district d'origine, ce qui est impossible pour nombre d'entre elles en raison du coût des transports et de l'insécurité. Le gouvernement afghan a reconnu l'ampleur du problème qui se pose aux PDI ne possédant pas de documents d'identité et a collaboré avec des organisations internationales telles que l'OIM pour y remédier. Toutefois, il arrive encore que les PDI doivent retourner dans leur région d'origine pour obtenir ces documents. Des modifications provisoires continuent d'être apportées au système en vigueur : ainsi, le ministère de l'éducation a facilité l'inscription à l'école des personnes ne disposant pas d'une *tazkera*.⁸⁴

Selon une étude réalisée en 2016 par le NRC et Samuel Hall, la proportion d'Afghans détenant des documents d'état civil et d'identité variait considérablement selon le type de document considéré, la *tazkera* étant le document le plus répandu.⁸⁵

		Communauté d'accueil	Réfugiés rapatriés	PDI	Rapatriés déplacés
HOMMES	Tazkera	94 %	88 %	87 %	86 %
	Passeport	15 %	16 %	11 %	9 %
	Acte de naissance	3 %	3 %	2 %	0 %
	Certificat de mariage	16 %	19 %	6 %	9 %
	Aucun	6 %	9 %	12 %	14 %
FEMMES	Tazkera	44 %	54 %	21 %	43 %
	Passeport	6 %	2 %	1 %	2 %
	Acte de naissance	0 %	2 %	0 %	2 %
	Certificat de mariage	9 %	14 %	3 %	7 %
	Aucun	52 %	43 %	75 %	52 %

Figure 1: Taux de détention de documents d'état civil et d'identification, par statut de déplacement⁸⁶

La possession d'une *tazkera* en cours de validité était également un prérequis à l'accès à d'autres types de documents tels que les passeports ou les certificats de mariage.⁸⁷ Bien qu'un plus grand nombre d'Afghans possède désormais une *tazkera*, « beaucoup de gens considèrent encore qu'il est inutile de se procurer des documents d'état civil comme les certificats de naissance et de mariage ». ⁸⁸ Pourtant, l'étude révèle que les documents d'état civil, qui donnent accès aux services et ouvrent des droits,

⁸³ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 16; NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 37

⁸⁴ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 37

⁸⁵ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 23

⁸⁶ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 25

⁸⁷ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 21

⁸⁸ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 24

sont tout à fait « cruciaux » dans une perspective d'intégration sociale.⁸⁹ Une personne ne disposant pas d'une *tazkera* court ainsi un plus grand risque d'être harcelée par les autorités.⁹⁰ En l'absence de papiers, les femmes sont particulièrement vulnérables en cas de contentieux judiciaire, de querelles d'héritage et de conflits familiaux.⁹¹ Les auteurs de cette étude ont noté qu'en matière de possession de documents d'identité, le genre avait une plus grande influence que le déplacement. Ainsi, les femmes sont nettement moins susceptibles d'être titulaires d'une *tazkera*, essentiellement parce qu'il leur est bien plus difficile d'accéder à ce document, mais aussi parce qu'« elles ressentent moins le besoin de détenir des papiers d'identité ».⁹² Seulement 21 % des femmes déplacées à l'intérieur de leur propre pays avaient une *tazkera*, contre 54 % des Afghanes revenues de l'étranger et 44 % des femmes de la communauté d'accueil. Pour les hommes, les conséquences du déplacement sur la possession d'une *tazkera* étaient moins visibles: 87 % des hommes déplacés à l'intérieur de leur propre pays, 88 % des hommes rentrés au pays et 94 % des hommes de la communauté d'accueil ont déclaré disposer d'une *tazkera*.⁹³

L'ALCS 2016-2017 a révélé que 61 % des enfants des zones urbaines étaient enregistrés à l'état civil à la naissance, contre seulement 22 % des enfants originaires des régions rurales.⁹⁴ D'après le HCR, très peu d'enfants possèdent une *tazkera*.⁹⁵ La *tazkera* n'est pas fréquente non plus chez les habitants des régions rurales reculées.⁹⁶

2.3 Liberté de circulation des femmes

Les normes sociales restrictives limitent la capacité des femmes à voyager seules.⁹⁷ D'après la tradition, la liberté de mouvement des femmes est subordonnée à l'assentiment d'un homme ou à la présence d'un accompagnateur.⁹⁸ La liberté de mouvement et la tenue vestimentaire des femmes varient selon les régions du pays. Par exemple, il est rare de voir des femmes seules en public à Kandahâr, alors que cela arrive plus fréquemment à Mazâr-e Charîf et à Kaboul. De nombreuses sources interrogées dans le cadre de la mission d'information menée par l'Autriche en Afghanistan en 2017 ont convenu qu'il était généralement dangereux pour une femme de voyager en dehors des villes sans qu'un homme ne l'accompagne, bien que cela soit envisageable si la femme en question connaît des gens sur place, porte une tenue appropriée (par exemple une *burqa*) et parle la langue de la région.⁹⁹ Les risques encourus au cours d'un tel voyage dépendent aussi du district de destination. Par exemple, les femmes peuvent se déplacer seules entre certaines grandes villes et les districts environnants, en empruntant les transports publics comme le font les autres voyageurs. Cette pratique est courante autour de Kaboul (en particulier sur le plateau de Shomali, au nord de la ville), le long de l'autoroute Hérât-Islam Qalah et sur les routes principales desservant Mazâr-e Charîf.¹⁰⁰

⁸⁹ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 38

⁹⁰ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 39

⁹¹ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 39

⁹² NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 23

⁹³ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 25

⁹⁴ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 167

⁹⁵ Courriel électronique du 9 novembre 2018 du HCR en Afghanistan. Le HCR des Nations unies a fait cet ajout au cours de la phase de révision du présent rapport.

⁹⁶ Courriel électronique de M. Foschini datant du, F., email, 9 novembre 2018. Fabrizio Foschini a procédé à cet ajout au cours de la phase de révision du présent rapport

⁹⁷ Freedom House, Freedom in the World 2018 – Afghanistan, January 2018, [url](#)

⁹⁸ USDoS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 - Afghanistan, 20 April 2018, [url](#)

⁹⁹ Austria, BFA Staatendokumentation, Fact-finding Mission Report Afghanistan, [source: Representative of an international NGO], April 2018, [url](#), p. 28

¹⁰⁰ Courriel électronique de M. Foschini, 9 novembre 2018. Fabrizio Foschini a procédé à cet ajout au cours de la phase de révision du présent rapport

Aucune disposition légale n'empêche les femmes de conduire en Afghanistan, mais rares sont celles qui exercent ce droit en raison des menaces dont elles sont la cible lorsqu'elles prennent le volant.¹⁰¹ Toutefois, il est de plus en plus fréquent de voir des femmes conduire à Kaboul, Balkh et Hérât.¹⁰²

2.4 Sécurité routière

L'Afghanistan est le théâtre d'un conflit qui provoque des déplacements de population massifs et restreint les déplacements dans de nombreuses régions du pays.¹⁰³ Le manque de sécurité est considéré comme le plus grand obstacle à la circulation¹⁰⁴. L'édition 2018 de l'enquête menée par The Asia Foundation auprès de la population afghane a révélé que 79,7 % des personnes interrogées avaient peur de se rendre d'une région du pays à une autre.¹⁰⁵

L'aéroport international de Kaboul est situé à cinq kilomètres du centre-ville.¹⁰⁶ Des attentats à la bombe, des attaques et divers incidents de sécurité ont été perpétrés aux alentours de cet aéroport par des insurgés qui cherchaient à atteindre les forces de sécurité. Le 27 septembre 2017, des kamikazes et des combattants ont lancé des tirs de mortier sur l'aéroport de Kaboul alors que Jim Mattis, secrétaire américain à la Défense, y effectuait une visite. L'attaque a été revendiquée à la fois par les talibans et l'État islamique de la province du Khorasan (ISKP).¹⁰⁷ Le 23 juillet 2018, la BBC a rapporté que 14 personnes avaient trouvé la mort et 60 autres avaient été blessées dans une explosion survenue à l'aéroport de Kaboul peu après le retour d'Abdul Rashid Dostum, vice-président afghan, de l'exil qu'il s'était imposé.¹⁰⁸

Les aéroports de Mazâr-e Charîf et Hérât sont situés en dehors des villes. L'aéroport de Mazâr-e Charîf est situé à neuf kilomètres à l'est du centre-ville¹⁰⁹, tandis que celui de Hérât se trouve à treize kilomètres au sud de la ville de Hérât, dans le district de Gozara.¹¹⁰ Bien qu'il s'agisse d'un axe important et sous le contrôle permanent des forces de sécurité, la route reliant Hérât à l'aéroport sert aussi les activités de réseaux criminels depuis quelques années. Dans cette partie du pays, ces réseaux entretiennent souvent des liens avec les insurgés, qui tentent d'enlever ou d'assassiner des cibles potentielles sur la route de l'aéroport.¹¹¹

¹⁰¹ Huffington Post, *Despite The Backlash, Women Take The Wheel In Afghanistan*, 31 August 2017, [url](#)

¹⁰² Tolo News, *Number of Woman Drivers on the Rise in Kabul*, 28 September 2018, [url](#)

¹⁰³ Freedom House, *Freedom in the World 2018 – Afghanistan*, January 2018, [url](#)

¹⁰⁴ USDoS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2017 - Afghanistan*, 20 April 2018, [url](#)

¹⁰⁵ Asia Foundation, *Survey of the Afghan People 2018*, December 2018, [url](#), p. 50

¹⁰⁶ LCA, *Afghanistan Kabul (Hamid Karzai) International Airport*, 5 January 2018, [url](#)

¹⁰⁷ Reuters, *Militants Attack Kabul Airport during Mattis Visit, U.S. Strike Hits Civilians*, 27 September 2017, [url](#)

¹⁰⁸ BBC, *Afghan airport blast: VP Gen Dostum unhurt as Kabul bomb kills 14*, 23 July 2018, [url](#)

¹⁰⁹ LCA, *Afghanistan Mazar-i-Sharif (Mawlana Jalal ad-Din Muhammad Balkhi) International Airport*, 5 January 2018, [url](#); ACAA, *International Airfields*, 10 January 2018, [url](#)

¹¹⁰ Tourism Herat, *Herat International Airport*, n.d., [url](#)

¹¹¹ Courriel électronique de M. Foschini F., 9 novembre 2018. Fabrizio Foschini a procédé à cet ajout au cours de la phase de révision du présent rapport

3. Contexte économique

En termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant exprimé en dollars américains (USD), l'Afghanistan était le sixième pays le plus pauvre du monde en 1960 et n'avait progressé que de six places en 2016.¹¹² Selon les auteurs de l'ALCS 2016-2017, « depuis 2007, on observe deux phases distinctes dans l'évolution de la situation macroéconomique et sécuritaire du pays, le point de bascule intervenant en 2014 et correspondant à la transition opérée dans le domaine de la sécurité ». Alors que la phase qui a précédé la transition s'est caractérisée « par un regain de croissance économique et une situation sécuritaire relativement stable », le rythme de la croissance a ralenti et la sécurité s'est détériorée après 2014.¹¹³ L'Afghanistan appartient toujours au groupe des États à faible revenu, s'inscrivant bien en deçà de la moyenne des autres pays fragiles et en proie à des conflits.¹¹⁴

Selon la Banque mondiale, entre 2003 et 2013, le taux de croissance moyen était de 9 %, mais il a ralenti à 2,7 % en 2014 et à 1,5 % en 2015.¹¹⁵ Cette baisse s'explique par une conjonction de facteurs, parmi lesquels la détérioration de la situation sécuritaire, la diminution de l'aide étrangère, la réduction des effectifs des forces internationales et l'instabilité politique suscitée par les élections de 2014.¹¹⁶ Bien qu'après 2015, l'économie ait commencé à montrer des signes de stabilisation, affichant une croissance de 2,3 % en 2016, puis de 2,7 % en 2017¹¹⁷, la Banque mondiale a estimé que la reprise était « de plus en plus fragile ». ¹¹⁸ Les troubles qui pourraient éclater lors des élections présidentielles et provinciales prévues en 2019 sont susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur la confiance, l'investissement et la croissance. ¹¹⁹

Au-delà de ces défis, l'ALCS 2016-2017 a identifié d'autres « facteurs structurels » qui risquent d'entraver le développement de l'Afghanistan, comme l'ampleur de la croissance démographique, les difficultés rencontrées par les femmes pour s'insérer dans la société, la faible qualité du système éducatif et le manque d'investissements.¹²⁰

3.1 Croissance économique

Comme l'a expliqué la Banque mondiale, la croissance économique en 2017 a été principalement alimentée par le développement du secteur des services (2,5 %), tandis que le secteur agricole connaissait également une croissance de 3,8 %. Au premier trimestre 2018, les exportations ont augmenté de près de 50 % par rapport à la même période en 2017. Pour l'essentiel, cette hausse est le fruit de la mise en place de nouvelles liaisons aériennes avec l'Inde et de la résolution des problèmes frontaliers avec le Pakistan. Les importations ont également crû, mais surtout en raison de la hausse des prix de l'énergie et de l'augmentation des quantités importées de céréales, du fait de la sécheresse.¹²¹

¹¹² World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [url](#), p. 25

¹¹³ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 2

¹¹⁴ World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [url](#), p. 2

¹¹⁵ Haque, T., et al., World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [Afghanistan Development Updateurl](#), Banque mondiale, août 2018, p. 2

¹¹⁶ Haque, T., et al., World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [Afghanistan Development Updateurl](#), Banque mondiale, août 2018, p. 2

¹¹⁷ Haque, T., et al., World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [Afghanistan Development Updateurl](#), Banque mondiale, août 2018, p. 2

¹¹⁸ World Bank (The), Afghanistan - Overview, 28 October 2018, [url](#)

¹¹⁹ World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [url](#), pp. 1, 15

¹²⁰ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 1-2

¹²¹ World Bank (The), Afghanistan - Overview, 28 October 2018, [url](#)

La production d'opium a atteint un niveau record en 2017.¹²² La filière des opiacés était d'une taille globalement comparable à celle du secteur agricole dans son ensemble et constituait un pilier de l'économie du pays, assurant la subsistance de nombreux Afghans.¹²³ Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le secteur des opiacés illicites représentait entre 4,1 et 6,6 milliards d'USD, c'est-à-dire de 20 à 32 % du PIB en 2017.¹²⁴ Il s'agit d'une augmentation significative par rapport à 2016, l'économie des opiacés représentant alors environ 15 % du PIB.¹²⁵ L'enquête menée conjointement par l'ONUDC et le ministère de la lutte contre les stupéfiants en 2017 a démontré la relation qui existe entre le niveau de contrôle qu'exerce le gouvernement sur une région donnée, l'insécurité qui y règne et l'ampleur de la culture du pavot à opium. Elle a aussi mis en évidence qu'une partie importante de la récolte d'opium était taxée par des autorités non étatiques et des groupes insurgés, notamment les talibans.¹²⁶ Matthew C. DuPée, analyste principal au département de la Défense des États-Unis, a fait remarquer que les talibans exploitaient également des sites miniers dans 14 des 34 provinces afghanes, générant entre 200 et 300 millions d'USD de recettes par an.¹²⁷

Alors que les revenus avaient augmenté en 2017, le premier semestre de 2018 a mis un terme à cette tendance, en écho au ralentissement de l'activité économique et à l'incertitude entourant les élections.¹²⁸ En conséquence du ralentissement de la croissance, la pauvreté s'est considérablement accrue : alors que 38,3 % de la population vivait déjà en dessous du seuil national de pauvreté en 2012-2013, cette proportion est passée à 54,5 % en 2016-2017.¹²⁹

La Banque mondiale prévoit une croissance d'environ 3,6 % à l'horizon 2021. Toutefois, compte tenu du taux de croissance démographique actuel, qui s'élève à 2,7 %, le pays aurait besoin d'accomplir des progrès bien plus rapides pour améliorer sensiblement les revenus et les moyens de subsistance de la population, sans parler des emplois à créer pour les quelque 400 000 jeunes afghans qui entrent chaque année sur le marché du travail. Sans cela, il est peu probable que l'Afghanistan réalise des progrès majeurs en matière de réduction de la pauvreté.¹³⁰

3.2 Climat des affaires

Les entreprises afghanes sont confrontées à des risques induits par la situation d'incertitude politique, sécuritaire et macroéconomique (la volatilité des prix et des taux de change, par exemple). Ces incertitudes se conjuguent à « des marchés financiers largement sous-développés ». ¹³¹ Parmi les principales difficultés que rencontrent les entreprises, en sus des problèmes de sécurité,¹³² le département d'État des États-Unis a recensé le cadre juridique – qui est encore en cours d'élaboration –, les conséquences de la corruption sur l'administration et les interprétations fluctuantes du droit fiscal.

Même comparé à d'autres pays fragiles et en proie à un conflit ou des violences, l'Afghanistan se distingue par la faiblesse de ses perspectives économiques. Seules 27,5 % des entreprises du pays ont déclaré avoir lancé des projets d'investissement et 3 % d'entre elles seulement ont eu recours à des

¹²² UNODC, Afghanistan Opium Survey 2017, May 2018, [url](#), pp. 5-6.

¹²³ UNODC, Afghanistan Opium Survey 2017, May 2018, [url](#), pp. 5-6.

¹²⁴ UNODC, Afghanistan Opium Survey 2017, May 2018, [url](#), pp. 5-6.

¹²⁵ World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [url](#), p. 4

¹²⁶ UNODC, Afghanistan Opium Survey 2017, May 2018, [url](#), p. 42

¹²⁷ DuPée, M., Taliban Stones Commission and the Insurgent Windfall from Illegal Mining, CTC Sentinel, Volume 10, Issue 3, March 2017, [url](#), p. 34

¹²⁸ World Bank (The), Afghanistan - Overview, 28 October 2018, [url](#)

¹²⁹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 100

¹³⁰ World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [url](#), p. 16

¹³¹ World Bank (The), Investment under Risks and Uncertainty in Afghanistan, May 2018, [url](#), p. 2

¹³² USDoS, 2018 Investment Climate Statements – Afghanistan, 19 July 2018, [url](#)

prêts bancaires pour les financer, contre environ 40 % dans le pays médian de l'échantillon « pays fragiles et affectés par d'un conflit et des violences ».¹³³

Au cours du dernier trimestre 2017, l'anticipation de l'instabilité politique et de la violence liées aux élections à venir a tiré la quasi-totalité des indicateurs d'activité à la baisse. Le nombre de nouvelles demandes de permis d'exploitation a chuté de 20 % en 2018 par rapport à 2016. Alors que les immatriculations de nouvelles entreprises dans les secteurs des services et de l'industrie manufacturière ont également diminué de 20 %, les immatriculations dans le secteur de la construction ont connu une hausse de 40 %.¹³⁴

Les conclusions du rapport de la Chambre de commerce et d'industrie d'Afghanistan (ACCI) consacré à la conjoncture des affaires au cours du troisième trimestre 2018 font également état de tendances négatives. D'après les entreprises sondées, les conditions économiques et le niveau de confiance se sont détériorés, de même que leurs attentes pour les six prochains mois. Par rapport au trimestre précédent, les indicateurs d'activité accusent une baisse considérable dans toutes les régions examinées (Kaboul, Balkh, Nangarhar, Kandahâr, Hérât) au troisième trimestre.¹³⁵

La corruption est fréquemment citée par les entreprises afghanes et étrangères comme une source de difficultés dans la conduite de leurs affaires, notamment en ce qui concerne l'obtention des permis et des licences, la participation aux marchés publics, les exigences réglementaires et la fiscalité.¹³⁶

Fabrizio Foschini a pris l'exemple de Pamir Airways pour étayer son propos sur les pots-de-vin versés par les grandes entreprises dans la phase de lancement du moindre contrat ou en échange de faveurs de la part du gouvernement. Ainsi, Pamir Airways a dû payer une commission illégale au ministère des Transports et de l'Aviation civile pour l'immatriculation de chacun de ses avions en Afghanistan. D'autres entreprises, plus étroitement liées à des réseaux politiques, ont bénéficié de passe-droits ou d'avantages, qu'il s'agisse d'être exempté de contrôle fiscal, de se dispenser de rendre des comptes sur quoi que ce soit, ou même de nuire à l'activité de leurs concurrents.¹³⁷

3.2.1 Climat des affaires dans les trois villes étudiées

Le gouvernement afghan s'est engagé à accroître les investissements du secteur privé.¹³⁸ À Kaboul, un nouveau système d'octroi de licences a été mis en place en 2016 afin de rationaliser la procédure d'immatriculation des entreprises auprès du registre central des entreprises afghanes, qui prolonge également la validité des licences commerciales de trois ans.¹³⁹ En 2017, Kaboul occupait la première place en termes de création d'entreprises mais aussi d'approvisionnement en électricité, grâce au caractère très centralisé de l'administration du pays.¹⁴⁰ Dans les autres provinces, les entreprises devaient en effet obtenir l'autorisation des autorités centrales de Kaboul avant d'être raccordées au réseau électrique, ce qui compliquait les procédures et renchérisait les coûts déjà élevés.¹⁴¹

L'absence d'un approvisionnement en électricité bon marché et fiable a toujours constitué un obstacle majeur pour toutes les activités productives en Afghanistan. Cela pèse en effet lourdement sur les coûts de production et empêche les entreprises afghanes de se montrer compétitives face à leurs concurrentes étrangères. Cet handicap a considérablement entravé le développement des zones industrielles de Hérât, qui s'annonçaient pourtant très prometteuses pour le pays, en raison des conditions sécuritaires relativement bonnes dont bénéficiait la ville et du dynamisme du milieu des

¹³³ World Bank (The), Investment under Risks and Uncertainty in Afghanistan, May 2018, [url](#), p. 2

¹³⁴ World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [url](#), p. 2

¹³⁵ ACCI, Business Monitor 2018 – Business Tendency Survey 3rd Quarter, 2018, [url](#), pp. 2-4

¹³⁶ USDoS, 2018 Investment Climate Statements – Afghanistan, 19 July 2018, [url](#)

¹³⁷ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), pp. 42-43

¹³⁸ USDoS, 2018 Investment Climate Statements – Afghanistan, 19 July 2018, [url](#)

¹³⁹ World Bank (The), Doing Business In Afghanistan 2017, 2017, [url](#), p. 4

¹⁴⁰ World Bank (The), Doing Business In Afghanistan 2017, 2017, [url](#), p. 5

¹⁴¹ World Bank (The), Doing Business In Afghanistan 2017, 2017, [url](#), p. 6

affaires local. Cependant, leur approvisionnement en énergie dépendait paradoxalement de leur principal concurrent, l'Iran.¹⁴²

La Banque mondiale a également relevé que les entreprises de Hérât devaient attendre six semaines de plus que celles de Balkh pour être raccordées au réseau en raison de la quantité limitée d'électricité disponible.¹⁴³

Du fait de sa croissance rapide, la capitale a reçu de nombreuses demandes de permis de construire et de transferts de propriété.¹⁴⁴ Dans une tentative de remédier aux retards qu'accusait l'administration dans le traitement des dossiers, différents bureaux municipaux ont été regroupés pour créer un guichet unique dédié aux permis de construire et pour faire de l'enregistrement des propriétés une procédure administrative et non plus judiciaire.¹⁴⁵

Si la rationalisation de la procédure d'octroi de licences à Kaboul a bien réduit le nombre d'étapes nécessaires à la création d'une entreprise, les délais n'ont pas diminué dans les mêmes proportions. À Balkh et à Hérât, les créateurs d'entreprise doivent se rendre dans trois agences différentes pour lancer leur société, soit une procédure deux fois plus lourde qu'à Kaboul. Cela étant, créer une entreprise demande autant de temps à Kaboul qu'à Balkh, et seulement un jour de plus à Hérât, en dépit de procédures plus complexes, ce qui incite à penser que les services administratifs de la capitale manquent encore d'efficacité.¹⁴⁶

3.3 Aide au développement

Selon un rapport conjoint d'Oxfam et du Comité suédois pour l'Afghanistan, l'efficacité de la mise en œuvre des projets d'aide au développement constitue un défi majeur, compte tenu de la situation sécuritaire et du niveau de corruption en Afghanistan.¹⁴⁷

D'après ce rapport, les sommes versées à l'Afghanistan au titre de l'aide au développement sont passées de près de 6,5 milliards d'USD en 2010 à 4,2 milliards d'USD en 2015.¹⁴⁸ La Banque mondiale a proposé des estimations différentes, avec une moyenne annuelle de 12,5 milliards d'USD d'aide au développement entre 2009 et 2012, qui chute à environ 8,8 milliards d'USD en 2015.¹⁴⁹ En dépit de cette diminution, l'Afghanistan reste fortement tributaire de ces aides. Ainsi, sur l'exercice 1396 (mars 2017-février 2018), les donateurs internationaux ont abondé le budget de l'État à hauteur de 66 % environ.¹⁵⁰ Comme l'a fait valoir Integrity Watch Afghanistan – une organisation de la société civile indépendante qui se consacre à promouvoir la transparence –, mettre un terme à la dépendance de l'Afghanistan vis-à-vis de l'aide au développement nécessiterait d'exploiter les ressources minérales du pays et d'adopter une politique de « tolérance zéro » à l'égard de la corruption.¹⁵¹

Selon le rapport d'Oxfam et du Comité suédois pour l'Afghanistan, les infrastructures sociales et les services sociaux ont reçu la plus grande part des fonds, à savoir plus de 14 milliards d'USD entre 2011 et 2015, devant les infrastructures et les services économiques (4 milliards d'USD), l'aide humanitaire (2 milliards d'USD) et le soutien au secteur productif (1,6 milliard d'USD).¹⁵² Toutefois, comme l'AAN l'a fait remarquer, ces sommes importantes n'ont pas suffi à enrayer l'aggravation de la pauvreté,

¹⁴² Foschini, F., email, 9 November 2018. Fabrizio Foschini, made this addition during his review of this report.

¹⁴³ World Bank (The), Doing Business In Afghanistan 2017, 2017, [url](#), pp. 42-43

¹⁴⁴ World Bank (The), Doing Business In Afghanistan 2017, 2017, [url](#), p. 5

¹⁴⁵ World Bank (The), Doing Business In Afghanistan 2017, 2017, [url](#), pp. 4, 6

¹⁴⁶ World Bank (The), Doing Business In Afghanistan 2017, 2017, [url](#), p. 25

¹⁴⁷ Oxfam and SCA, Aid Effectiveness in Afghanistan, March 2018, [url](#), p. 37

¹⁴⁸ Oxfam and SCA, Aid Effectiveness in Afghanistan, March 2018, [url](#), p. 7

¹⁴⁹ World Bank (The), Afghanistan Development Update, November 2017, [url](#), p. 2

¹⁵⁰ Oxfam and SCA, Aid Effectiveness in Afghanistan, March 2018, [url](#), p. 7

¹⁵¹ Integrity Watch Afghanistan, The Game of Numbers - Analysis of the National Budget 2018, December 2017, [url](#), p. 15

¹⁵² Oxfam and SCA, Aid Effectiveness in Afghanistan, March 2018, [url](#), p. 28

laquelle est, d'après les chiffres de l'ALCS 2016-2017, plus répandue qu'elle ne l'était au lendemain de la chute du régime taliban, ce qui n'est « que la conséquence d'une inefficacité persistante ».¹⁵³ Plus de 30 donateurs internationaux différents ont versé des aides à l'Afghanistan sans aucun mécanisme de coordination et d'harmonisation, ce qui s'est traduit par la fragmentation et, partant, par l'inefficacité des projets lancés.¹⁵⁴ Comptant parmi les principaux donateurs pour les investissements agricoles en Afghanistan, la Banque mondiale a par exemple admis ne pas avoir suffisamment échangé avec d'autres donateurs, ce qui a entraîné une duplication des programmes dans le secteur agricole.¹⁵⁵

L'autre fléau obérant les progrès de l'Afghanistan est la corruption.¹⁵⁶ Selon la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA), les Afghans sont tenus de verser des pots-de-vin dans presque tous les gestes de leur vie quotidienne et souffrent des effets « d'un népotisme et d'un clientélisme généralisés ».¹⁵⁷ En 2016, le Tribunal anticorruption (ACJC) a été créé pour enquêter sur les affaires de corruption et les juger. Il est ainsi parvenu à condamner certains responsables gouvernementaux.¹⁵⁸ Toutefois, les autres tribunaux doivent encore démontrer leur capacité à en faire autant. C'est précisément ce qui a amoindri l'effet dissuasif des poursuites judiciaires contre la corruption, au même titre que l'obsolescence des mesures destinées à garantir l'intégrité du système judiciaire et la faiblesse des autorités en matière d'exécution de la loi.¹⁵⁹

¹⁵³ Bjelica, J. and Ruttig, T., The State of Aid and Poverty in 2018: A new look at aid effectiveness in Afghanistan, AAN, 17 May 2018, [url](#)

¹⁵⁴ Oxfam and SCA, Aid Effectiveness in Afghanistan, March 2018, [url](#), pp. 7-8

¹⁵⁵ Oxfam and SCA, Aid Effectiveness in Afghanistan, March 2018, [url](#), pp. 34-35

¹⁵⁶ Oxfam and SCA, Aid Effectiveness in Afghanistan, March 2018, [url](#), pp. 35

¹⁵⁷ UNAMA, Afghanistan's fight against corruption – From Strategies to Implementation, 14 May 2018, [url](#), p. 5

¹⁵⁸ USDoS, 2018 Investment Climate Statements – Afghanistan, 19 July 2018, [url](#)

¹⁵⁹ UNAMA, Afghanistan's fight against corruption – From Strategies to Implementation, 14 May 2018, [url](#), p. 67

4. Emploi

Le marché du travail afghan est dominé par l'agriculture et se caractérise par une forte proportion de travailleurs indépendants et familiaux, ce qui révèle le haut niveau de l'emploi informel, la sous-représentation des femmes et le manque de débouchés professionnels pour les jeunes.¹⁶⁰ Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), 54 % de la population afghane est légalement en âge de travailler (15-64 ans), tandis que 44 % a moins de 15 ans.¹⁶¹ Selon la Banque mondiale, près des trois quarts de la population ont moins de 30 ans et environ 25 % ont entre 15 ans et 30 ans.¹⁶² Par conséquent, les jeunes afghans sont nombreux à entrer sur le marché du travail chaque année, mais du fait de l'insuffisance des ressources consacrées au développement et des mauvaises conditions de sécurité, le volume des offres d'emploi ne peut pas suivre le rythme de la croissance démographique.¹⁶³

4.1 Chômage

Comme l'a constaté la Banque mondiale, « les taux d'emploi et de participation au marché du travail ont diminué entre 2013 et 2017 ». Cette baisse a été plus particulièrement notable chez les femmes vivant en zone rurale, où la proportion de personnes occupant un emploi parmi celles en âge de travailler est passée de 21,2 % à 18,3 %, ce qui équivaut à une perte de près de 130 000 emplois. Le taux d'emploi des hommes âgés de 25 ans à 50 ans a également diminué, passant de 93,4 % en 2011/2012 à 84,3 % en 2016/2017, ce qui correspond à une baisse d'environ 176 000 emplois.¹⁶⁴

Selon l'ALCS 2016-2017, 2 millions d'Afghans, soit 23,9 % de la population active totale, peuvent être classés dans la catégorie des chômeurs, c'est-à-dire qu'ils ne travaillent pas, ne cherchent pas d'emploi ou travaillent moins de huit heures par semaine.¹⁶⁵ La courbe du taux de chômage par tranche d'âge dessine un «U», ce qui signifie que ce taux est très élevé chez les personnes de moins de 25 ans et de plus de 50 ans.¹⁶⁶ Le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) atteint 31 %, tandis que la proportion de « NEET » (*Not in Education, Employment or Training*, c'est-à-dire ni étudiant, ni employé, ni en formation) parmi cette population s'élève à 42 %.¹⁶⁷ En ce qui concerne les NEET, le lieu de résidence (zone urbaine ou rurale) est moins déterminant que le genre : 80,1% des jeunes de cette catégorie sont, en effet, des femmes. C'est la conséquence du faible taux d'activité, de scolarisation ou de formation des femmes, ainsi que du taux de chômage élevé qui les frappe.¹⁶⁸

La saisonnalité joue également un rôle important dans le taux de chômage. Celui-ci est relativement faible au printemps et en été (environ 20 %), mais peut atteindre 32,5 % en hiver.¹⁶⁹ Bien que nombre d'Afghans soient partis chercher un travail en Turquie, au Pakistan ou en Iran, il se peut que ce moyen de subsistance ait récemment perdu de son efficacité, l'Iran ayant revu à la hausse le nombre d'expulsions.¹⁷⁰

¹⁶⁰ Afghanistan, CSO, Socio-Demographic and Economic Survey - Economically Active Population, Provinces of Kabul, Bamyan, Daykundi, Ghor, Kapisa and Parwan, 8 Jun 2017, [url](#), p. 35

¹⁶¹ ILO, Afghanistan - Employment and Environmental Sustainability Fact Sheets 2017, 2 April 2018, [url](#), p. 1

¹⁶² World Bank (The), Afghanistan - Overview, 28 October 2018, [url](#)

¹⁶³ World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [url](#), p. 29

¹⁶⁴ World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [url](#), p. 6

¹⁶⁵ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 59

¹⁶⁶ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 59

¹⁶⁷ World Bank (The), Afghanistan - Overview, 28 October 2018, [url](#)

¹⁶⁸ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 61

¹⁶⁹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 61

¹⁷⁰ Bjelica, J., Less Rain and Snowfall in Afghanistan: High Level Of Food Assistance Needed Until Early 2019, AAN, 30 July 2018, [url](#)

4.2 Marché du travail et conditions de travail

L'agriculture est prépondérante dans l'économie afghane. En effet, près de 45 % de la population active (2,8 millions de personnes) travaille dans les sous-secteurs de l'agriculture ou de l'élevage.¹⁷¹ Le secteur agricole emploie 52,6 % de la population rurale, tandis le marché de l'emploi urbain présente une plus grande diversité, 36,5 % de la population active étant employée dans les services et seulement 5,5 % dans l'agriculture.¹⁷²

L'accès à un emploi productif ou rémunérateur est limité, et 80 % des emplois sont jugés vulnérables aux retournements de conjoncture et précaires, qu'il s'agisse d'emplois indépendants, de travaux journaliers ou non rémunérés.¹⁷³

Les auteurs de l'ALCS 2016-2017 observent que seulement 19,8 % de l'ensemble des personnes en activité en Afghanistan disposent d'un emploi salarié (dans les secteurs public ou privé) ou sont des employeurs, ce qui signifie que la majorité des travailleurs occupe un emploi précaire.¹⁷⁴ Selon l'OIT, la plupart des travailleurs de cette catégorie ont le statut d'indépendant, souvent dans le secteur agricole, et sont plus susceptibles d'occuper un emploi peu sûr, qui ne leur offre qu'un revenu et une couverture sociale précaires.¹⁷⁵ Dans la mesure où les employeurs ne représentent qu'un petit groupe (2,6 %), les travailleurs salariés constituent « la seule catégorie visible sur le marché du travail qui peut être considérée comme ayant des emplois plus ou moins sûrs ».¹⁷⁶

Les emplois de piètre qualité et précaires sont largement répandus, et la Banque mondiale a constaté que ni l'éducation ni l'emploi ne constituaient une garantie de sortie de la pauvreté.¹⁷⁷ Si le taux de pauvreté des personnes occupant un emploi salarié peut être inférieur à 50 %, il peut atteindre 66% pour les ménages qui comptent à leur tête des travailleurs journaliers, et 53% pour les foyers des travailleurs indépendants.¹⁷⁸

4.2.1 Perspectives d'emploi dans les trois villes

Selon Fabrizio Foschini, Kaboul est le principal pôle d'activité en Afghanistan, du point de vue du commerce et de l'emploi. La ville fait également office d'« aimant » pour les travailleurs d'une vaste région couvrant les provinces de Parwân, Lôgar ou Wardak. Chaque jour ou chaque semaine, les habitants des petits villages se rendent à Kaboul pour vendre ou se procurer des produits agricoles, ou encore pour travailler comme gardiens, employés de maison ou ouvriers salariés. Il est plus aisé pour les populations vivant au nord ou au sud de la ville de Kaboul de faire ces migrations pendulaires, celles installées à l'est se heurtant à un temps de trajet et un coût de transport plus élevés.¹⁷⁹

Kaboul est une province très largement urbanisée. La population active y travaille dans le commerce, les services et les métiers de base.¹⁸⁰ La capitale compte une proportion élevée de salariés, tandis que le travail indépendant y est moins répandu que dans les régions rurales du pays.¹⁸¹ Les principaux employeurs à Kaboul sont les prestataires de services collectifs, sociaux et aux personnes, ainsi que l'administration publique.¹⁸² Fabrizio Foschini a constaté que le secteur public offrait des salaires

¹⁷¹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 67

¹⁷² Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 68

¹⁷³ World Bank (The), Afghanistan Overview, 28 October 2018, [url](#)

¹⁷⁴ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 63

¹⁷⁵ ILO, Afghanistan, Employment and Environmental Sustainability Fact Sheets 2017, 2 April 2018, [url](#), p. 2

¹⁷⁶ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 64

¹⁷⁷ World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [url](#), p. 30

¹⁷⁸ World Bank (The), Poverty in Afghanistan, Results based on ALCS 2016-17, July 2018, [url](#), p. 18

¹⁷⁹ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), pp. 5, 7-8

¹⁸⁰ Afghanistan, CSO, Economically Active Population, Provinces of Kabul, Bamyan, Daykundi, Ghor, Kapisa and Parwan, 8 Jun 2017, [url](#), p. 31

¹⁸¹ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 29

¹⁸² Afghanistan, CSO, Economically Active Population, Provinces of Kabul, Bamyan, Daykundi, Ghor, Kapisa and Parwan, 8 Jun 2017, [url](#), p. 31

modestes mais une plus grande sécurité de l'emploi.¹⁸³ Les salaires à Kaboul sont généralement plus élevés que dans les autres provinces, en particulier ceux des collaborateurs des organisations étrangères (par exemple, les techniciens en informatique peuvent toucher en moyenne 25 000 afghani (AFN) par mois, soit près de 375 USD).¹⁸⁴

Selon Jolyon Leslie, la pyramide des âges de la population de Hérât est dominée par les jeunes. Dès lors, le poids de la tranche d'âge 15-64 ans est plutôt faible. Or c'est cette tranche, la plus productive sur le plan économique, qui subvient aux besoins d'un grand nombre de personnes à charge. En outre, la moitié de la population active de la ville de Hérât est constituée de travailleurs journaliers dont les revenus dépendent des aléas du marché du travail.¹⁸⁵

Fabrizio Foschini ajoute que depuis longtemps, l'économie de Hérât crée des emplois dans le commerce, notamment dans l'importation et l'exportation de marchandises avec le voisin iranien, ainsi que dans les secteurs de l'exploitation minière et de la production industrielle. Certains métiers artisanaux ancestraux (comme la fabrication de tapis et de verre ou la broderie) ont réussi à survivre, tandis que plusieurs activités industrielles modernes se sont développées (par exemple, la transformation et l'emballage de denrées alimentaires). Cependant, tous ces sites d'activité ont souffert de l'insécurité (plus particulièrement, de l'enlèvement d'hommes d'affaires ou de membres de leur famille par des réseaux criminels, avec la complicité de membres des forces de l'ordre), des pénuries d'électricité, de la difficulté à se montrer compétitif vis-à-vis des produits importés d'Iran ou d'autres pays, ainsi que de la hausse du taux de chômage.¹⁸⁶

Mazâr-e Charîf est considéré comme un centre commercial régional d'importance pour le nord de l'Afghanistan. La ville est également un centre industriel doté de sites de production à grande échelle et comptant un grand nombre de petites et moyennes entreprises fabriquant des produits d'artisanat, des tapis et des moquettes.¹⁸⁷ Selon Foschini, Mazâr-e Charîf a connu une plus grande stabilité que Hérât ou Kaboul.¹⁸⁸ La population active occupée compte en majorité des fonctionnaires et des vendeurs (23,1 %), puis des gestionnaires, des travailleurs qualifiés, des techniciens et des employés (20,9 %).¹⁸⁹

Mazâr-e Charîf est également l'une des villes afghanes où le programme de développement de nouveaux marchés (*Afghanistan New Market Development Project*, ANMDP) est mis en œuvre. Ce projet, qui s'étend aussi à Hérât, Kaboul et Jalalabad, soutient les petites et moyennes entreprises ainsi que les organisations patronales en leur donnant accès à des services d'aide au développement commercial. Entre sa création en 2013 et le mois de septembre 2016, ce programme a accompagné 145 entreprises dans la province de Balkh, dont une usine locale de pasteurisation à Mazâr-e Charîf.¹⁹⁰

4.3 Moyens de subsistance des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des personnes rapatriées

Le retour d'un nombre croissant de réfugiés et de personnes dépourvues de papiers d'identité dans certaines régions d'Afghanistan, en particulier à Kaboul, a accru la pression exercée sur les services collectifs et les infrastructures sociales du pays, d'autant que ces flux s'ajoutent aux mouvements de population internes.¹⁹¹ La Banque mondiale a relevé que l'intégration réussie des rapatriés ayant le plus haut niveau d'études dans les secteurs d'activité productifs pouvait améliorer la productivité et

¹⁸³ Foschini, F., *Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid*, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 30

¹⁸⁴ Foschini, F., *Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid*, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 33

¹⁸⁵ Leslie, J., *Political and Economic Dynamics of Herat*, USIP, 2 April 2015, [url](#), p. 19

¹⁸⁶ Foschini, F., email, 9 November 2018. Fabrizio Foschini made this addition during the review of the report.

¹⁸⁷ *Afghanistan, State of Afghan Cities 2015, Volume One*, 2015, [url](#), p. 63.

¹⁸⁸ Foschini, F., email, 9 November 2018. Fabrizio Foschini made this addition during the review of the report.

¹⁸⁹ *Afghanistan, CSO, Socio-Demographic and Economic Survey: Balkh*, 5 January 2015, [url](#), p. 42

¹⁹⁰ World Bank (The), *Thriving Local Businesses Provide Jobs to Thousands in Afghanistan*, 18 October 2017, [url](#)

¹⁹¹ UNHCR, *Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019*, October 2018, [url](#), p. 5

la croissance. Toutefois, du fait de la concentration des rapatriés et des PDI dans les centres urbains, les services publics risquent d'être submergés alors que ces populations ont besoin d'une aide humanitaire importante.¹⁹²

Nassim Majidi a observé que de nombreux programmes destinés à la réintégration des personnes de retour au pays ne permettaient pas de leur offrir des moyens de subsistance à long terme et des solutions d'hébergement fiables. Ces programmes ne parviennent pas non plus à « combler le fossé » entre les compétences des personnes revenues au pays et celles recherchées par les employeurs locaux.¹⁹³ Oxfam a fait état de la capacité limitée du gouvernement à prendre en charge l'accueil et la réintégration des personnes de retour au pays, 30 % de ces dernières rencontrant des difficultés à subvenir à leurs besoins, et 18 % à se nourrir.¹⁹⁴

Selon Oxfam, pour que les personnes de retour en Afghanistan puissent trouver et conserver un emploi et un logement, il est vital qu'elles puissent compter sur un réseau familial élargi – quoiqu'un tel réseau ne remédie pas nécessairement à toutes les vulnérabilités de ces personnes.¹⁹⁵ Les mineurs non accompagnés, les femmes seules et les ménages dirigés par une femme sont ainsi plus vulnérables, même lorsqu'ils bénéficient d'un soutien familial.¹⁹⁶ De nombreuses personnes retournées en Afghanistan, en particulier celles qui n'avaient pas de liens avec leur famille, se sont installées dans les villes. Elles estimaient qu'elles y seraient plus en sécurité et qu'il y serait plus facile de subvenir à leurs besoins.¹⁹⁷ Si, de manière générale, ces personnes ne sont pas perçues comme une source de conflit par les communautés d'accueil, elles constituent de toute évidence une forme de concurrence dans l'accès aux ressources et à l'emploi.¹⁹⁸ En effet, d'après l'enquête consacrée par le HCR au suivi des rapatriés et des PDI, en mai 2018, près de 60 % des rapatriés et 71 % des PDI interrogés ont indiqué rencontrer des problèmes avec leur communauté d'accueil, davantage liés au manque d'emplois disponibles qu'à des discriminations ou à des tensions intertribales.¹⁹⁹ Le plus fréquemment, les personnes rentrées en Afghanistan en 2016 ou en 2017 exerçaient des emplois ne nécessitant aucune qualification particulière. La recherche d'emploi a été décrite comme une difficulté « écrasante » tant par les rapatriés que par les PDI: plus de 24 % des personnes rapatriées en 2017 et 33 % de celles qui l'ont été en 2016 ont été confrontées à des obstacles sur la voie menant à l'emploi. Chez les PDI, la proportion s'élève à 21 %.²⁰⁰

Selon Oxfam, de manière générale, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays encourent plus de risques et sont plus vulnérables que celles ayant vécu à l'étranger et revenues en Afghanistan.²⁰¹

Les auteurs d'une étude menée conjointement auprès des PDI par le NRC, Samuel Hall et l'IDMC ont conclu que l'Afghanistan « peinait à absorber un nombre croissant de réfugiés et de migrants ». L'étude a mis en évidence une augmentation du nombre de « rapatriés déplacés », c'est-à-dire de personnes déplacées à l'intérieur du pays après leur retour en Afghanistan. Les trois quarts des rapatriés déplacés qui ont été interrogés n'ont pas pu rentrer chez eux en raison de l'insécurité: 72 % d'entre eux ont déclaré avoir été déplacés deux fois et près d'un tiers l'auraient été trois fois. Seulement 25 % des PDI ont bénéficié d'une aide, sous quelque forme que ce soit, et une personne interrogée sur deux a affirmé avoir régulièrement des difficultés à satisfaire ses besoins alimentaires.

¹⁹² World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, [url](#), p. 6

¹⁹³ Majidi, N., From Forced Migration to Forced returns in Afghanistan: Policy and Program Implications, MPI, November 2017, [url](#), p. 17

¹⁹⁴ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), p. 15

¹⁹⁵ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), p. 17

¹⁹⁶ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), p. 17

¹⁹⁷ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), p. 17

¹⁹⁸ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), pp. 17-18

¹⁹⁹ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 4

²⁰⁰ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 15

²⁰¹ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), p. 14

Dans le même temps, un nombre croissant de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ont adopté des stratégies de survie susceptibles de leur faire du mal, certains ayant pris l'habitude de sauter un repas et d'autres ayant recours au travail des enfants.²⁰²

Au total, 71 % des participants à l'étude du NRC, de Samuel Hall et de l'IDMC ont cité le chômage, la pénurie d'emplois ou le manque de compétences à faire valoir sur le marché du travail comme leurs trois principaux problèmes. Ce constat s'applique d'ailleurs à tous les PDI, « indépendamment de leur genre, du nombre de déplacements effectués et des provinces examinées ». La principale source de revenus de la majorité des PDI était l'économie informelle: 59 % des personnes interrogées étaient des travailleurs journaliers avant leur déplacement et 67 % après. Les foyers dirigés par une femme se sont révélés particulièrement vulnérables: pour 72 % d'entre eux, le travail saisonnier quotidien représentait la principale source de revenus après le déplacement, contre 69 % avant celui-ci. Le départ des régions rurales vers les zones urbaines contribue à la restriction des perspectives d'emploi, car les zones urbaines n'offrent pas les mêmes possibilités: 61 % des personnes interrogées ont indiqué avoir travaillé dans l'agriculture avant leur déplacement, mais seulement 4 % par la suite.²⁰³

4.3.1 Situation dans les trois villes examinées

Selon Oxfam, Kaboul a enregistré un afflux total de 628 260 rapatriés et déplacés internes en juin 2017, la plupart des rapatriés vivant en dehors du centre-ville, souvent dans des zones et des camps isolés. Chaman-e Babrak, un camp situé dans l'agglomération de Kaboul, n'entretient pratiquement aucune relation avec la population locale. Bien qu'aucune tension majeure n'ait été signalée par la communauté d'accueil, les personnes interrogées par Oxfam ont déclaré percevoir les rapatriés comme « une pression supplémentaire sur le marché du travail et les salaires locaux ». La plupart des rapatriés ayant participé à l'étude ont affirmé dépendre de leur famille du point de vue du logement et d'autres formes d'aide. Ceux qui sont installés à Kaboul depuis des années sont d'avis que la situation s'est détériorée: les prix, le taux de chômage, l'insécurité et la criminalité se seraient ainsi tous inscrits à la hausse.²⁰⁴

Une enquête menée en 2016 auprès des jeunes afghans de Kaboul a montré que la plupart d'entre eux travaillaient à leur compte ou pour une seule personne. Les jeunes reconduits de force en Afghanistan semblaient moins satisfaits de leur travail que ceux n'ayant pas émigré auparavant (60 % contre 85 %). L'un des facteurs d'insatisfaction était l'inadéquation des compétences: 74 % des personnes expulsées d'un pays tiers ont ainsi indiqué que leur travail actuel ne correspondait pas à leurs qualifications.²⁰⁵

L'étude d'Oxfam observe que les rapatriés ne peuvent généralement travailler que de temps en temps à Kaboul, comme salariés journaliers, et que la plupart d'entre eux ne trouvent pas d'emploi tous les jours, ce qui induisait des revenus instables. La plupart des rapatriés en situation régulière ont reçu une aide financière du HCR, tandis que certains rapatriés sans papiers ont été aidés par l'OIM. Ils n'ont pas bénéficié du soutien du gouvernement ou d'ONG, bien que cela soit jugé plus que nécessaire, en particulier du point de vue du logement et des services sociaux de base.²⁰⁶

Par ailleurs, 46 % des personnes interrogées dans le cadre de l'étude du NRC, de Samuel Hall et de l'IDMC, ont déclaré que leur foyer n'avait qu'un accès limité aux moyens de subsistance : à Kondôz, la proportion atteignait 67 %, contre 33 % à Kaboul, qui semble jouir d'une meilleure situation.²⁰⁷

²⁰² NRC, IDMC and Samuel Hall, *Escaping War: Where to Next?*, 24 January 2018, [url](#), p. 10

²⁰³ NRC, IDMC and Samuel Hall, *Escaping War: Where to Next?*, 24 January 2018, [url](#), p. 28

²⁰⁴ Oxfam, *Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan*, January 2018, [url](#), p. 23

²⁰⁵ Majidi, N., *From Forced Migration to Forced returns in Afghanistan: Policy and Program Implications*, MPI, November 2017, [url](#), p. 15

²⁰⁶ Oxfam, *Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan*, January 2018, [url](#), p. 24

²⁰⁷ NRC, IDMC and Samuel Hall, *Escaping War: Where to Next?*, 24 January 2018, [url](#), p. 28

Selon Oxfam, la ville de Hérât est considérée comme une zone relativement sûre offrant des perspectives d'emploi et d'affaires qui la rendent attrayante aux personnes de retour en Afghanistan. Si Hérât a réussi à intégrer beaucoup de rapatriés et de PDI, le nombre croissant de ceux-ci, en quête de travail et souvent suivis par leurs familles, met ses capacités d'accueil à rude épreuve.²⁰⁸

En 2010, le gouvernement afghan a créé Shahrak Saadat, un quartier en bordure de la ville consacré à l'accueil des personnes de retour en Afghanistan. Initialement, l'ambition était d'allouer des terres aux nouveaux arrivants, mais une seule des treize phases de distribution de terres a été menée à bien. Sur les quelque 300 familles qui ont reçu des terres et construit des abris, 66 seulement sont restées à Shahrak Saadat, laissant de nombreuses maisons vides ou occupées par des PDI. Si le quartier a accès à l'eau et à l'électricité et dispose d'une école ainsi que d'un dispensaire mobile, peu de rapatriés choisissent d'y vivre, car il est éloigné de la ville de Hérât et mal desservi. De plus, exception faite du travail journalier et du travail saisonnier, peu d'emplois y sont disponibles.²⁰⁹ Dans son rapport, Oxfam mentionne une autre municipalité, Shegofan, plus proche de la ville de Hérât. Des ONG y assurent l'approvisionnement en électricité et en eau, ainsi que le fonctionnement d'une école et de services de santé. Shegofan est peuplée de PDI et de personnes revenues en Afghanistan, dont l'intégration est facilitée par un conseil de développement communautaire (CDC), où siègent également des représentants de la population locale. Il s'agit d'une assemblée qui se réunit régulièrement pour évoquer les problèmes du moment et leur trouver des solutions qui conviennent à l'ensemble de la communauté.²¹⁰

En octobre 2016, une étude interinstitutionnelle a révélé qu'à Hérât, la majorité des membres des familles de PDI exerçait un travail journalier ou un emploi saisonnier précaire, les hommes travaillant principalement dans la construction ou dans le chargement et le déchargement de marchandises sur les marchés, et les femmes comme employées de ménage chez des particuliers ou comme vendeuses. Nombre d'enfants ramassaient les ordures, nettoyaient les véhicules ou transportaient des marchandises aux carrefours routiers. Ces familles ont déclaré gagner entre 1 000 AFN et 3 000 AFN (45 USD) par mois, ce qui s'avérait insuffisant pour subvenir à leurs besoins.²¹¹

Selon l'OIM, les PDI et les rapatriés habitant la province de Balkh accomplissent des travaux journaliers lorsque de tels emplois sont disponibles. Seul un petit nombre d'entre eux travaille dans l'agriculture ou possède du bétail. Les marchés et les petites entreprises de Mazâr-e Charîf recherchent de la main-d'œuvre, mais souvent pour des travaux temporaires.²¹²

4.4 Opportunités d'emploi pour les femmes

La Constitution afghane de 2004 garantit l'égalité des femmes devant la loi, leur droit à l'éducation et leur droit au travail.²¹³ La stratégie nationale de développement a également fait de l'égalité des sexes et de l'émancipation des femmes des priorités essentielles.²¹⁴ Toutefois, les données de l'ALCS 2016-2017 ont mis en évidence la très faible participation des femmes à l'économie afghane et à la société en général.²¹⁵

L'édition 2018 de l'enquête de The Asia Foundation a révélé que le problème auquel les femmes se heurtaient le plus souvent, après le manque d'éducation et l'analphabétisme, d'alphabétisation était

²⁰⁸ Oxfam, *Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan*, January 2018, [url](#), p. 20

²⁰⁹ Oxfam, *Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan*, January 2018, [url](#), p. 20

²¹⁰ Oxfam, *Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan*, January 2018, [url](#), p. 21

²¹¹ UN-Habitat et al., *Inter-Agency Durable Solutions Initiative - Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat*, October 2016, [url](#), p. 6

²¹² IOM, *Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results*, June 2017, [url](#), p. 23

²¹³ Afghanistan, *Afghanistan National Peace and Development Framework 2017-2021*, 29 January 2017, [url](#), p. 8

²¹⁴ Afghanistan, CSO, *Afghanistan Living Conditions Survey 2016-2017: Highlights Report*, 2018, [url](#), p. 13

²¹⁵ Afghanistan, CSO, *Afghanistan Living Conditions Survey 2016-2017: Highlights Report*, 2018, [url](#), p. 14

le chômage.²¹⁶ Même si des progrès ont été accomplis pour rapprocher le taux d'alphabétisation des femmes de celui des hommes, celui-ci d'alphabétisation continue de ne représenter que 57 % de celui des jeunes hommes.²¹⁷ La proportion de femmes prenant part à l'économie afghane ne s'élève qu'à un tiers de celle des hommes et, dans le même temps, les indicateurs relatifs au chômage et aux NEET montrent que les femmes sont fortement désavantagées sur le marché du travail.²¹⁸ Selon les données de l'ALCS 2016-2017, le taux de chômage des femmes était alors plus de deux fois plus élevé que celui des hommes, à 41 % (contre 18,3 %).²¹⁹ Cette étude de l'ALCS montre également que la proportion de femmes occupant un emploi précaire (89,9 %) était supérieure à celle des hommes exerçant un emploi similaire (77,5 %).²²⁰

Souvent mal vues lorsqu'elles exercent une activité professionnelle en dehors de leur domicile, les femmes afghanes sont par ailleurs confrontées à de multiples défis économiques et sociaux dans la culture traditionnellement conservatrice de l'Afghanistan.²²¹ Toutefois, l'enquête de The Asia Foundation a révélé que 70,3 % des Afghans se disaient favorables au fait que les femmes travaillent à l'extérieur de leur foyer, même si les femmes (79,8 %) étaient plus susceptibles que les hommes (60,8 %) d'être de cet avis.²²² L'enquête a également permis de constater que la contribution des femmes aux revenus de leur foyer avait légèrement diminué, passant de 20,1 % en 2017 à 19,1 % en 2018.²²³

Selon Fabrizio Foschini, le taux de participation des femmes au marché du travail varie considérablement d'un secteur à l'autre à Kaboul, mais se limite principalement à l'enseignement, au ménage, à la cuisine, au tissage ou à d'autres industries liées au textile, bien que « certaines jeunes actives qualifiées travaillent pour le gouvernement et pour des entreprises internationales ou nationales à différents échelons hiérarchiques ». Les femmes qui travaillent à l'extérieur de leur foyer à Kaboul sont pour la plupart des Hazaras, dont beaucoup revenaient de leur exil en Iran ou au Pakistan.²²⁴

4.5 Travail des enfants

L'Afghanistan est l'un des quatre pays au monde comptant la proportion la plus élevée de personnes âgées de moins de 15 ans (48 % de sa population).²²⁵

L'Afghanistan a ratifié toutes les principales conventions internationales relatives au travail des enfants et a également établi ses propres lois et règlements.²²⁶ En dépit des améliorations constatées, le cadre juridique du pays manque encore de véritables moyens pour prévenir le travail des enfants. Selon les dispositions de la loi afghane consacrée à ce sujet, l'âge minimal pour exercer un emploi est de 18 ans. Toutefois, les enfants âgés de 15 ans à 17 ans peuvent également en occuper un « s'il n'est pas dangereux, que le volume horaire est inférieur à 35 heures par semaine et qu'il représente une sorte de formation professionnelle ». Les enfants âgés de 14 ans ou moins ne sont pas autorisés à travailler.²²⁷ Le gouvernement afghan a mis en place des dispositifs institutionnels pour faire appliquer les lois et règlements sur le travail des enfants, mais des lacunes subsistent au sein du ministère du

²¹⁶ Asia Foundation, Survey of the Afghan People 2018, December 2018, [url](#), p. 196

²¹⁷ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-2017: Highlights Report, 2018, [url](#), p. 13

²¹⁸ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-2017: Highlights Report, 2018, [url](#), p. 13

²¹⁹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 59

²²⁰ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 64

²²¹ IWPR, Afghan Women Fight to Stay in Business, 5 April 2018, [url](#)

²²² Asia Foundation, Survey of the Afghan People 2018, December 2018, [url](#), p. 189

²²³ Asia Foundation, Survey of the Afghan People 2018, December 2018, [url](#), p. 193

²²⁴ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 30

²²⁵ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-2017: Highlights Report, 2018, [url](#), p. 4

²²⁶ USDoL, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor: Afghanistan, 20 September 2018, [url](#), p. 3

²²⁷ APPRO, Chronic Conflict, Poverty and Child Labor: Evidence from Kandahar, Bamyan, Herat and Balkh, April 2018, [url](#), p. 7

travail, des affaires sociales, des martyrs et des handicapés. Quant à l'inspection du travail afghane, elle n'est pas autorisée à sanctionner le recours au travail des enfants.²²⁸

Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), il n'est pas rare de rencontrer des enfants travaillant dans les rues de Kaboul, leur nombre étant estimé à 60 000.²²⁹ La plupart d'entre eux vendent des marchandises, ramassent les ordures ou mendient au lieu d'aller à l'école.²³⁰ Le département d'État des États-Unis a constaté que les enfants étaient employés « comme domestiques, vendeurs de rue, colporteurs et boutiquiers. Le travail des enfants est également une réalité dans l'industrie du tapis, les briqueteries, les mines de charbon et les champs de pavot. Les enfants sont aussi fortement engagés dans les pires formes de travail, à savoir l'exploitation minière (en particulier les mines familiales de pierres précieuses), l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, le trafic transnational de stupéfiants et les réseaux organisés de mendicité. Certaines formes de travail des enfants exposent ces derniers aux mines explosives ».²³¹

La MANUA a documenté l'enrôlement et l'exploitation, par des parties au conflit armé, de vingt-deux garçons, ainsi que des allégations crédibles concernant le recrutement et l'utilisation de sept autres garçons.²³² Selon Fabrizio Foschini, le recrutement de mineurs est pratiqué par les différentes forces en présence, en particulier parmi les unités locales sur lesquelles le commandement militaire central n'exerce pas de contrôle direct. Ces unités incluent les milices d'autodéfense de village et la police locale afghane dans le cas du gouvernement, ainsi que les groupes locaux de combattants cooptés, mais non créés, par les talibans. Bien qu'officiellement, les insurgés comme le gouvernement ne cautionnent pas ces pratiques, ils ne semblent pas vouloir y mettre un terme ou être en mesure de le faire.²³³

L'étude réalisée conjointement par le NRC, Samuel Hall et l'IDMC, en 2018, a révélé que si le travail des enfants était encore sous-évalué, il était plus répandu parmi les familles de déplacés qu'il ne l'était en 2012. En effet, près d'une famille sur cinq a indiqué qu'elle comptait sur le travail des enfants pour subvenir à ses besoins fondamentaux. Au total, 24 % des foyers composés de rapatriés-déplacés ont répondu qu'ils dépendaient du travail de leurs enfants, contre 16 % des familles déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Particulièrement commun à Kaboul, le travail des enfants est plus répandu parmi les PDI résidant en ville (21 %) que parmi celles vivant dans des zones péri-urbaines (18 %) et rurales (15 %). Cet état de fait reflète probablement la plus grande vulnérabilité économique des PDI habitant la capitale ainsi que la demande de main-d'œuvre, notamment infantile, que l'économie « relativement dynamique » de Kaboul suscite.²³⁴

Selon le HCR, les problèmes que rencontrent ces enfants sont probablement nettement plus graves, car la stigmatisation sociale et les problèmes culturels incitent à sous-déclarer l'exploitation dont ils sont victimes.²³⁵

²²⁸ USDoL, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor: Afghanistan, 20 September 2018, [url](#), pp. 1,3

²²⁹ UNICEF and Samuel Hall, Evaluation of "Improving Street-working Children's Access to Education and Livelihood Support for their Families" Kabul, Afghanistan, September 2017, [url](#), p. 6

²³⁰ IWPR, No Respite for Kabul's Street Children, 09 December 2016, [url](#)

²³¹ USDoS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Afghanistan, 20 April 2018, [url](#)

²³² UNAMA, Mid-year Update on the Protection of Civilians in Armed Conflict: 1 January to 30 June 2018, 15 July 2018, [url](#), p. 3

²³³ Foschini, F., email, 9 November 2018. Fabrizio Foschini made this addition during the review of the report.

²³⁴ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 32

²³⁵ UNHCR Afghanistan, email, 9 November 2018. UNHCR made this addition during the review of this report.

5. Pauvreté

5.1 Tendances générales

En écho au ralentissement de la croissance, la pauvreté s'est considérablement accrue: alors que 38,3 % de la population vivait en dessous du seuil national de pauvreté en 2012-2013, cette proportion est passée à 54,5 % en 2016-2017.²³⁶ L'aide au développement n'a pas abouti à une réduction de la pauvreté, tandis que, d'après l'Institut norvégien des affaires internationales, « l'aide humanitaire a été principalement utilisée comme une solution à court terme ».²³⁷

Les auteurs de l'édition 2016-2017 de l'ALCS ajoutent qu'en Afghanistan, la pauvreté a toujours eu un caractère saisonnier, les mois d'hiver s'accompagnant d'une détérioration du bien-être des habitants. Cela s'explique par une hausse des prix, en particulier des denrées alimentaires, ainsi que par une diminution des opportunités de travail rémunéré dans l'agriculture.²³⁸ L'enquête a révélé que les plus fortes augmentations de la pauvreté (17 %-20 %) avaient été enregistrées entre 2011-2012 et 2016-2017 dans les régions Centre, Est, Nord et Nord-Est du pays.²³⁹

Le taux de pauvreté augmente proportionnellement à la taille du foyer. Ainsi, un tiers des foyers comptant une à cinq personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, contre 60 % des familles de huit membres ou plus.²⁴⁰ Environ 59 % de la population vit dans un ménage dont le chef exerce un emploi précaire – à savoir un travail indépendant, journalier ou non rémunéré.²⁴¹ Les données montrent que la pauvreté augmente aussi avec le niveau de dépendance des membres du foyer : les ménages comptant trois personnes à charge ou plus pour une personne en âge de travailler affichent un taux de pauvreté de 70 %.²⁴²

S'agissant de la hausse de la pauvreté entre 2011 et 2016, il convient de relever l'augmentation du nombre de personnes pauvres dans les zones urbaines. Cependant, 80% des personnes frappées par la pauvreté vivent encore en zone rurale. L'étude de l'ALCS 2016-2017 indique que « les régions centrales du pays, Kaboul compris, abritent à elles seules la moitié de toutes les personnes pauvres installées en ville, tandis que les régions du Nord, du Nord-Est et du Sud-Ouest en comptent un autre tiers ». En milieu rural, les personnes pauvres sont plus dispersées, les régions du Nord-Est et du Sud-Ouest comptant chacune 17 % d'entre elles, suivies par le Nord avec 15 %.²⁴³

5.2 Pauvreté urbaine

L'Afghanistan a été confronté à une forte augmentation de la pauvreté depuis 2011-2012, aussi bien en milieu urbain que rural. Si l'ensemble du pays a été touché par cette dégradation des conditions de vie, le taux de pauvreté reste plus élevé en zone rurale qu'en zone urbaine.²⁴⁴

Depuis 2011, l'augmentation de la pauvreté urbaine a surtout concerné les régions de Kandahâr, Kaboul, Hérât, Balkh et Kondôz. Ces provinces accueillent en effet 80 % des citoyens pauvres en 2016-2017, dont 50% pour la seule province de Kaboul. L'ALCS 2016-2017 émet l'hypothèse que cette tendance est liée à l'installation en ville de PDI et de personnes revenues en Afghanistan, qui espèrent

²³⁶ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 100

²³⁷ Norwegian Institute of International Affairs, Afghanistan: A Political Economy Analysis, December 2017, [url](#), p. 44

²³⁸ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 109

²³⁹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 107

²⁴⁰ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 110

²⁴¹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 113

²⁴² Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 111

²⁴³ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 108

²⁴⁴ World Bank (The), Afghanistan, Poverty in Afghanistan, Results based on ALCS 2016-17, July 2018, [url](#), p. 8

trouver sécurité, travail et services dans les centres urbains., Si cette tendance devait s'inscrire dans la durée, la pression exercée sur ces centres pourrait encore augmenter.²⁴⁵

Selon Fabrizio Foschini, la croissance démographique de Kaboul ne s'est pas accompagnée d'un développement des structures industrielles et commerciales. L'économie n'a pas pris de direction spécifique et ne s'est pas spécialisée dans un secteur d'activité particulier, alors que la situation de l'emploi est alarmante et que la pauvreté augmente.²⁴⁶

Dans la mesure où l'aide humanitaire se concentre sur les zones rurales, les données relatives à la pauvreté urbaine à Kaboul concernent surtout les habitants des camps informels de la capitale. Une enquête conduite en 2014 a révélé que 77,6 % des foyers de Kaboul vivaient en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 1 710 AFN par mois.²⁴⁷ La capitale offre certes un marché de l'emploi plus dynamique que les autres provinces, mais le coût de la vie y est aussi nettement plus élevé, en particulier pour le logement, mais aussi pour certains produits alimentaires. Les habitants de Kaboul ont tendance à compter davantage sur le crédit que dans les autres zones urbaines. Étant donné que les frais alimentaires et le loyer peuvent représenter respectivement la moitié et le tiers des revenus d'un foyer, de nombreuses familles sont tentées de trouver d'autres sources d'argent liquide, que ce soit en accédant au crédit informel ou en envoyant un de leurs membres à l'étranger.²⁴⁸

5.3 Situation des ménages dirigés par des femmes, des PDI et des rapatriés

Selon l'ALCS 2016-2017, seulement 1,2 % des ménages sont dirigés par des femmes. 212 000 personnes vivent dans un tel foyer.²⁴⁹

L'OCHA a observé que les revenus des ménages dirigés par une femme étaient inférieurs de 61 % (5 687 AFN) à ceux qui comptaient un homme à leur tête (9 298 AFN). Par ailleurs, la probabilité que ces familles aient accès à une *tazkera* était de 15% inférieure à celle des foyers dirigés par un homme. La possession de documents d'identité étant une condition fondamentale pour recevoir une aide humanitaire, les femmes sont pénalisées dans l'accès à certains services et à une protection juridique adéquate.²⁵⁰ En outre, le risque que les ménages dirigés par une femme souffrent de l'insécurité alimentaire est 67% supérieur à celui pesant sur les familles dirigées par un homme.²⁵¹

Human Rights Watch (HRW) rappelle que les attaques des insurgés contre les civils ont également des conséquences dévastatrices sur la famille des victimes, et en particulier sur les femmes, qui passent soudainement sous la dépendance des membres de la famille de leur mari et se voient restreintes dans le choix de leur lieu de vie ou de travail.²⁵²

Selon le rapport conjoint du NRC, de l'IDMC et de Samuel Hall, les trois quarts des foyers composés de PDI ne reçoivent pas d'aide, ce qui les incite à adopter des stratégies de survie susceptibles de leur nuire, qu'il s'agisse du recours au travail des enfants ou des repas régulièrement sautés. Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont constamment exposées à des risques liés à leur accès insuffisant à la nourriture, à l'eau, au logement et à des services tels que l'éducation, les soins de santé ou les moyens de subsistance, ce qui les enferme dans des « cycles prolongés de pauvreté endémique ».²⁵³

²⁴⁵ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 102

²⁴⁶ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 27

²⁴⁷ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 34

²⁴⁸ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 34

²⁴⁹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 30

²⁵⁰ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 30

²⁵¹ UNOCHA, Afghanistan: Humanitarian Response Plan 2018-2021, 1 December 2017, [url](#), p. 30

²⁵² HRW, "No Safe Place": Insurgent Attacks on Civilians in Afghanistan, May 2018, [url](#), p. 2

²⁵³ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 10

6. Sécurité alimentaire

6.1 Situation générale

Selon l'ALCS 2016-2017, 44,6 % de la population afghane, soit 13 millions de personnes, était alors en situation d'insécurité alimentaire très sévère à modérée.²⁵⁴ L'insécurité alimentaire est passée de 30,1 % en 2011-2012 à 44,6 % en 2016-2017, cette augmentation touchant toutes les catégories de population du pays. La plus forte hausse a été observée dans les zones rurales.²⁵⁵ Les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire sont celles de l'Est (59,7 % de la population), suivies de celles du Nord (54,9 %), du Nord-Est (50,5 %) et des hauts-plateaux centraux (49 %). Les provinces de Djôzdzân, Paktiyâ, Takhâr, Badakhshan, Nangarhâr, Orozgân, Nouristan, Samangân, Balkh et Laghmân affichent un taux d'insécurité alimentaire très élevé (supérieur à 60 %), tandis que celles de Ghazni, Kondôz, Zâbol, Hérât, Deykandi, Bâdghîs, Kandahâr, Fâryâb, Ghôr et Sar-é Pol souffrent de « niveaux d'insécurité alimentaire élevés » (40,1 % à 60 %). La troisième catégorie, soit un taux de insécurité alimentaire compris entre 30,1 % et 40 %, concerne les provinces de Parwân, Nimrôz, Kounar, Bâmiyân et Wardak, tandis que dans celles du Pandjchir, Khôst, Kaboul, Farâh, Kâpîssâ, Helmand et Lôgar, le taux d'insécurité alimentaire oscille entre 20,1 % et 30 %. Seuls Paktîkâ et Baghlân comptaient moins de 10 % de leur population en situation d'insécurité alimentaire.²⁵⁶ L'étude indique que la situation professionnelle du chef de ménage a une incidence significative sur le niveau de sécurité alimentaire : en effet, les foyers ayant un travailleur salarié à leur tête sont moins exposés à ce fléau (41,5 %) que ceux dont le chef est sous-employé (47,2 %), au chômage (50,8 %) ou inactif (51,5 %).²⁵⁷

Fabrizio Foschini a constaté que le prix des denrées alimentaires en Afghanistan avait connu une augmentation spectaculaire entre la fin de l'année 2007 et le début de l'année 2008, en particulier celui de la farine et du pain, qui a presque doublé alors que les salaires n'ont pas pu suivre ce rythme. Si le prix de la farine s'est stabilisé depuis, il augmente toujours drastiquement en hiver.²⁵⁸

D'après un rapport conjoint de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), les principales causes de l'insécurité alimentaire sont l'accès limité à la nourriture – conséquence du conflit et de l'insécurité –, les déplacements de population et la grave sécheresse qui a frappé le pays.²⁵⁹

L'Afghanistan a connu une longue sécheresse pendant la période hivernale des semailles, de décembre 2017 à février 2018. La plupart des régions du pays ont pâti d'un déficit de précipitations de plus de 70 %, ce qui a eu des conséquences dévastatrices sur les récoltes et le bétail. Les pluies hivernales sont en effet jugées essentielles à l'obtention d'une récolte agricole fructueuse. Cela a aggravé les conditions de vie de la population qui se trouvait déjà en situation d'insécurité alimentaire chronique et a perturbé les principaux moyens de subsistance des Afghans.²⁶⁰

6.2 Sécurité alimentaire pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et pour les personnes rapatriées

Selon le système d'alerte rapide aux risques de famine, les faibles niveaux de sécurité alimentaire sont de plus en plus concentrés dans les zones touchées par la sécheresse et les conflits. De nombreuses

²⁵⁴ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 118

²⁵⁵ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 121

²⁵⁶ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 119

²⁵⁷ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 124

²⁵⁸ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 34

²⁵⁹ FAO and WFP, Monitoring Food Security in Countries with Conflict Situations, issue no 4, August 2018, [url](#), pp.3-4

²⁶⁰ FAO, Afghanistan – Drought response, 23 November 2018, [url](#), p. 2

personnes déplacées originaires de zones rurales travaillaient dans l'agriculture, ce qui signifie que leurs récoltes et leur petit bétail ont été laissés sans surveillance ou à l'abandon. Pour ces personnes, la destruction de leurs biens et la rupture avec leurs moyens habituels de subsistance s'ajoutent aux conséquences immédiates du déplacement, ce qui complique leur capacité à se rétablir et à satisfaire leurs besoins de base à moyen terme.²⁶¹

L'étude conjointe du NRC, de l'IDMC et de Samuel Hall sur les PDI a révélé que 71 % des personnes interrogées avaient cité le manque de nourriture et d'eau parmi les trois principales difficultés qu'elles rencontraient. La situation était plus grave à Kaboul, Kondôz et Hérât qu'à Kandahâr et Nangarhâr. Par ailleurs, l'étude n'a pas mis au jour de corrélation entre l'accès à une aide humanitaire et les difficultés rencontrées pour se procurer de la nourriture et de l'eau: à Kaboul, bien que 47 % des participants à l'étude aient déclaré avoir reçu une aide d'urgence, 83% d'entre eux ont affirmé que l'accès à la nourriture et à l'eau constituait un défi majeur.²⁶²

L'étude a également mis en évidence le caractère structurel des causes de l'insécurité alimentaire des PDI. Selon les personnes interrogées, l'une de ces causes réside dans leur incapacité à trouver un emploi, « laquelle peut être imputée à un manque de compétences adaptées à leur nouvel environnement, à l'insuffisance de leurs connaissances et de leurs réseaux de sociabilité ou, dans le cas des femmes, aux obstacles culturels à leur intégration économique ». Même si le PAM et d'autres organisations sont venus en aide à cette population, les problèmes sous-jacents n'ont pas été traités, alors que la plupart des PDI ne mangent que deux fois par jour et que certaines d'entre elles n'ont pas de quoi manger tous les jours.²⁶³

Selon l'OCHA, au premier semestre 2018, la sécheresse a forcé plus de 260 000 personnes à se déplacer vers les provinces de Badghis, Deykandi, Hérât et Ghor. La plupart des familles concernées se sont installées dans les camps pour déplacés de la ville de Hérât ou dans ceux situés au sein et aux abords de Qala-I-Naw, la capitale de la province de Bâdghîs. Ces sites sont approvisionnés quotidiennement en eau par des camions et reçoivent de la nourriture, des tentes et des abris d'urgence. Des dispensaires mobiles prodiguent des soins de santé et prennent en charge les problèmes d'assainissement et de nutrition. En septembre 2018, l'OIM a mis en place six postes de contrôle des flux sur les principales routes reliant la ville de Hérât à son arrière-pays rural et aux provinces de Bâdghîs et de Ghôr touchées par la sécheresse, afin de délivrer aux familles nouvellement déplacées une carte d'enregistrement et de leur fournir des informations supplémentaires sur l'aide dont elles pourraient bénéficier.²⁶⁴

En septembre 2018, l'OCHA a indiqué que, d'après les coordonnateurs de tous les camps informels de la ville de Hérât, la mise à disposition de nourriture était le problème le plus urgent. Les familles qui avaient reçu une à deux rations alimentaires ou de l'argent pour s'acheter des provisions depuis leur arrivée à Hérât ont déclaré manquer de nourriture. La plupart d'entre elles n'étaient pas parvenues à trouver de quoi subvenir à leurs besoins et s'étaient résolues à envoyer leurs enfants travailler, à mendier ou à ramasser les ordures pendant que les femmes s'occupaient du ménage ou de la blanchisserie chez des particuliers. Ces familles n'étaient pas en mesure d'acheter des fruits, des légumes ou de la viande avec l'argent qu'elles gagnaient et se nourrissaient plutôt de pain et de thé. Nombre de ceux qui avaient reçu une aide en espèces s'en étaient servi pour s'acquitter de leurs dettes ou régler des services de santé, en sorte qu'ils n'avaient pas pu acheter de nourriture.²⁶⁵

Selon le HCR, 27 % des personnes revenues en Afghanistan au cours de l'année 2017 ont déclaré avoir sauté un repas ou réduit leur consommation de nourriture au cours de la semaine précédente, cette tendance étant plus marquée chez les femmes (53 %) et les rapatriés installés en ville (28 %). En 2017, les personnes revenues au pays et étant parvenues à s'installer dans la région qu'ils convoitaient, où

²⁶¹ FEWS, Afghanistan - Food Security Outlook, June 2018, [url](#)

²⁶² NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 11

²⁶³ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 11

²⁶⁴ UNOCHA, Humanitarian Bulletin – Afghanistan, Issue 78 (1 July – 30 September 2018), 20 October 2018, [url](#), p. 1

²⁶⁵ UNOCHA, Afghanistan: Drought Response Situation Report No. 2 (as of 16 September 2018), 20 September 2018, [url](#), p. 5

elles étaient plus susceptibles de bénéficier d'un soutien familial, étaient moins exposées à la faim. En comparaison, d'après cette étude, les PDI risquaient davantage de souffrir de la faim que les rapatriés de 2017: 55 % des personnes déplacées dans leur propre pays ont affirmé sauter un repas ou réduire leur consommation de nourriture. Ce chiffre suggère que « la sécurité des personnes déplacées est plus gravement menacée, du fait de leur recours à des solutions de survie qui compromettent leur bien-être, tels que le travail des enfants et la mendicité ». Cette tendance était, elle aussi, beaucoup plus prononcée chez les femmes (78 %) et les citoyens (59 %).²⁶⁶

6.3 Sécurité alimentaire dans les trois villes examinées

Fabrizio Foschini estime que :

« Kaboul n'est pas en tête des villes afghanes où la situation alimentaire est la plus critique, mais elle importe une grande partie de sa consommation quotidienne de la campagne environnante et d'autres pays. La ville est sujette à d'importantes variations des flux de marchandises, et il arrive que certains produits alimentaires viennent à manquer. Le gouvernement ne dispose pas des moyens nécessaires au stockage de grandes quantités de céréales et n'a pas élaboré de stratégie permettant de protéger les ménages vulnérables, que ce soit par le contrôle des prix ou la mise en place de bons alimentaires [...].²⁶⁷

En 2016, ONU-Habitat a relevé qu'à Hérât, la majorité des ménages de PDI était confrontée à l'insécurité alimentaire.²⁶⁸

L'OCHA a constaté que la sécheresse de 2018 avait affecté plus des deux tiers de la population afghane. Elle est en effet responsable de problèmes de santé et d'une diminution de moitié du revenu des Afghans, les poussant à recourir à des solutions de compensation nuisibles à leur bien-être.²⁶⁹

En décembre 2018, le système d'alerte rapide aux risques de famine a qualifié la situation à Kaboul et Mazâr-e Charîf de « préoccupante », ce qui signifie que, même s'il bénéficie d'une aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq ne consomme qu'une quantité tout juste suffisante de nourriture et n'est « pas en mesure de faire face à certaines dépenses non alimentaires essentielles, sauf à adopter des stratégies d'adaptation aux effets irréversibles ». À Hérât, la situation est jugée « critique », c'est-à-dire qu'en dépit de l'aide humanitaire qui lui est apportée, au moins un ménage sur cinq ne parvient pas à couvrir ses besoins alimentaires, souffre d'une malnutrition plus aiguë que les niveaux constatés habituellement, ou n'est qu'à peine capable de satisfaire ses besoins alimentaires minimaux.²⁷⁰

²⁶⁶ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 11

²⁶⁷ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 34

²⁶⁸ UN-Habitat et al., Inter-Agency Durable Solutions Initiative - Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat, October 2016, [url](#), p. 6

²⁶⁹ UNOCHA, Humanitarian Bulletin – Afghanistan, Issue 79 (1 October – 31 December 2018), 13 January 2019, [url](#), p. 1

²⁷⁰ FEWS, Afghanistan - Food Security Outlook Update, December 2018, [url](#); FEWS, Integrated Phase Classification - IPC 2.0: A Common Starting Point for Decision Making, n.d., [url](#)

7. Éducation

Depuis 2001, l'Afghanistan a fait des progrès significatifs en matière d'accès à l'école primaire et de taux de scolarisation, mais les résultats restent limités.²⁷¹ L'Afghanistan demeure l'un des pays qui ne parviennent pas à fournir une éducation adéquate à leur population. Divers indicateurs relatifs à l'éducation, tels que les taux d'assiduité et d'alphabétisation, l'espérance de durée de la scolarité et les indicateurs d'égalité entre les sexes, révèlent que des avancées considérables ont été réalisées en Afghanistan au cours de la décennie qui a suivi la chute du régime des talibans, mais que ces progrès ont ensuite ralenti, jusqu'à « leur arrêt pur et simple », d'après les auteurs de l'ALCS 2016-2017.²⁷²

L'une des conclusions les plus importantes de l'ALCS 2016-2017 est qu'au-delà de la qualité de l'éducation, le principal problème du système éducatif afghan n'est pas tant le maintien à l'école ou l'abandon scolaire que l'entrée à l'école. Selon les auteurs de cette étude, le lieu de résidence, le sexe, la situation de handicap et le niveau de pauvreté sont autant de facteurs qui influent systématiquement sur les résultats scolaires et qui ont toujours eu un puissant effet cumulatif négatif sur les résultats des filles, des habitants des zones rurales, des Kuchis, des personnes handicapées et des pauvres.²⁷³

En Afghanistan, l'instruction scolaire est obligatoire jusqu'à la neuvième année, que ce soit dans les écoles publiques ou privées ou dans les *madrasas* (écoles religieuses islamiques).²⁷⁴ Toutefois, selon le ministère de l'éducation, environ 3,7 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés en Afghanistan en 2018, 60 % d'entre eux étant des filles.²⁷⁵ Selon l'ALCS 2016-2017, le taux net de fréquentation s'élevait alors à 56,1 % pour l'enseignement primaire, 35,7 % pour l'enseignement secondaire et 9,7 % pour l'enseignement supérieur, ce qui signifie que 1,9 million d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et 1,8 million en âge de fréquenter l'école secondaire n'étaient pas scolarisés.²⁷⁶ La plupart des enfants non scolarisés vivent en milieu rural, où le taux de fréquentation scolaire, en particulier chez les femmes, est considérablement moindre que dans les zones urbaines.²⁷⁷ Les filles et les enfants des zones rurales présentent un risque disproportionné d'abandonner leur scolarité.²⁷⁸

En 2015, le ministère de l'éducation a recensé 9,2 millions de jeunes et d'enfants afghans inscrits à l'école.²⁷⁹ Une étude de la Banque mondiale a montré qu'il existe un écart important entre les inscriptions et l'assiduité scolaire: près de la moitié des élèves inscrits ne se présentent pas régulièrement à l'école. La probabilité que les enfants et les jeunes des zones rurales n'aillent pas à l'école est supérieure de 10% à la moyenne nationale, et les enfants kuchis sont six fois plus susceptibles d'être non-scolarisés que les autres. Même pour ceux qui fréquentent l'école, les résultats d'apprentissage restent faibles, les enseignants étant généralement sous-qualifiés et l'environnement d'apprentissage peu propice. La répartition des enseignants sur l'ensemble du territoire est inégale et ne correspond pas aux effectifs scolaires locaux. La moitié des écoles ne disposent pas des bâtiments dont elles ont besoin.²⁸⁰ La profession d'enseignant n'est pas considérée comme très attrayante en Afghanistan, en raison des bas salaires proposés et des risques sécuritaires, en particulier hors de Kaboul.²⁸¹

²⁷¹ World Bank (The), Afghanistan: Promoting Education During Times of Increased Fragility, 15 August 2018, [url](#), pp. 8-9

²⁷² Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 139

²⁷³ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 139

²⁷⁴ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 141

²⁷⁵ Pajhwok Afghan News, 3.7m Afghan Children, Mostly Girls, Out of School, 11 October 2018, [url](#)

²⁷⁶ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 139

²⁷⁷ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 143, 153-154

²⁷⁸ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 150

²⁷⁹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 140

²⁸⁰ World Bank (The), Afghanistan: Promoting Education During Times of Increased Fragility, 15 August 2018, [url](#), pp. 9-10

²⁸¹ World Bank (The), Afghanistan: Promoting Education During Times of Increased Fragility, 15 August 2018, [url](#), pp. 38-39

Une étude conjointe du ministère de l'éducation, de l'Unicef et de Samuel Hall a identifié certaines catégories d'enfants marginalisés et exclus, de manière disproportionnée, de l'accès au système scolaire. Il s'agit notamment des enfants handicapés – ce qui inclut les enfants souffrant de problèmes psychosociaux –, issus de minorités ethniques ou de groupes linguistiques différents, appartenant à des minorités religieuses, vivant dans les bidonvilles urbains et dans la rue, ou encore des enfants dont la famille migre de façon saisonnière pour travailler et des enfants réfugiés ou déplacés à l'intérieur de leur propre pays.²⁸² En outre, de nombreuses études ont montré que les enfants qui travaillaient connaissaient une baisse considérable de leurs résultats scolaires.²⁸³

Les effets du faible accès à l'instruction scolaire (notamment des filles) sous le régime taliban sont encore perceptibles.²⁸⁴ Selon l'édition 2017 de l'enquête menée par The Asia Foundation, près de la moitié des adultes afghans déclarent n'avoir reçu aucune éducation formelle (34 % des hommes et 62 % des femmes). 16 % des personnes interrogées ont fréquenté l'école primaire, 26 % l'école secondaire et 8 % l'université. En moyenne, ces personnes ont été scolarisées 4,7 ans.²⁸⁵ Plus de la moitié de la population âgée de 15 ans à 24 ans est analphabète.²⁸⁶

Les auteurs de l'ALCS 2016-2017 ont estimé le taux d'alphabétisation des jeunes à 53,6 % et, pour la population âgée de plus de 15 ans, à 34,8 %.²⁸⁷ Ce taux était considérablement plus élevé en milieu urbain que dans les zones rurales du pays: il atteignait ainsi 75,1 % pour les jeunes urbains âgés de 15 ans à 24 ans et 53,7 % pour l'ensemble de la population urbaine de plus de 15 ans, contre 47,9 % et 29,6 % respectivement pour les populations rurales.²⁸⁸

Depuis 2014, les dépenses en matière d'éducation ont été réduites et restent fortement dépendantes des fonds des donateurs. Le nombre d'enfants et de jeunes afghans devrait passer de 11 millions à 14 millions entre 2015 et 2030, ce qui signifie que le système scolaire national devra accueillir d'1,5 million à 3 millions de nouveaux élèves, en fonction du taux de scolarisation.²⁸⁹ La part du secteur privé dans l'éducation est faible, puisqu'il ne représente que 2 % des élèves de l'enseignement général et 5 % des élèves de l'enseignement technique et professionnel ou suivant des études pour devenir eux-mêmes enseignants.²⁹⁰

7.1 Disparités entre les femmes et les hommes

Selon HRW, des millions de filles qui n'auraient pas été scolarisées sous le régime taliban ont reçu une instruction depuis 2001, bien que leur nombre exact soit contesté.²⁹¹ Malgré cette amélioration, et « même en se fondant sur les statistiques les plus optimistes, seulement un peu plus de la moitié des filles afghanes sont scolarisées ».²⁹²

L'écart entre les garçons et les filles se dessine dès les premières années d'études et se creuse au fil de la scolarité.²⁹³ Les principales raisons expliquant la non-scolarisation des filles sont de nature

²⁸² Afghanistan, MoE, UNICEF and Samuel Hall, All in School and Learning: Global Initiative on Out-Of-School Children – Afghanistan Country Study, June 2018, [url](#), p. 75

²⁸³ Afghanistan, MoE, UNICEF and Samuel Hall, All in School and Learning: Global Initiative on Out-Of-School Children – Afghanistan Country Study, June 2018, [url](#), p. 47

²⁸⁴ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 159-160

²⁸⁵ Asia Foundation, Survey of the Afghan People 2017, November 2017, [url](#), pp. 85-86

²⁸⁶ World Bank (The), Afghanistan: Promoting Education During Times of Increased Fragility, 15 August 2018, [url](#), p. 56

²⁸⁷ Afghanistan, NSIA, Afghanistan Provincial Profile 2018, [url](#), p. 1

²⁸⁸ Afghanistan, NSIA, Afghanistan Provincial Profile 2018, [url](#), pp. 3-6

²⁸⁹ World Bank (The), Afghanistan: Promoting Education During Times of Increased Fragility, 15 August 2018, [url](#), pp. 10-12

²⁹⁰ World Bank (The), Afghanistan: Promoting Education During Times of Increased Fragility, 15 August 2018, [url](#), p. 8

²⁹¹ HRW, "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" – Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017, [url](#), p. 5

²⁹² HRW, "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" – Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017, [url](#), p. 39

²⁹³ World Bank (The), Afghanistan: Promoting Education During Times of Increased Fragility, 15 August 2018, [url](#), p. 9

culturelle, mais elles sont aussi liées à l'insécurité et à la distance séparant le domicile de l'école.²⁹⁴ Fabrizio Foschini ajoute que, dans la société afghane, il est considéré inapproprié, pour les filles, de se déplacer seules. Cela tient tant à la culture du pays qu'à l'insécurité, que ces raisons soient réelles ou perçues.²⁹⁵ D'après certaines statistiques, les filles qui ne sont pas scolarisées sont plus susceptibles de se marier avant l'âge de 18 ans que celles qui le sont.²⁹⁶

Les chiffres de l'ALCS pour 2016-2017 situent le taux net de fréquentation scolaire des filles dans le primaire à 45,5 % (contre 65,5 % pour les garçons), dans le secondaire à 24,1 % (46,8 % pour leurs homologues masculins) et dans le supérieur à 4,8 % (14,9 % pour les hommes). Tous niveaux d'enseignement confondus, le taux de fréquentation féminine est nettement plus élevé dans les zones urbaines que dans les zones rurales.²⁹⁷ Selon Human Rights Watch, les programmes communautaires d'éducation mis en œuvre dans les zones dépourvues d'école par des ONG et financés par des donateurs sont souvent la seule chance, pour les filles afghanes, d'accéder à l'éducation.²⁹⁸

HRW ajoute qu'en 2017, 30 % des écoles publiques afghanes n'étaient pas approvisionnées en eau potable. Par ailleurs, 60 % de ces écoles n'étaient pas équipées de toilettes. La mauvaise qualité des installations sanitaires nuit tout particulièrement aux filles.²⁹⁹ Les locuteurs de pachto s'inscrivent moins à l'école que les locuteurs de dari. Ce constat s'applique surtout aux filles, en raison de barrières culturelles. En outre, une étude conjointe du ministère de l'éducation, de l'Unicef et de Samuel Hall a mis en évidence la plus forte proportion de filles non scolarisées dans les provinces du sud, en particulier celles d'Orozgân (98 %), Zâbol (95 %), Paktikâ (94 %) et Kandahâr (90 %). En revanche, cette proportion était inférieure à la moyenne nationale dans les provinces du centre, telles que Bâmiyân (34 %), Pandjchir (38 %) et Deykandi (35 %).³⁰⁰

7.2 Conséquences du conflit sur l'éducation

Le conflit a entravé l'accès à l'éducation dans certaines régions du pays.³⁰¹ En 2018, des attaques dirigées contre des écoles ont été recensées dans l'ensemble du pays, en raison de leur utilisation comme centres d'inscription des électeurs et bureaux de vote pour les élections législatives.³⁰²

Selon la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA), l'Afghanistan a été l'un des pays « fortement touchés » par des attaques menées contre les infrastructures scolaires et par l'utilisation militaire des écoles entre 2013 et 2017.³⁰³ Les auteurs du rapport de la GCPEA sur l'Afghanistan ajoutent que les attaques ciblant les écoles et le personnel enseignant se sont de nouveau multipliées en 2018.³⁰⁴ L'ONU a confirmé qu'entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2018, 79 attaques ont été perpétrées contre des écoles et des personnes travaillant dans le domaine de l'éducation, ce qui représente une « nette augmentation » par rapport aux 11 incidents

²⁹⁴ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 16

²⁹⁵ Foschini, F., email, 9 November 2018. Fabrizio Foschini made this addition during the review of the report.

²⁹⁶ HRW, "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" - Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017, [url](#), p. 53

²⁹⁷ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 143

²⁹⁸ HRW, "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" - Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017, [url](#), p. 25

²⁹⁹ HRW, "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" - Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017, [url](#), pp. 21-22

³⁰⁰ Afghanistan, MoE, UNICEF and Samuel Hall, All in School and Learning: Global Initiative on Out-Of-School Children – Afghanistan Country Study, June 2018, [url](#), p. 43

³⁰¹ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict - Annual Report 2017, March 2018, [url](#), p. 3

³⁰² UNHCR Afghanistan, email, 9 November 2018. UNHCR made this addition during the review of this report.

³⁰³ GCPEA, Education under Attack 2018, May 2018, [url](#), pp. 32-33

³⁰⁴ GCPEA, Attacks on Education in Afghanistan, Briefing Paper, November 2018, [url](#), p. 3

de ce type enregistrés au cours de la période précédente. Cette hausse s'explique par l'utilisation des écoles comme centres d'inscription électorale.³⁰⁵

Cependant, selon la GCPEA, la réquisition militaire des écoles afghanes est en baisse.³⁰⁶ L'ONU n'a documenté qu'un seul cas de ce type sur la période courant du 1^{er} avril au 30 juin 2018.³⁰⁷

Selon le ministère de l'éducation, des faits de violence ont entraîné la fermeture de 1 075 écoles en 2017, sur un total de 17 500. Cela a concerné les établissements des régions méridionales du pays de manière disproportionnée.³⁰⁸

Les talibans et les autres groupes armés, comme l'ISKP, se sont opposés à l'accès des filles à l'éducation et ont concentré leurs attaques sur les écoles de filles, les étudiantes et leurs enseignants³⁰⁹

7.3 Possibilités d'éducation pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les personnes rapatriées

L'accès à l'éducation a été restreint pour les PDI et les réfugiés revenus en Afghanistan sans papiers.³¹⁰ Les flux croissants de déplacés, entre autres facteurs, ont submergé les capacités du système éducatif afghan, la plupart des écoles étant surpeuplées et ne disposant pas de ressources suffisantes. Une étude menée par le NRC en 2016 a conclu que plus de la moitié des PDI, réfugiés et rapatriés étaient des enfants ou des jeunes, et qu'un grand nombre d'entre eux n'étaient pas scolarisés. Cela s'explique principalement par l'incapacité des écoles à accueillir des élèves supplémentaires, la perte des documents requis lors de l'inscription, y compris des certificats de naissance et des dossiers scolaires antérieurs, et l'impossibilité pour les familles d'assumer les frais de scolarité.³¹¹

Faute de pouvoir présenter des documents d'état civil comme la *tazkera*, les PDI et les rapatriés sont privés d'éducation et d'autres services essentiels.³¹² Les écoles publiques exigent généralement un certain nombre de documents, comme des papiers d'identité et des lettres de transfert officiel de l'école précédente. Leur acquisition peut constituer un obstacle à l'inscription des PDI et des rapatriés.³¹³

Une étude du ministère de l'éducation, de l'Unicef et de Samuel Hall a montré que les principaux obstacles à la scolarisation des enfants déplacés n'étaient pas politiques ou juridiques, mais financiers ou liés au manque d'enseignants ou d'établissements scolaires correspondant à leurs besoins.³¹⁴ Selon une autre étude du NRC, de l'IDMC et de Samuel Hall, 26 % des personnes interrogées ont déclaré que le manque de pièces d'identité entravait leur accès à l'éducation.³¹⁵ À Hérât et Kaboul, 33 % des participants à l'étude ont expliqué que la non-possession d'une *tazkera* empêchait la scolarisation des membres de leur famille, contre 16 % à Kondôz.³¹⁶

³⁰⁵ UN General Assembly, The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 10 September 2018, [url](#), p. 8

³⁰⁶ GCPEA, Attacks on Education in Afghanistan, Briefing Paper, November 2018, [url](#), p. 3

³⁰⁷ UN General Assembly, The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 10 September 2018, [url](#), p. 8

³⁰⁸ New York Times (The), A New Push Is On for Afghan Schools, But the Numbers Are Grim, 1 April 2018, [url](#)

³⁰⁹ HRW, "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" - Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017, [url](#), pp. 17, 66

³¹⁰ Afghanistan, MoE, UNICEF and Samuel Hall, All in School and Learning: Global Initiative on Out-Of-School Children – Afghanistan Country Study, June 2018, [url](#), p. 49

³¹¹ NRC, Broken Promises, Displaced Afghan Girls, February 2017, [url](#), p. 1

³¹² UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), p. 22

³¹³ HRW, "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" - Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017 [url](#) p. 25

³¹⁴ Afghanistan, MoE, UNICEF and Samuel Hall, All in School and Learning: Global Initiative on Out-Of-School Children – Afghanistan Country Study, June 2018, [url](#) p. 75

³¹⁵ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 39

³¹⁶ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 37

Le taux de fréquentation scolaire des personnes récemment revenues en Afghanistan est inférieur à celui de l'ensemble de la population. Selon une enquête du HCR réalisée en 2017-2018, 55 % des garçons et 30 % des filles rapatriés étaient scolarisés en 2017, contre 66 % et 44 % l'année précédente. Le taux de fréquentation scolaire des rapatriés était plus élevé dans les zones urbaines qu'en milieu rural. Parmi les raisons les plus souvent invoquées pour expliquer la non-scolarisation des enfants rapatriés ou déplacés à l'intérieur de leur propre pays figurent l'éloignement de l'école, la nécessité pour ces jeunes de contribuer aux revenus de leur famille, et les frais de scolarité. Les ménages disposant de revenus plus élevés étaient plus susceptibles d'envoyer tous leurs enfants à l'école. Quant aux jeunes filles revenues de l'étranger en Afghanistan, elles étaient moins nombreuses à aller à l'école dans les zones contestées (23 %) que dans les zones contrôlées par le gouvernement (33 %).³¹⁷

7.4 Possibilités d'éducation dans les trois villes examinées

Selon Fabrizio Foschini, Kaboul est depuis longtemps la région du pays qui bénéficie du meilleur niveau d'éducation. De plus, la ville attire également les personnes qualifiées de toutes les provinces du pays. Outre que la qualité de l'enseignement universitaire est meilleure dans la capitale qu'en province, le marché du travail de Kaboul, où sont sis les bureaux du gouvernement et des entreprises nationales et internationales, a une plus grande capacité d'absorption des personnes qualifiées.³¹⁸

La province de Kaboul affiche le meilleur taux d'alphabétisation d'Afghanistan: en 2016-2017, celui d'alphabétisation des jeunes s'élevait à 74,4 % et celui de l'ensemble de la population âgée de plus de 15 ans atteignait 54,2 %.³¹⁹ Kaboul est également l'une des provinces affichant le taux net de scolarisation primaire le plus élevé, pour les garçons comme pour les filles.³²⁰ D'après la Banque mondiale, Kaboul compte 22 % d'enfants non scolarisés, la proportion étant de 30 % pour les filles.³²¹ Une enquête menée en 2018 par le SIGAR dans la province de Kaboul a mis en évidence des problèmes d'assiduité chez les élèves, les professeurs et le personnel de plusieurs écoles. Elle a également révélé que de nombreux établissements présentaient des faiblesses structurelles qui pouvaient compromettre la transmission du savoir aux élèves.³²²

À Hérât, le taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus était de 57,3 % selon les données de 2016 (66,2 % pour les hommes et 48,4 % pour les femmes)³²³ Selon les chiffres de l'ALCS pour 2016-2017, dans la province de Hérât, le taux d'alphabétisation des jeunes atteignait 52,5 % et celui de la population de plus de 15 ans, 34,5 %, un score presque identique à la moyenne nationale.³²⁴

Selon Jolyon Leslie, en 2015, l'enseignement privé a connu une croissance significative à Hérât, puisque 30 000 étudiants étaient alors inscrits dans quelque 70 écoles privées, celles-ci pouvant réclamer jusqu'à 1 500 USD de frais de scolarité par an. Jolyon Leslie ajoute que ces écoles privées profitent en premier lieu aux familles aisées et attirent un nombre croissant d'étudiants en raison de la piètre qualité de l'enseignement public. Les enseignants qualifiés sont séduits par les salaires plus élevés et les meilleures conditions de travail proposés dans ces établissements. En 2015, sur les 30 000 étudiants qui fréquentaient une *madrassa* à Hérât, 5 000 étaient des femmes.³²⁵

Selon les données de 2016, le taux net de fréquentation de l'enseignement primaire dans la ville de Hérât était de 78 %, (79,6 % pour les garçons et 76,2 % pour les filles). Dans l'enseignement secondaire,

³¹⁷ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 16

³¹⁸ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 30

³¹⁹ Afghanistan, NSIA, Afghanistan Provincial Profile, 2018, [2018], [url](#), p. 9

³²⁰ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 144

³²¹ World Bank (The), Afghanistan: Promoting Education During Times of Increased Fragility, 15 August 2018, [url](#), pp. 9-10

³²² SIGAR, Schools in Kabul Province, Afghanistan: Observations from Site Visits at 24 Schools, 6 February 2018, [url](#), p. 2

³²³ Afghanistan, CSO, Final Report of Herat Socio-Demographic and Economic Survey, 7 March 2017, [url](#), p. 19

³²⁴ Afghanistan, NSIA, Afghanistan Provincial Profile 2018, [2018], [url](#), p. 71

³²⁵ Leslie, J., Political and Economic Dynamics of Herat, USIP, 2 April 2015, [url](#), pp. 28, 41

le taux de fréquentation global atteignait 42 % (42,3 % pour les garçons et 41,7 % pour les filles)³²⁶ Selon les chiffres du HCR, Hérât affichait le plus faible taux de scolarisation des enfants rapatriés de sexe masculin (32 %) en Afghanistan, après Samangân et Parwân (31 %).³²⁷ Une enquête menée en 2016 par le SIGAR a relevé des indices de l'absentéisme des élèves et des enseignants dans les écoles, y compris dans la ville de Hérât, et a souligné l'absence de services de base, comme l'électricité et l'eau potable.³²⁸

À Mazâr-e Charîf, le taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus s'élevait à 61,7 % selon les données de 2015. Il atteignait alors 71,8 % pour les garçons et 51,4 % pour les filles.³²⁹ D'après les données de l'ALCS pour 2016-2017, le taux d'alphabétisation des jeunes de la province de Balkh était de 57,7 % et celui de l'ensemble de la population de plus de 15 ans de 37,9 %, soit un peu plus que la moyenne nationale.³³⁰

La province de Balkh présente l'un des taux de scolarisation des filles les plus élevés du pays (48 % en 2014).³³¹ Selon une enquête menée en 2017 par le SIGAR, plusieurs écoles de la province de Balkh, y compris à Mazâr-e Charîf, manquaient de services de base, comme l'électricité et l'eau potable.³³² Mazâr-e Charîf compte entre dix et vingt universités, privées et publiques confondues.³³³

³²⁶ Afghanistan, CSO, Socio-Demographic and Economic Survey: Balkh, 5 January 2015, [url](#), p. 17

³²⁷ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 17

³²⁸ SIGAR, Schools in Herat Province: Observations from Site Visits at 25 Schools, 4 November 2016, [url](#)

³²⁹ Afghanistan, CSO, Socio-Demographic and Economic Survey: Balkh, 5 January 2015, [url](#), p. 17

³³⁰ NSIA, Afghanistan Provincial Profile 2018, [2018], [url](#), p. 9

³³¹ Sahar, Culture of Education in Balkh Province: An Unique Example, 1 June 2017, [url](#)

³³² SIGAR, Schools in Balkh Province: Observations from Site Visits at 26 Schools, 28 March 2017, [url](#)

³³³ Austria, BFA Staatendokumentation, Fact-Finding Mission Report Afghanistan [source: Representatives of international NGOs, Representative of a national NGO], April 2018, [url](#), pp. 51-52

8. Soins de santé

8.1 Données de base

Espérance de vie à la naissance	52,1 ans (estimations de 2018 – selon la Banque mondiale, en 2017, l'espérance de vie à la naissance était de 64 ans) ³³⁴
Taux de mortalité	13,2 décès/1 000 habitants (estimations de 2018)
Taux de mortalité maternelle	396 décès/100 000 naissances d'enfants vivants (estimations de 2015)
Taux de mortalité infantile (avant l'âge d'un an)	108,5 décès/1 000 naissances d'enfants vivants [le taux le plus élevé au monde (estimations de 2018)]
Dépenses de santé	8,2 % du PIB (2014)
Nombre de médecins	0,3/1 000 habitants (2016)
Nombre de lits d'hôpitaux	0,5 lit/1 000 habitants (2014)
Points d'eau non améliorés en milieu urbain	21.8 % de la population (estimations de 2015)
Installations sanitaires non améliorées dans les zones urbaines	54.9 % de la population (estimations de 2015)
VIH/SIDA — taux de prévalence chez les adultes	Moins de 1 % de la population (estimations de 2016)

Figure 2: Indicateurs relatifs à la salubrité et à la santé de base³³⁵

L'organisation Médecins sans frontières (MSF) met en garde contre « le manque de fiabilité notoire des statistiques relatives à la santé en Afghanistan ». MSF ajoute que le suivi des établissements de soins est limité, en particulier parce qu'il se fait à distance, en sorte que les données concernant les régions les plus affectées par le conflit sont souvent exclues des statistiques. Il en résulte un biais persistant et susceptible d'améliorer artificiellement la moyenne nationale.³³⁶ Les estimations du taux de mortalité maternelle et de l'espérance de vie ont connu des variations particulièrement importantes.³³⁷

8.1.1 Situation sanitaire en Afghanistan

En 2001, l'Afghanistan « disposait d'un système de santé en ruines et affichait certaines des pires statistiques au monde en termes de santé publique ».³³⁸ Depuis lors, le système de santé a accompli des progrès réguliers mais reste dépendant de l'appui des ONG et de la communauté internationale. À partir de 2002, des réformes structurelles ont été introduites pour améliorer les conditions sanitaires du peuple afghan, à commencer par l'ensemble de services de santé essentiels (BPHS), mis en œuvre par le ministère de la santé publique. En 2005, le BPHS a été suivi par l'ensemble de services

³³⁴ World Bank (The), Country Profile Afghanistan, n.d., [url](#)

³³⁵ CIA, World Factbook, Afghanistan - People and Society, 11 December 2018, [url](#)

³³⁶ MSF, Between Rhetoric and Reality, The Ongoing Struggle to Access Healthcare in Afghanistan, February 2014, [url](#), p. 18

³³⁷ New York Times (The), How the U.S. Government Misleads the Public on Afghanistan, 8 September 2018, [url](#)

³³⁸ WHO, From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, [url](#)

hospitaliers essentiels (EPHS). Le BHPS devait s'attacher aux problèmes sanitaires auxquels il était le plus largement possible de remédier, et se concentrer spécifiquement sur les zones rurales, les femmes et les enfants³³⁹. Plus récemment, les programmes de renforcement de l'action sanitaire (SEHAT) et Sehatmandi ont été créés pour améliorer le contenu et la délivrance du BHPS et de l'EPHS.³⁴⁰

Selon les données de la Banque mondiale, entre 2003 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est tombé de 137 à 91 pour 1 000 naissances vivantes (34 %) et le nombre d'établissements de santé en fonctionnement est passé de 496 en 2002 à plus de 2 800 en 2018.³⁴¹

Selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2018, au cours de la période 2004-2010, l'Afghanistan a accompli des progrès majeurs du point de vue des services de soins de santé. Au cours de la période 2011-2016, les avancées se sont poursuivies, mais à un rythme plus modéré.³⁴² Le rapport précise qu'entre 2003 et 2010, les provinces dotées d'établissements de santé très performants étaient Baghlân, Fâryâb, Hérât, Djôzdjân, Khôst, Kounar, Laghmân, Lôgar, Nouristan et Paktikâ, mais que pour la période 2011-2016, la liste comprenait les provinces du Badakhshan, Balkh, Deykandi, Farâh, Fâryâb, Helmand, Nangarhâr, Paktiyâ, Sar-é Pol et Zâbol. Fâryâb est donc la seule province considérée comme « très performante » sur les deux périodes.³⁴³

Malgré ces améliorations, le système de santé publique afghan, négligé pendant les années de conflit, continue de faire face à des défis tels que l'endommagement des infrastructures, la pénurie de personnel qualifié et le sous-financement des établissements de santé. La complexité de la situation est renforcée par l'insécurité et la pauvreté généralisée.³⁴⁴ Une étude réalisée en 2017 par l'organisation Integrity Watch Afghanistan a conclu que 53 % des établissements de soins connaissaient des problèmes structurels et d'entretien, et que 45 % des infrastructures présentaient de mauvaises conditions d'hygiène et de salubrité.³⁴⁵ Les auteurs de cette analyse ont également ajouté que l'absence d'électricité était une autre défaillance grave qui affaiblissait le secteur de la santé, 20 % des installations n'étant pas alimentées en électricité.³⁴⁶

Comparativement à d'autres pays, l'Afghanistan continue de présenter des indicateurs de santé médiocres. L'état de santé de sa population rurale demeure un sujet de grave préoccupation, selon l'ALCS 2016-2017.³⁴⁷ Les services de santé publique sont encore plus débordés qu'auparavant, en raison d'importants mouvements de population au sein du pays et du nombre considérable de personnes revenues en Afghanistan qui s'installent dans les centres urbains. Les établissements médicaux locaux sont, dans une large mesure, incapables d'absorber cette charge supplémentaire et de faire face aux besoins croissants de la population.³⁴⁸

8.2 Accès aux soins et disponibilité

Même si la majorité de la population afghane a accès aux soins de santé primaires,³⁴⁹ ce n'est pas le cas d'une grande partie des habitants des zones rurales.³⁵⁰ Selon l'ALCS 2016-2017, 93 % de la population vivait à moins de deux heures d'un dispensaire public, 82,4 % à moins de deux heures d'un

³³⁹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17url](#), CSO, 23 septembre 2018, p. 168.

³⁴⁰ World Bank (The), Community Health Care Increases Access to Medical Services in Herat Province, 1 November 2016, [url](#)

³⁴¹ World Bank (The), Afghanistan Country Update, October 2018, [url](#), p. 15

³⁴² World Bank (The), Progress in the face of insecurity: Improving health outcomes in Afghanistan, 6 March 2018, [url](#), p. 18

³⁴³ World Bank (The), Progress in the face of insecurity: Improving health outcomes in Afghanistan, 6 March 2018, [url](#), p. 21

³⁴⁴ WHO, From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, [url](#)

³⁴⁵ Integrity Watch Afghanistan, Life Matters: Caring For The Country's Most Precious Resource, August 2017, [url](#), p. 4

³⁴⁶ Integrity Watch Afghanistan, Life Matters: Caring For The Country's Most Precious Resource, August 2017, [url](#), p. 5

³⁴⁷ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 168

³⁴⁸ UNOCHA, Afghanistan: Humanitarian Response Plan – First Quarter Report (January to March 2017), May 2017, [url](#), p. 18

³⁴⁹ WHO, From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, [url](#)

³⁵⁰ UNICEF, Afghanistan Annual Report 2017, February 2018, [url](#), p. 17

hôpital de district ou de province, et 94,8 % à moins de deux heures d'une pharmacie.³⁵¹ Selon le ministère afghan de la santé publique, en avril 2018, 60 % de la population avait accès aux services de santé, c'est-à-dire qu'il lui était possible de rejoindre le dispensaire la plus proche en une heure de marche.³⁵²

De nombreux Afghans sollicitent des soins de santé à l'étranger. Selon le ministère de la santé publique, les Afghans ont dépensé au moins 300 millions d'USD en traitements médicaux dispensés à l'étranger au cours des dernières années, 90 % de ces patients souffrant de maladies cardiaques.³⁵³ Malgré les progrès des hôpitaux publics et du secteur de la santé dans le traitement des maladies cardiaques, l'Afghanistan manque d'infrastructures et de matériel médicaux, ainsi que de cardiologues.³⁵⁴

Le nombre de patients ayant reçu des soins hospitaliers en 2016-2017 était estimé à 954 000, dont 64 % dans des hôpitaux publics et 27 % dans des hôpitaux privés. Selon certaines estimations, 2,5 millions de personnes auraient bénéficié de consultations externes.³⁵⁵

8.2.1 Conséquences du conflit sur les soins de santé

Selon l'OCHA, parmi les travailleurs du secteur de l'aide humanitaire en Afghanistan, le personnel et les établissements de santé sont les plus touchés par les incidents sécuritaires et la violence directe. En effet, le personnel de santé est victime de harcèlement, d'enlèvements, de détention et de meurtre.³⁵⁶ Le conflit empêche de nombreuses personnes en Afghanistan d'accéder aux soins de santé. Les services de traumatologie constituent l'une des plus graves défaillances qui persistent dans le secteur afghan de la santé publique.³⁵⁷ Les établissements médicaux sont de plus en plus souvent la cible d'attaques militaires,³⁵⁸ même à Kaboul.³⁵⁹

En 2017, la MANUA a recensé 75 incidents ayant ciblé ou affecté des établissements de santé et des membres du personnel soignant. La plupart des victimes sont imputables à l'attaque menée par des forces hostiles au gouvernement contre l'hôpital militaire de Kaboul en mars 2017. La MANUA a également fait état de la fermeture temporaire d'au moins 147 établissements de santé en 2017, à la suite de menaces proférées par des ennemis du gouvernement. La grande majorité des fermetures sont survenues à Laghmân, Orozghân et Baghlân.³⁶⁰

Au cours des six premiers mois de 2018, le mécanisme de coordination sectoriel des acteurs de la santé en Afghanistan (*Afghanistan Health Cluster*) a recensé 54 attaques contre des professionnels de la santé et des installations sanitaires, soit un peu plus qu'au cours de la même période en 2017. Cependant, selon un représentant de l'OMS à Kaboul, les attentats de 2018 ont été plus élaborés et plus violents.³⁶¹

En décembre 2018, le même mécanisme de coordination a indiqué que 71 attaques avaient été perpétrées contre des professionnels de la santé et des installations sanitaires, et que la tendance était

³⁵¹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 169

³⁵² Tolo News, 60% of Afghans Now Have Access to Health Services, 4 April 2018, [url](#); Reuters, Worsening Security in Afghanistan Threatens Health Gains, Minister Says, 17 May 2018, [url](#)

³⁵³ Tolo News, Afghanistan Imports 40% of Medicine 'Illegally', 6 October 2017, [url](#)

³⁵⁴ Tolo News, 52,000 Patients in a Year; MoPH Says Cardiac Disease on the Rise, 29 September 2018, [url](#)

³⁵⁵ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 167

³⁵⁶ UNOCHA, Humanitarian Bulletin - Afghanistan, Issue 77 (1 - 30 June 2018), 24 July 2018, [url](#), p. 4

³⁵⁷ WHO, From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, [url](#)

³⁵⁸ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict - Annual Report 2016, February 2017, [url](#), p. 27; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict - Annual Report 2017, March 2018, [url](#), pp. 14-16

³⁵⁹ BBC, IS gunmen dressed as medics kill 30 at Kabul Military Hospital, 8 March 2017, [url](#)

³⁶⁰ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict - Annual Report 2017, March 2018, [url](#), pp. 14-16

³⁶¹ UNOCHA, Humanitarian Bulletin - Afghanistan, Issue 77 (1 - 30 June 2018), 24 July 2018, [url](#), p. 4

désormais à des attaques plus ciblées et violentes. En raison de ces incidents, environ 5,6 millions de personnes ont vu leur accès aux services de santé réduit.³⁶²

8.2.2 Coût des traitements

Bien que l'article 52 de la Constitution afghane prévoit la gratuité des soins, les patients doivent en réalité payer leurs médicaments, les honoraires de leur médecin, les analyses de laboratoire et leurs soins hospitaliers dans de nombreux établissements publics.³⁶³ Le coût élevé des traitements médicaux explique très largement pourquoi les Afghans évitent d'y recourir.³⁶⁴ Le paiement des médicaments, des analyses biologiques, des soins hospitaliers ainsi que des frais de transport et de consultation a poussé de nombreuses personnes à s'endetter.³⁶⁵

Selon une enquête menée en 2014 par Médecins sans frontières, au moins 60 % des personnes interrogées vivaient avec moins de 1 USD par jour et il leur était souvent impossible de payer leurs frais médicaux.³⁶⁶ Plus de la moitié des participants domiciliés à Kaboul et à Kondôz ont déclaré avoir dépensé environ 44 USD, et seulement pour obtenir leurs médicaments, la dernière fois qu'ils ont été malades.³⁶⁷ Lorsque les médicaments sont disponibles à l'établissement de santé qu'ils fréquentent, les patients n'ont souvent pas les moyens de les payer. Au total, 60 % des personnes interrogées par Médecins sans frontières à Kaboul n'ont pas pu obtenir les médicaments dont ils avaient besoin en raison de leur coût.³⁶⁸

Au terme d'une étude réalisée en 2014 auprès de citoyens pauvres, l'entreprise à caractère social Samuel Hall a constaté que, « même lorsque cette population avait accès à des services de santé publique, le coût des médicaments était souvent trop élevé pour que les patients suivent le traitement prescrit par les médecins. Pour les maladies graves, de nombreux ménages urbains choisissent plutôt de se faire soigner à l'étranger, en particulier au Pakistan ou en Inde, ce qui augmente le coût total du traitement pour les ménages ». ³⁶⁹

Dans un article de 2017, Thomas Ruttig a relevé que certains étudiants en deuxième année de médecine ouvraient un dispensaire par leurs propres moyens et commençaient à prodiguer des soins sans qu'aucun mécanisme de contrôle n'ait été mis en place pour vérifier la qualité de ces prestations.³⁷⁰ Les « bons » dispensaires de Kaboul, y compris ceux gérés par les organisations humanitaires, ne pouvant pas répondre à l'augmentation des besoins en matière de santé, le tourisme médical s'est fortement développé. Les Afghans ne font pas confiance à leurs médecins, pas même pour des interventions bénignes, et préfèrent se rendre au Pakistan en voiture. Le coût du trajet n'est pas très élevé, du moins pour la classe moyenne.³⁷¹

La mauvaise réputation du système public de santé a incité nombre de citoyens afghans à se tourner vers des prestataires privés. Ceux-ci réclament des honoraires élevés et profitent de la défiance à l'égard du secteur public. Cependant, « de nombreux cas de prescriptions superflues, d'erreurs de diagnostic voire de fautes professionnelles par des médecins du secteur privé ont été rapportés ».³⁷²

³⁶² WHO, Afghanistan Health Cluster Bulletin, 17 December 2018, [url](#), p. 2

³⁶³ Dörner, F. and Langbein, L., Between Rhetoric and Reality: Access to health care and its limitations, AAN, 2 December 2014, [url](#)

³⁶⁴ Frost A., et al., An assessment of barriers to accessing the BPHs in Afghanistan, 15 November 2016, [url](#)

³⁶⁵ MSF, Between rhetoric and reality, The ongoing struggle to access healthcare in Afghanistan, February 2014, [url](#), p. 8

³⁶⁶ MSF, Between rhetoric and reality, The ongoing struggle to access healthcare in Afghanistan, February 2014, [url](#), p. 31

³⁶⁷ MSF, Between rhetoric and reality, The ongoing struggle to access healthcare in Afghanistan, February 2014, [url](#), p. 33

³⁶⁸ MSF, Between rhetoric and reality, The ongoing struggle to access healthcare in Afghanistan, February 2014, [url](#), p. 35

³⁶⁹ Samuel Hall, Urban Poverty Report - A Study of Poverty, Food Insecurity and Resilience in Afghan Cities, 2014, [url](#), p. 85

³⁷⁰ Ruttig, T., Notiz Afghanistan Alltag in Kabul, SEM, 20 July 2017, [url](#), p. 8

³⁷¹ Ruttig, T., Notiz Afghanistan Alltag in Kabul, SEM, 20 July 2017, [url](#), p. 8

³⁷² Dörner, F. and Langbein, L., Between Rhetoric and Reality: Access to health care and its limitations, AAN, 2 December 2014, [url](#)

8.2.3 Disponibilité des médicaments

Selon une fiche d'information conçue en 2017 par l'Office fédéral allemand pour les migrations et les réfugiés (BAMF), l'OIM et le Bureau central d'information sur l'aide au retour (ZIRF), « le marché afghan propose actuellement toutes sortes de médicaments, mais les prix varient en fonction de la qualité du produit, du nom des sociétés distributrices et des fabricants »³⁷³ La plupart des médicaments sont vendus dans le secteur privé.³⁷⁴

Le ministère de la santé publique a établi la liste nationale des médicaments essentiels, qui contient tous les médicaments recommandés par le BPHS et l'EPHS³⁷⁵. Ces médicaments essentiels constituent un défi majeur pour le système de santé, tant du point de vue de leur qualité que de leur quantité.³⁷⁶

La disponibilité des médicaments et du matériel médical est limitée par l'insécurité, l'inaccessibilité des routes et les perturbations du réseau électrique ou des chaînes d'approvisionnement à température contrôlée. Les médicaments vitaux ne sont souvent pas disponibles, même dans les hôpitaux de référence.³⁷⁷ Les médicaments requis ne sont parfois pas livrés aux hôpitaux à temps, ce qui crée des pénuries temporaires. Dans ces cas-là, les médicaments ne sont utilisés qu'en cas d'urgence. Les autres patients doivent les acheter dans des pharmacies privées.³⁷⁸

Selon l'OMS, « la plupart des médicaments essentiels sont importés des pays voisins, parfois illégalement »³⁷⁹ En province, les autorités ne disposent pas du matériel nécessaire au test de ces produits, tandis qu'à Kaboul, le contrôle de la qualité est un processus long et onéreux pour les commerçants, « en sorte qu'ils refusent d'importer légalement des médicaments et ont recours à la contrebande »³⁸⁰

L'ensemble du processus d'importation de médicaments est vulnérable à la corruption, les sociétés importatrices n'étant pas enregistrées selon les règles. Selon certaines estimations, environ 70 % des produits pharmaceutiques importés en Afghanistan sont produits dans des pays voisins, spécifiquement pour le marché afghan. Bon nombre de ces fabricants ne sont pas autorisés à vendre leurs produits sur leur propre marché, mais sont habilités à les exporter en Afghanistan.³⁸¹

Selon un article paru dans *The Guardian*, les marchés croulent sous les médicaments contrefaits et de mauvaise qualité. Dans cet article, un médecin et membre du conseil provincial de Nangarhâr explique qu'« il existe deux types de médicaments illicites: le premier est complètement faux, tandis que le second contient une petite quantité, disons 20 %, du médicament indiqué. C'est cette deuxième catégorie de produits qui peut être néfaste au patient. Par exemple, une trop faible quantité d'antibiotique ne permet pas de traiter efficacement une infection, mais elle risque en plus de rendre la bactérie résistante aux médicaments »³⁸² Le syndicat des importateurs de médicaments a déclaré qu'au moins 40 % des médicaments et du matériel médical disponibles sur le marché afghan y étaient entrés illégalement et que bon nombre de produits pharmaceutiques étaient de mauvaise qualité.³⁸³

³⁷³ BAMF, IOM and ZIRF, Country Fact Sheet Afghanistan 2017, 10 January 2017, [url](#), p. 4

³⁷⁴ Frost A., et al., An assessment of barriers to accessing the BPHs in Afghanistan, 15 November 2016 [url](#); Guardian (The), Killing, not curing: deadly boom in counterfeit medicine in Afghanistan, 7 January 2015, [url](#)

³⁷⁵ « WHO, Essential Medicines and Health Products Information Portal - National Essential Medicines List, Islamic Republic of Afghanistan, 2014, [National Essential Medicines List, 2014 - Islamic Republic of Afghanistanurl](#)», *Portail d'information - Médicaments essentiels et produits de santé*, OMS, 2014.

³⁷⁶ WHO, Afghanistan - Essential medicines and pharmaceutical policies, [2017], [url](#)

³⁷⁷ WHO, Health Cluster Strategic Response Plan, 2 February 2017, [url](#), p. 2

³⁷⁸ Pajhwok Afghan News, State-run hospitals in Kabul Faced with medicine shortage, 12 August 2015, [url](#)

³⁷⁹ WHO, Afghanistan - Essential medicines and pharmaceutical policies, [2017], [url](#)

³⁸⁰ IWPR, Afghans Complain of Substandard Medicines, 11 July 2014, [url](#)

³⁸¹ Daily Outlook Afghanistan, Low quality medicines, 19 October 2016, [url](#)

³⁸² Guardian (The), Killing, not curing: deadly boom in counterfeit medicine in Afghanistan, 7 January 2015, [url](#)

³⁸³ Tolo News, Afghanistan Imports 40% of Medicine 'Illegally', 6 October 2017, [url](#)

Nombreux sont celles et ceux qui recourent à la médecine traditionnelle pour soigner leurs problèmes de santé, car elle est moins chère et facilement accessible.³⁸⁴

8.3 Accès aux soins des femmes

Les femmes se heurtent à des obstacles spécifiques lorsqu'elles souhaitent bénéficier de services de santé, qu'il s'agisse de leur méconnaissance des problèmes de santé et des pratiques sanitaires, liée à leur faible taux d'alphabétisation, des restrictions qui pèsent sur leurs déplacements ou de leur accès limité à l'argent.³⁸⁵ L'OCHA a relevé que « l'interdiction faite aux hommes de dispenser des traitements médicaux aux femmes » compromettrait l'accès des femmes aux soins, ajoutant que les femmes représentaient seulement 15 % du personnel infirmier et 2 % du corps des médecins.³⁸⁶

Selon une étude réalisée en 2016 par le NRC et Samuel Hall, les dispensaires mobiles jouent un rôle particulier dans la délivrance de soins médicaux aux femmes. Ces dispensaires itinéraires comptent en effet beaucoup plus de patientes que de patients, principalement en raison de l'accès limité des femmes à d'autres types de services de santé.³⁸⁷

Avant que le BPHS ne soit mis en œuvre en 2003, l'Afghanistan occupait le deuxième rang mondial en matière de taux de mortalité maternelle. Selon les estimations de l'ONU, ce taux est passé de 1 100 pour 100 000 naissances vivantes en 2000 à 396 pour 100 000 naissances vivantes en 2015, soit une chute de 64%. Ce taux très élevé s'expliquait surtout par le fait que seulement 14,3 % des naissances avaient alors lieu en présence d'un professionnel qualifié. De plus, le taux de femmes accouchant dans un établissement de santé s'élevait à 12,8 % à peine.³⁸⁸

Selon l'ALCS 2016-2017, des progrès ont été accomplis dans le domaine de la santé maternelle et infantile. Ils s'expliquent en grande partie par l'amélioration des soins prénatals et l'augmentation du nombre d'accouchements dans des établissements spécialisés, en présence d'un personnel qualifié.³⁸⁹ Toutefois, près de la moitié des naissances en Afghanistan ont encore lieu à domicile, sans aucune aide d'un professionnel de la santé. En ce qui concerne précisément l'aide médicale reçue par les patientes au moment de l'accouchement, de grandes différences existent entre les zones urbaines et rurales.³⁹⁰ En milieu urbain, la majorité des femmes qui accouchent ont un soignant qualifié à leur chevet, alors que c'est le cas de moins de la moitié des accouchements en milieu rural. En ville, 82,7 % des naissances surviennent à l'hôpital, contre 43,4 % des naissances en milieu rural.³⁹¹ L'ALCS 2016-2017 précise que dans les provinces de Nouristan, Paktikâ, Badakhchan, Nimrôz et Deykandi, plus de la moitié des femmes enceintes n'avaient reçu aucun soin prénatal. En revanche, dans celles de Kaboul, Kandahâr, Bâmiyân, Balkh et Kâpîssâ, plus de 80 % des femmes avaient passé des examens pendant leur grossesse.³⁹²

8.4 Soins de santé mentale

Au terme de près de 40 ans de conflit intermittent, les maladies mentales causées par la guerre, comme le syndrome de stress post-traumatique, sont devenues courantes en Afghanistan. Pourtant, les établissements dédiés à ces patients sont rares. Si la stratégie nationale en matière de santé

³⁸⁴ WHO, Afghanistan - Essential medicines and pharmaceutical policies, [2017], [url](#)

³⁸⁵ Dörner, F. and Langbein, L., Between Rhetoric and Reality: Access to health care and its limitations, AAN, 2 December 2014, [url](#)

³⁸⁶ UNOCHA, Afghanistan: Humanitarian Needs Overview (2019), 6 December 2018, [url](#), p. 15

³⁸⁷ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 35

³⁸⁸ Frost A., et al., An assessment of barriers to accessing the BPHs in Afghanistan, 15 November 2016, [url](#)

³⁸⁹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 168

³⁹⁰ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 167, 190

³⁹¹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 190

³⁹² Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 183-184

mentale estime que la moitié des Afghans souffre d'un problème de santé mentale, le pays ne compte qu'un seul hôpital psychiatrique public, à Kaboul.³⁹³

Aucun chiffre précis n'est disponible sur la prévalence des troubles mentaux en Afghanistan, mais l'OMS estime que plus d'un million d'Afghans souffriraient de troubles dépressifs et plus d'1,2 million de troubles anxieux.³⁹⁴ Selon une autre estimation, entre 42 % et 66 % des Afghans présenteraient un trouble de stress post-traumatique (TPST). Cependant, ce trouble fait rarement l'objet d'un diagnostic formel, parce que certains de ses symptômes affectent de nombreuses personnes en Afghanistan et ne sont donc pas considérés comme anormaux.³⁹⁵

Selon l'étude menée en 2016 par Samuel Hall, « l'état de santé mentale alarmant des jeunes afghans ne devrait plus être considéré comme un problème secondaire et individuel, mais comme une menace réelle pour le développement social, économique et politique du pays ». La majorité (70 %) des jeunes kaboulis ont ainsi vécu des événements traumatisants, c'est-à-dire un ou plusieurs chocs tels que des incidents criminels ou terroristes, en plus d'éventuels traumatismes personnels. Cette étude a également révélé que les personnes revenues vivre en Afghanistan et les PDI se considéraient plus vulnérables que les personnes n'ayant jamais migré.³⁹⁶

Les informations qui circulent sur la disponibilité des services de santé mentale et le nombre de professionnels de santé mentale en Afghanistan sont contradictoires.

En 2017, le ministre de la santé publique a déclaré que son ministère avait « récemment formé plus de 700 conseillers psychologiques professionnels et 101 médecins spécialisés en santé mentale ». Il est précisé que ces professionnels travaillent dans des centres publics de santé ou pour différentes ONG opérant dans le domaine de la santé.³⁹⁷ En outre, selon ce même ministre, cité dans un article de l'IWPR, il existait 300 cliniques spécialisées dans la santé mentale en Afghanistan et au total, des services d'aide psychologique étaient proposés dans quelque 1 500 centres de santé. En outre, la création de 200 autres centres spécialisés était alors prévue par le gouvernement.³⁹⁸ D'après un autre article de l'IWPR, « le ministère a bien mis en place des centres d'aide psychologique dans les 34 provinces du pays », mais « il n'y aurait qu'un seul hôpital spécialisé en santé mentale à Kaboul ».³⁹⁹

Selon un chercheur doté d'une solide expérience du terrain afghan et interrogé par Asylos, « les soins de santé mentale en Afghanistan sont pratiquement inexistants », un seul hôpital public dédié opérant à Kaboul, auquel s'ajoute un hôpital privé à Mazâr-e Charîf.⁴⁰⁰

L'étude menée par Samuel Hall en 2016 explique que l'Afghanistan souffre d'un manque de personnel qualifié (psychiatres, travailleurs sociaux, psychologues), d'infrastructures appropriées et de sensibilisation aux questions de santé mentale. En effet, « les besoins d'une population de plus de 30 millions de personnes ne sont "couverts" que par un seul établissement de santé tertiaire (l'hôpital psychiatrique de Kaboul), environ trois psychiatres formés et dix psychologues ».⁴⁰¹

Selon une source de MedCOI, « les Afghans ne veulent généralement pas que leurs proches atteints de troubles mentaux soient hospitalisés dans le secteur public à cause du manque de bienveillance et de la négligence du personnel soignant à l'égard des patients ». Par conséquent, « celles et ceux qui en ont les moyens se tournent souvent vers le système de santé privé ou se rendent au Pakistan ou en

³⁹³ Guardian (The), 'My Liver is Bleeding': Life inside an Afghan Psychiatric Hospital - in Pictures, 5 February 2016, [url](#)

³⁹⁴ WHO, Depression a leading cause of ill health and disability among Afghans – fighting stigma is key to recovery, 9 April 2017, [url](#)

³⁹⁵ de Rond, M. and Rakita, M., Why there is no PTSD in Afghanistan, Medium, 28 November 2016, [url](#)

³⁹⁶ Samuel Hall, Urban displaced youth in Kabul – Part 1. Mental Health Also Matters, 2016, [url](#), p. 11

³⁹⁷ WHO, Depression a leading cause of ill health and disability among Afghans – fighting stigma is key to recovery, 9 April 2017, [url](#)

³⁹⁸ IWPR, Depression Rampant Among Afghan Women, 12 February 2017, [url](#)

³⁹⁹ IWPR, Afghan Women Hit by Mental Health Crisis, 12 May 2016, [url](#)

⁴⁰⁰ Asylos, Afghanistan: Situation of young male 'Westernised' returnees to Kabul, August 2017, [url](#), p. 111

⁴⁰¹ Samuel Hall, Urban displaced youth in Kabul – Part 1. Mental Health Also Matters, 2016, [url](#), p. 12

Inde pour obtenir de meilleurs traitements. Cela ne concerne pas seulement les soins de santé mentale, mais aussi d'autres types de traitements »⁴⁰².

8.5 Situation pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et pour les personnes rapatriées

Les établissements de soins afghans, déjà débordés, ont peiné à faire face aux besoins des PDI et des rapatriés venus s'installer massivement dans les centres urbains et leurs banlieues.⁴⁰³ Une étude menée en 2016 par le NRC et Samuel Hall a révélé que 24 % des personnes interrogées n'avaient pas accès aux services de santé. Les participants à l'étude faisaient très largement état de problèmes de santé, un tiers des ménages comptant au moins un membre atteint d'une maladie chronique.⁴⁰⁴

Selon le HCR, 31 % des personnes revenues vivre en Afghanistan en 2017 ont déclaré ne pas être en mesure d'accéder aux soins de santé, cette tendance étant plus marquée chez les femmes (34 %). Dans l'ensemble, les personnes rentrées au pays en 2016 ont fait état d'un accès légèrement meilleur aux soins de santé – près d'une femme sur trois a toutefois déclaré ne pas pouvoir y accéder. Pour les rapatriés, les plus faibles taux d'accès aux soins de santé ont été observés dans les provinces de Baghlân (51 %), Parwân (40 %), Kondôz (40 %), Takhâr (39 %) et Kaboul (34 %). Pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les cinq provinces affichant les plus faibles taux sont celles de Nimrôz (59 %), Zâbol (57 %), Ghôr (52 %), Hérât (52 %) et Orozgân (51 %).⁴⁰⁵

Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ont rencontré plus de difficultés, 42 % d'entre elles n'ayant pas accès aux soins de santé. Cependant, les PDI vivant en milieu urbain ont fait part d'un « accès légèrement plus facile » que celles vivant en milieu rural. Le taux d'accès aux soins de santé était « nettement plus élevé » dans les zones contrôlées par le gouvernement que dans les zones contestées, tant pour les déplacés internes que pour les rapatriés. Le coût et la faible qualité des soins disponibles sont les principaux facteurs du faible taux d'accès de ces deux groupes de population au système de santé.⁴⁰⁶

Il arrive que les PDI et les rapatriés se voient refuser l'accès aux soins et à d'autres services essentiels, car ils ne possèdent pas de documents d'identité comme la *tazkera*.⁴⁰⁷

8.6 Situation dans les trois villes examinées

Dans une étude sur la pauvreté urbaine, Samuel Hall a constaté en 2014 que Kaboul bénéficiait d'un accès plus aisé aux établissements de santé que les autres villes.⁴⁰⁸ Kaboul est l'une des provinces afghanes où la proportion de femmes ayant accès aux soins est la plus élevée.⁴⁰⁹

Dans un rapport publié en 2016, l'APPRO indique que, même « si la population de Kaboul a accès aux services de santé publics et privés, la mauvaise qualité des soins incitait ceux qui pouvaient se le permettre à se faire soigner en Inde et au Pakistan. [...] Des faits de corruption ont été signalés, qu'il s'agisse de la facturation des prestations des établissements publics ou, pour les pharmacies, du versement de pots-de-vin aux médecins. Beaucoup de patients se plaignent de devoir acheter des médicaments sur le marché, plutôt que de les recevoir gratuitement au dispensaire »⁴¹⁰.

⁴⁰² MedCOI Project, Afghanistan Accessibility Info, BDA-20180417-AF-6802, 25 avril April 2018.

⁴⁰³ WHO, From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, [url](#)

⁴⁰⁴ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 35

⁴⁰⁵ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 18

⁴⁰⁶ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 18

⁴⁰⁷ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), p. 22

⁴⁰⁸ Samuel Hall, Urban Poverty Report - A Study of Poverty, Food Security and Resilience in Afghan Cities, 2014, [url](#), p. 48

⁴⁰⁹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 184, 191, 193

⁴¹⁰ APPRO, Afghanistan Rights Monitor: Baseline Report, April 2016, [url](#), pp. 59-60

Au total, 47 établissements de santé de la ville de Kaboul ont été inclus dans le Projet en faveur de la santé urbaine à Kaboul, qui vise à améliorer l'accès aux services de santé dans la capitale.⁴¹¹ Emergency, une ONG italienne, assure la majeure partie des soins de traumatologie à Kaboul, les établissements publics normaux ne disposant pas d'une offre spécialisée. Emergency prend en charge les patients résidant à Kaboul et les extérieurs.⁴¹²

Selon une source de MedCOI, Kaboul ne compte aucun établissement privé de santé mentale, mais deux établissements publics dispensent des traitements psychiatriques gratuitement. Les médicaments ne sont pas toujours disponibles gratuitement dans les hôpitaux, les patients étant alors sommés de les payer. Des frais non déclarés peuvent également être facturés pour les traitements. Les consultations externes sont assurées par divers spécialistes privés qui facturent une visite entre 200 AFN et 500 AFN. La source de MedCOI observe « qu'en cas de tentative de suicide, le patient peut être soigné gratuitement dans les hôpitaux publics » et que « de nombreux cabinets privés offrent ce type de traitement à Kaboul ».⁴¹³

L'Organisation internationale psychosociale (IPSO), financée par l'Allemagne, offre un soutien psychosocial aux personnes expulsées d'Allemagne ainsi qu'aux habitants de Kaboul en ressentant le besoin. Elle vient ainsi en aide à 400 à 500 personnes au quotidien et propose, entre autres, des groupes de prise de conscience de soi (*self-awareness groups*), une formation aux aptitudes essentielles à la vie quotidienne en Afghanistan, des consultations individuelles et d'autres formes d'aide psychosociale.⁴¹⁴ Un informateur de MedCOI a confirmé que l'IPSO assurait également des consultations externes, un soutien psychiatrique et un suivi par un psychiatre ou un psychologue, le tout gratuitement.⁴¹⁵ Cependant, le directeur d'une organisation d'aide aux migrants à Kaboul a confié à Asylos que l'IPSO ne disposait que « de ressources et de services limités » et qu'il n'était pas garanti qu'elle puisse venir en aide à une personne souffrant de troubles mentaux depuis de nombreuses années.⁴¹⁶

L'étude réalisée par Samuel Hall en 2014 sur la pauvreté urbaine a révélé que Hérât bénéficiait d'un meilleur accès aux établissements de santé que d'autres villes comme Mazâr-e Charîf ou Kandahâr, où la distance moyenne à couvrir pour atteindre un établissement de santé était considérablement plus élevée.⁴¹⁷ L'hôpital régional de Hérât, situé au centre de la ville de Hérât, est le principal établissement de soins et dessert quatre provinces (Hérât, Bâdghîs, Ghôr, Farâh et Nimrôz). Il dispense des soins spécialisés de niveau tertiaire, et prend notamment en charge les centaines de blessés de guerre qui lui sont envoyés. En 2017, l'hôpital recevait en moyenne 1 000 à 1 500 patients par jour et disposait de 650 lits.⁴¹⁸

Toutefois, en septembre 2018, l'OCHA a fait savoir que les établissements de soins de santé primaires et secondaires de la ville de Hérât n'étaient désormais plus en mesure de répondre aux besoins du grand nombre de PDI chassées de leur district d'origine par la sécheresse et le conflit qui y sévit. Ainsi, le taux d'occupation de l'Hôpital régional pédiatrique a pu atteindre 150 %.⁴¹⁹

Le centre de santé de Jebrael, au nord-ouest de la ville de Hérât (une zone densément peuplée), propose des services de santé de base à environ 60 000 personnes soit une moyenne de 300 visiteurs par jour. Les services les plus fréquentés sont ceux de vaccination et de consultation générale

⁴¹¹ World Bank (The), Kabul's Renovated Hospital Improves Quality of Healthcare for Thousands, 30 September 2018, [url](#)

⁴¹² WHO, From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, [url](#)

⁴¹³ MedCOI Project, Afghanistan Accessibility Info, BDA-20180417-AF-6802, 25 April 2018

⁴¹⁴ Bjelica, J. and Ruttig, T., Voluntary and Forced Returns to Afghanistan in 2016/17: Trends, statistics and experiences, AAN, 19 May 2017, [url](#)

⁴¹⁵ MedCOI Project, Afghanistan Accessibility Info, BDA-20180417-AF-6802, 25 April 2018

⁴¹⁶ Asylos, Afghanistan: Situation of young male 'Westernised' returnees to Kabul, August 2017, [url](#), p. 64

⁴¹⁷ Samuel Hall, Urban Poverty Report - A Study of Poverty, Food Security and Resilience in Afghan Cities, 2014, [url](#), p. 48

⁴¹⁸ WHO, Construction of Triage Area in Herat Regional Hospital, Project Proposal, 29 September 2017, [url](#), p. 2

⁴¹⁹ UNOCHA, Afghanistan Drought Response, Situation Report No. 2 (as of 16 September 2018), 20 September 2018, [url](#), p. 3

externe.⁴²⁰ Selon le directeur provincial de la santé, Hérât comptait 65 dispensaires de santé privés en avril 2017. Cependant, les habitants d'Hérât se sont plaints du fait que « de nombreux centres de soins privés avaient transformé les services de santé en une activité commerciale ». Ils déplorent également la mauvaise qualité des médicaments, le manque de centres de soins et l'incapacité des médecins à poser des diagnostics corrects. En conséquence, un certain nombre d'Hératis ont choisi de se rendre à l'étranger pour se faire soigner.⁴²¹

Selon un informateur de MedCOI, un hôpital public d'Hérât propose des consultations gratuites, externes ou hospitalières, avec un psychiatre ou un psychologue. Des médicaments y seraient aussi gratuitement disponibles. La ville compte également un hôpital privé fournissant également ces traitements. Une consultation y est facturée entre 250 AFN et 450 AFN et une nuit d'hospitalisation, entre 1 500 AFN et 6 000 AFN. Pour les patients disposant de faibles moyens financiers, le coût d'une hospitalisation est en général inférieur à 2 500 AFN par nuit.⁴²²

Selon un reportage de la *BBC* et un article de la *National Public Radio* (NPR), le pays ne compte « qu'un seul établissement psychiatrique de haute sécurité », à Hérât et géré par le Croissant-Rouge. L'Institut psychiatrique sécurisé du Croissant-Rouge s'adresse aux patients considérés comme « les plus dangereux ». Ceux-ci y seraient souvent enchaînés et sous traitement sédatif. Une grande partie des 300 patients que compterait l'établissement sont voués à y rester de façon permanente, faute de services ambulatoires de santé mentale disponibles.⁴²³

À Hérât, tous les PDI présentaient un handicap, qu'il soit mental ou physique.⁴²⁴

Comme l'a indiqué la Banque mondiale, dans le cadre du programme SEHAT, destiné à améliorer la portée, la qualité et la couverture des services de santé, 814 postes sanitaires ont été créés dans la province de Balkh. Quant aux services sanitaires proposés dans les 90 centres de santé de la province, ils ont été mis en place par l'ONG Bakhtar Development Network, sous contrat avec le ministère de la santé publique.⁴²⁵

Selon GIZ, l'agence allemande de développement, l'hôpital régional Abu Ali Sinha Balkhi de Mazâr-e Charîf fait office d'hôpital central pour la province de Balkh, notamment pour les dispensaires des districts environnants, et de centre hospitalier de référence pour tout le nord du pays. Les cas urgents et les victimes d'accident lui sont ainsi adressés.⁴²⁶

Mazâr-e Charîf compte dix à quinze hôpitaux, la plupart privés, et trente à cinquante dispensaires.⁴²⁷ La ville abrite aussi un centre orthopédique du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), opérationnel depuis près de trois décennies. Ce centre, qui a accueilli 19 000 personnes en 2017, a été contraint de fermer ses portes pendant deux mois lorsqu'un patient a abattu un membre du personnel du CICR à la fin de l'année 2017.⁴²⁸

Selon *The Guardian*, la première clinique neuropsychiatrique privée d'Afghanistan, l'hôpital Alemi, est située en périphérie de Mazâr-e Charîf. En 2016, cet hôpital a accueilli jusqu'à 120 patients par jour, six jours par semaine, certaines personnes parcourant de longues distances pour s'y rendre.⁴²⁹ Selon un source de MedCOI, deux établissements offrent des soins de santé mentale à Mazâr-e Charîf.

⁴²⁰ World Bank (The), Community Health Care Increases Access to Medical Services in Herat Province, 1 November 2016, [url](#)

⁴²¹ Tolo News, Herat Residents Criticize 'Lack of Treatment Facilities', 7 April 2017, [url](#)

⁴²² MedCOI Project, Afghanistan Accessibility Info, BDA-20180425-AF-6813, 5 June 2018

⁴²³ BBC, Inside Afghanistan's only high security mental institution, 8 February 2018, [url](#) [online video]; NPR, Afghanistan's Lone Psychiatric Hospital Reveals Mental Health Crisis Fueled By War, 14 February 2018, [url](#)

⁴²⁴ UN-Habitat et al., Inter-Agency Durable Solutions Initiative - Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat, October 2016, [url](#), p. 6

⁴²⁵ World Bank (The), Afghanistan Residents Benefit from Improved Quality Healthcare in Balkh Province, 23 April 2017, [url](#)

⁴²⁶ FFO and GIZ, Securing Basic Medical Care, March 2014, [url](#), p. 1

⁴²⁷ Austria, BFA Staatendokumentation, Fact-Finding Mission Report Afghanistan, [source: Representative of an international NGO], April 2018, [url](#), p. 37

⁴²⁸ New York Times (The), He Killed a Red Cross Worker: 'I Will Go to Hell for What I Did', 7 April 2018, [url](#)

⁴²⁹ Guardian (The), 'My Liver is Bleeding': Life inside an Afghan Psychiatric Hospital - in Pictures, 5 February 2016, [url](#)

L'hôpital d'Alemi dispose « d'un personnel et de prestations relativement meilleurs ». Toutefois, l'établissement n'est en mesure de fournir que des traitements médicamenteux et « manque d'expertise et de compétences en psychothérapie ». Selon la même source de MedCOI, l'établissement « manque de thérapeutes qualifiés et de la capacité à se prononcer sur les différentes approches thérapeutiques possibles ». ⁴³⁰ Par ailleurs, un autre article consacré à l'hôpital d'Alemi, en 2016, indique que l'établissement était en mesure d'aider entre 80 et 120 patients par jour, mais qu'il leur prescrivait surtout un traitement médicamenteux. ⁴³¹

Balkh est l'une des provinces de l'Afghanistan où la proportion de femmes ayant accès aux soins de santé est la plus élevée. ⁴³²

⁴³⁰ MedCOI Project, Afghanistan Availability Info BMA-9776, 24 June 2017

⁴³¹ de Rond, M. and Rakita, M., Why there is no PTSD in Afghanistan, Medium, 28 November 2016, [url](#)

⁴³² Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 184

9. Logement, eau et assainissement

9.1 Urbanisation

Le taux de croissance annuel de la population urbaine afghane est l'un des plus élevés au monde: les chiffres varient entre 3,4 % et 4,4 %.⁴³³ D'après les estimations à long terme, près de 40 % de la population vivra en milieu urbain en 2050 et 50 % en 2060. Kaboul est au cœur de cette croissance, tandis que le reste de la population urbaine se concentre principalement dans quatre autres aires urbaines: Hérât, Mazâr-e Charîf, Kandahâr et Jalalabad.⁴³⁴

Malgré la croissance de la population urbaine, l'Afghanistan reste une société à prédominance rurale: 20,7 millions d'habitants vivent dans les zones rurales, 6,9 millions dans les zones urbaines et 1,5 million sont des Kuchis nomades, ce qui signifie qu'environ 23,8 % de la population réside en ville.⁴³⁵ La grande majorité de la population urbaine afghane (72 % selon les chiffres de l'ALCS pour 2016-2017) vit dans des bidonvilles ou des logements insalubres, la taille moyenne des ménages urbains étant estimée à 7,3 personnes.⁴³⁶

La population urbaine afghane augmente sous l'effet cumulé de la croissance démographique naturelle et de la hausse du nombre de PDI et de retours de l'étranger. La Banque mondiale attribue une grande partie de la croissance de la population urbaine à l'accroissement naturel plutôt qu'à l'exode rural,⁴³⁷ tandis que pour d'autres publications, les migrations internes, les déplacements et les retours depuis les pays voisins sont les principaux facteurs d'urbanisation.⁴³⁸ La Banque mondiale a également constaté qu'entre 1999 et 2010, les zones urbaines afghanes avaient connu une croissance plus rapide que la population urbaine, « ce qui dénote une tendance croissante à l'étalement urbain à faible densité ».⁴³⁹

Les conditions de logement de la population afghane sont jugées globalement mauvaises, près de 44 % des habitants vivant dans des logements surpeuplés, avec en moyenne 3,2 personnes par chambre.⁴⁴⁰ La population des bidonvilles est estimée à cinq millions de personnes, soit 72,4 % de la population urbaine totale.⁴⁴¹ En Afghanistan, la plupart des logements sont des constructions irrégulières, individuelles ou mitoyennes, ou des maisons individuelles ordinaires. Il s'agit, dans une large mesure, d'habitations situées à flanc de colline. S'il existe également des immeubles d'appartements, ceux-ci se trouvent presque uniquement à Kaboul.⁴⁴² Au total, 86 % des maisons urbaines en Afghanistan peuvent être considérées comme des bidonvilles, au sens que donne à ce terme l'ONU-Habitat. Les auteurs du rapport sur l'état des villes afghanes ont constaté que « l'accès à un logement convenable constituait un défi de taille pour la majorité des Afghans vivant en milieu urbain. [...] La pauvreté et les inégalités constituent la dure réalité d'environ un tiers des ménages urbains. Conjugué à l'absence de solutions de logement abordables et à une offre excédentaire sur le segment haut de gamme du

⁴³³ World Bank (The), Afghanistan Country Profile, n.d., [url](#); Kammeier, H. D. and Issa, Z., Urban Governance in Afghanistan: Assessing the New Urban Development Programme and Its Implementation, AREU, June 2017 [url](#), pp. 4-5

⁴³⁴ Kammeier, H. D. and Issa, Z., Urban Governance in Afghanistan: Assessing the New Urban Development Programme and Its Implementation, AREU, June 2017, [url](#), pp. 15-16

⁴³⁵ Afghanistan CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 19

⁴³⁶ Afghanistan CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 26

⁴³⁷ World Bank (The), Leveraging Urbanization in Afghanistan, 2016, [url](#)

⁴³⁸ Samuel Hall, Urban Poverty Report - A Study of Poverty, Food Security and Resilience in Afghan Cities, 2014, [url](#), p. 15

⁴³⁹ World Bank (The), Leveraging Urbanization in Afghanistan, 2016, [url](#)

⁴⁴⁰ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 207

⁴⁴¹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 214

⁴⁴² Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 210-214; Afghanistan, State of Afghan Cities 2015, Volume One, 2015, [url](#), p. 86

marché immobilier légal, cet état de fait rend la situation des Afghans à faibles revenus – et même de nombreux Afghans disposant d'un revenu moyen – délicate ». ⁴⁴³

Une étude de 2014 consacrée aux citoyens pauvres d'Afghanistan a révélé que « les quartiers informels sont considérés comme les principales destinations des citoyens pauvres, qui souffrent en particulier d'un manque d'accès aux services de base ainsi que d'un manque de sécurité foncière ». ⁴⁴⁴

9.2 Droit foncier et droit de propriété

Selon la MANUA, « la Constitution afghane, adoptée en 2004, autorise la propriété foncière individuelle et empêche l'État de saisir ces terrains à moins que ce ne soit dans l'intérêt public et que le propriétaire ne reçoive une indemnisation préalable et proportionnée ». ⁴⁴⁵ Le problème de la propriété foncière en Afghanistan est malgré tout très complexe: des chefs militaires, des responsables ethniques, des particuliers s'étant enrichis illégalement, des cadres gouvernementaux ou encore des officiers de police s'emparent régulièrement de terres et de propriétés. ⁴⁴⁶ Nombreux sont les conflits liés à un héritage. De nombreux propriétaires fonciers ne possèdent pas de documents officiels. D'autres font valoir leurs droits de propriété en se fondant sur de faux documents. De nombreuses personnes ont acquis leurs terres grâce à l'usage coutumier qu'ils en font ou à la suite d'un accord oral. La plupart des personnes revenues vivre en Afghanistan ne peuvent pas revendiquer leurs droits de propriété, parce que leur bien est occupé par des tiers. ⁴⁴⁷

Selon la MANUA, plus de 70 % des crimes graves commis en Afghanistan découlent de litiges fonciers. La plupart des affaires judiciaires, qu'elles soient portées devant un tribunal officiel ou informel, sont également liées à des conflits fonciers. ⁴⁴⁸ Les mécanismes officiels de résolution des conflits comprennent des tribunaux et des commissions de règlement des différends mis en place par les autorités locales. Toutefois, la plupart des affaires sont tranchées par le système informel des *shuras* ou *jirgas* locales. Leurs décisions sont généralement exécutées, mais elles sont, par nature, informelles et ne sauraient figurer dans un registre officiel. Par conséquent, aux yeux de la loi, la plupart des propriétaires fonciers ne possèdent aucune terre. ⁴⁴⁹ Les institutions gouvernementales n'ont pas les moyens d'effectuer des vérifications et de garantir la gestion des terres. ⁴⁵⁰

Le rétablissement des droits fonciers et de la propriété foncière demeure un défi majeur en vue de la réintégration des réfugiés de retour en Afghanistan. ⁴⁵¹ Selon certaines estimations, 70 % des logements urbains seraient situés dans des quartiers informels. ⁴⁵² Selon Fabrizio Foschini, l'expression « quartier informel » « recouvre un ensemble de situations variées » et « englobe des termes en langue locale tels que *ghayr-e qanuni* (illégal), *ghayr-e plani* (hors plan), *be naqsha* (sans permission) et *zorabad* (usurpation forcée) ». ⁴⁵³

⁴⁴³ Afghanistan, State of Afghan Cities 2015, Volume One, 2015, [url](#), p. 86

⁴⁴⁴ Samuel Hall, Urban Poverty Report - A Study of Poverty, Food Security and Resilience in Afghan Cities, 2014, [url](#), p. 47

⁴⁴⁵ UNAMA, The Stolen Lands of Afghanistan and its People, August 2014, [url](#), p. 11

⁴⁴⁶ UNAMA, The Stolen Lands of Afghanistan and its People, August 2014, [url](#), p. 10

⁴⁴⁷ Bjelica, J., Afghanistan's Returning Refugees: Why Are So Many Still Landless?, AAN, 29 March 2016, [url](#); Gaston, E. and Dang, L., Addressing Land Conflict in Afghanistan, June 2015, [url](#), p. 2

⁴⁴⁸ UNAMA, The Stolen Lands of Afghanistan and its People, August 2014, [url](#), p. 10

⁴⁴⁹ UNAMA, The Stolen Lands of Afghanistan and its People, August 2014, [url](#), p. 36

⁴⁵⁰ UNAMA, The Stolen Lands of Afghanistan and its People, August 2014, [url](#), p. 10

⁴⁵¹ Bjelica, J., Afghanistan's Returning Refugees: Why Are So Many Still Landless?, AAN, 29 March 2016, [url](#)

⁴⁵² Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 214

⁴⁵³ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 19

Afin de résoudre plusieurs de ces problèmes, un nouveau décret présidentiel⁴⁵⁴ sur l'attribution des terres a été adopté en 2018.⁴⁵⁵ *Arazi*, l'autorité foncière indépendante d'Afghanistan, a pour mission d'allouer aux déplacés des terrains appartenant à l'État en créant une réserve foncière, responsable du recensement des terrains adaptés.⁴⁵⁶ Les directives, les critères et les procédures relatives à la mise en œuvre de ce règlement présidentiel sont en cours d'élaboration. Ce travail réunit *Arazi*, le ministère des réfugiés et du rapatriement, le bureau du chef de l'exécutif, le HCR, l'OIM et ONU-Habitat.⁴⁵⁷ Le ministère afghan du développement urbain distingue les quartiers informels implantés sur des terres publiques habitables et occupés par des individus sans titre de propriété, et ceux construits sur des terrains privés.⁴⁵⁸

Après l'adoption du nouveau décret présidentiel, le gouvernement afghan a commencé à délivrer des certificats d'occupation des terres à tous les résidents des zones urbaines informelles construites sur des terrains publics, afin de protéger ces habitants de la menace d'une expulsion. L'objectif de ce programme est de distribuer un million de certificats d'occupation d'ici 2020. Dans le cadre du programme « Une ville pour tous », piloté par le gouvernement et soutenu par ONU-Habitat, une enquête a été menée dans les villes afghanes autres que Kaboul et a conclu que seulement 17 % des résidents détenaient un titre de propriété officiel.⁴⁵⁹

9.3 Eau et assainissement

Selon les données des ALCS de 2007-2008 à 2016-2017, l'accès à l'eau potable ainsi qu'à un assainissement et à une hygiène adéquats s'est considérablement amélioré, en termes d'accès à des services d'assainissement appropriés et notamment d'eau potable.⁴⁶⁰ Toutefois, l'assainissement reste médiocre par rapport à d'autres pays de la région et l'accès à l'eau potable demeure un problème pour de nombreux Afghans.⁴⁶¹ L'accès aux services de base, tels que l'approvisionnement en eau et l'assainissement, était généralement meilleur dans les villes qu'à la campagne.⁴⁶² L'ALCS 2016-2017 a révélé que seulement 36 % de la population afghane utilisait des services d'eau potable gérés de manière sûre et que les populations rurales bénéficiaient de nettement moins d'infrastructures (25,1 %) que la population urbaine (75,3 %).⁴⁶³ Selon l'Unicef, seulement 12 % de la population afghane a accès à des toilettes.⁴⁶⁴

9.4 Situation pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et pour les personnes rapatriées

Comme l'a montré l'ALCS 2016-2017, les zones urbaines accueillent une plus grande proportion de migrants que de personnes n'ayant jamais émigré (46,2 % contre 19,2 %).⁴⁶⁵ Selon le HCR, « les PDI et les personnes de retour en Afghanistan font de plus en plus fréquemment le choix de s'installer dans

⁴⁵⁴ Presidential Decree 305 of the Islamic Republic of Afghanistan on the Identification and Allocation of Suitable Land for the Re-integration and Construction of Affordable Housing for Returnees, Internally Displaced Persons and Families of Martyrs of the Country's Security and Defence Forces. This replaced Presidential Decree 104 (2005).

⁴⁵⁵ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [Solutions Strategy for Afghan Refugeesurl](#), HCR, octobre 2018, p. 22.

⁴⁵⁶ UN-Habitat, Improving Access to State Land for Returnees and IDPs in Afghanistan, March 2018, [url](#), p. 18

⁴⁵⁷ UNHCR Afghanistan, e-mail, 9 November 2018. UNHCR made this addition during review of the report.

⁴⁵⁸ Guardian (The), Pressure Builds in 'Powderkeg' Kabul as Refugees Return Home, 15 March 2018, [url](#)

⁴⁵⁹ UN-Habitat, Afghanistan Launches an Innovative Land Management Initiative, 26 February 2018, [url](#)

⁴⁶⁰ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 207

⁴⁶¹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 207; Asia Foundation, Survey of the Afghan People 2017, November 2017, [url](#), p. 29

⁴⁶² Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 43-44

⁴⁶³ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 216

⁴⁶⁴ UNICEF, Afghanistan Annual Report 2017, February 2018, [url](#), p. 47

⁴⁶⁵ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 43-44

des zones urbaines ou semi-urbaines où ils vivent souvent avec des familles de la communauté d'accueil, dans des logements loués ou partagés, ou dans des abris collectifs ». ⁴⁶⁶

Une enquête menée par le HCR en 2017-2018 a montré que la majorité des rapatriés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays louaient leur logement (58 % des personnes rentrées en Afghanistan et 69 % des PDI de 2016-2017). Environ 22 % des rapatriés et 20 % des PDI de 2016-2017 ont fait part d'autres modes d'hébergement, que ce soit chez des membres de la famille élargie, dans un squat ou dans un quartier informel. Ces deux groupes sont plus rarement propriétaires de la maison dans laquelle ils résident que la moyenne de la population générale. Le HCR l'explique par la durée prolongée de leur déplacement, la proportion élevée de rapatriés nés hors d'Afghanistan, et le fait que 38 % des personnes de retour au pays ne s'établissent pas dans leur province d'origine. Les personnes rentrées en Afghanistan en 2016-2017 sont plus susceptibles d'être propriétaires de leur logement que les PDI de cette même période (environ 20 % contre 11 %). Il est plus fréquent que les rapatriés et les PDI soient propriétaires de leur logement en milieu rural qu'en ville. ⁴⁶⁷

Selon l'étude de l'OIM sur les déplacements, menée en décembre 2017 dans les 15 provinces affichant le plus grand nombre de rapatriements et de déplacements, plus de 100 000 personnes déplacées et rapatriées vivaient dans des abris, des tentes de fortune ou sans abri du tout. Plus de la moitié d'entre elles se trouvaient dans la province de Nangarhâr. ⁴⁶⁸

Une étude conduite en 2016 par le NRC et Samuel Hall a mis en évidence la plus grande probabilité pour les personnes déplacées s'installant dans les zones urbaines et péri-urbaines de vivre dans des abris temporaires, des tentes ou des quartiers comparables à des camps. Les PDI établies en ville étaient 43% à vivre dans des espaces exigus et surpeuplés, contre 35 % de celles qui avaient opté pour une zone rurale. Bien que les conditions de logement puissent varier d'une région à l'autre, 63 % des PDI interrogées les ont qualifiées de mauvaises ou de très mauvaises. ⁴⁶⁹

Selon une étude de Samuel Hall, du NRC et de l'IDMC, l'augmentation des loyers contraint les ménages à déménager de nouveau pour chercher un logement moins cher. ⁴⁷⁰

Selon les données du HCR, 65 % des personnes rentrées en Afghanistan et 56 % des déplacés internes de 2016-2017 ont déclaré bénéficier du même accès à l'eau que leur communauté d'accueil. Les rapatriés et déplacés internes urbains avaient plus de chances de jouir d'un accès égal à l'eau que ceux vivant en zone rurale. ⁴⁷¹

Les conditions d'assainissement sont également difficiles, même si 68 % des personnes interrogées ont indiqué pouvoir utiliser des latrines couvertes traditionnelles. Toutefois, 9 % d'entre elles n'avaient aucun accès à des toilettes. Cela peut avoir de lourdes conséquences sanitaires, en particulier pour les femmes, les filles, les personnes handicapées et les personnes âgées. Les installations sanitaires mixtes exposent également leurs utilisateurs à des violences fondées sur le genre. ⁴⁷²

9.5 Situation dans les trois villes examinées

Avec une hausse annuelle moyenne de 4,74 %, Kaboul se classe au cinquième rang des villes qui connaissent la croissance la plus rapide au monde. ⁴⁷³ Selon une étude du Centre international pour la croissance (IGC), environ 70 % de la population de Kaboul vivrait dans des quartiers informels, à savoir « des zones d'habitation construites sur des terrains sur lesquels les occupants n'ont aucun droit légal

⁴⁶⁶ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), p. 22

⁴⁶⁷ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 15

⁴⁶⁸ UNOCHA, Humanitarian Bulletin Afghanistan, Issue 73 (1-28 February 2018), 25 March 2018, [url](#), p. 1

⁴⁶⁹ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 25

⁴⁷⁰ NRC, IDMC & Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 26

⁴⁷¹ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 18

⁴⁷² NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 26

⁴⁷³ City Mayors Statistics, The World's Fastest Growing Cities and Urban Areas from 2006 to 2020, [url](#)

et/ou des zones d'habitation qui ne sont pas conformes aux règles de planification et de construction ». ⁴⁷⁴ La majorité du bâti nouvellement construit en ville entre dans cette catégorie ⁴⁷⁵ et la densité d'habitants dans ces zones informelles peut représenter plus du double de celle des aires d'habitat formel. ⁴⁷⁶ Selon l'IGC, les quartiers informels de Kaboul offrent des logements à bas coût, essentiels à la majorité des habitants de la ville. ⁴⁷⁷ Fabrizio Foschini a constaté que, si les quartiers d'habitat informel permettaient d'éviter une explosion du nombre de sans-abris, leur croissance incontrôlée aggravait les problèmes existants, tels que le manque de système d'assainissement et l'inefficacité de l'évacuation des déchets. L'occupation de maisons mal construites dans des endroits peu accessibles « a aggravé les souffrances des personnes rentrées au pays, des migrants économiques et des déplacés internes qui peuplent ces zones ». ⁴⁷⁸

Selon l'étude sur les biens immobiliers à Kaboul menée dans le cadre du programme « Une ville pour tous », piloté par le gouvernement et soutenu par ONU-Habitat, seulement 14 % de ces biens faisaient l'objet d'un titre de propriété officiel, soit moins que dans d'autres villes de province (17 %). ⁴⁷⁹

Un rapport de l'ICG, publié en 2018, indique que le prix des logements formels à Kaboul était alors compris entre 35 000 USD et 500 000 USD, alors que le revenu mensuel moyen des ménages à Kaboul et dans le centre du pays était estimé à 208 USD en 2017. ⁴⁸⁰ Si la location est en augmentation dans toutes les zones urbaines du pays, elle n'est considérée comme une pratique courante qu'à Kaboul. ⁴⁸¹ Environ 64,9 % des ménages de la capitale sont propriétaires de leur logement, tandis que 27,6 % le louent. ⁴⁸² Selon Fabrizio Foschini, les nouveaux arrivants ont tendance à choisir leur zone d'installation en fonction de leur lieu d'origine, ce qui leur permet de bénéficier du soutien de leur *qawm* (unité sociale fondée sur la parenté, la résidence ou l'emploi), notamment de leurs réseaux de sociabilité, pour occuper et accaparer un terrain. ⁴⁸³ De nombreux ménages urbains accueillent des membres de leur famille éloignée arrivant des zones rurales pour chercher du travail en ville, particulièrement à Kaboul. Ces foyers ont également tendance à être multigénérationnels et à accueillir des parents âgés. ⁴⁸⁴

Il est difficile de fournir des services de base, tels que l'eau, l'assainissement et l'électricité, à ces quartiers informels toujours plus importants qui se développent sur les collines situées au centre de Kaboul. ⁴⁸⁵ Selon l'enquête menée en 2017 par The Asia Foundation auprès de la population afghane, une proportion significative de personnes vivant à Kaboul et dans d'autres régions centrales (23,7 %) a déclaré que l'eau potable était l'un de leurs principaux problèmes. ⁴⁸⁶

La ville de Kaboul reste l'une des rares capitales du monde à ne pas disposer d'un réseau central d'assainissement. En conséquence, la pollution humaine et les problèmes de santé afférents se sont trouvés aggravés par la forte augmentation de la population et par d'autres types de pollution, principalement celle due à la circulation automobile. ⁴⁸⁷ En lieu et place de système d'égout, des fosses septiques individuelles sont utilisées; elles sont souvent situées près des puits d'eau. Les écoulements

⁴⁷⁴ Collier, P. et al., Policy Options for Kabul's Informal Settlements, IGC, January 2018, [url](#), p. 3

⁴⁷⁵ Guardian, Pressure Builds in 'Powderkeg' Kabul as Refugees Return Home, 15 March 2018, [url](#)

⁴⁷⁶ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 20

⁴⁷⁷ Collier, P. et al., Policy Options for Kabul's Informal Settlements, IGC, January 2018, [url](#), p. 17

⁴⁷⁸ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 20

⁴⁷⁹ UN-HABITAT, Afghanistan Launches an Innovative Land Management Initiative, 26 February 2018, [url](#)

⁴⁸⁰ Collier, P. et al., Policy Options for Kabul's Informal Settlements, IGC, January 2018, [url](#), p. 4

⁴⁸¹ Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 207

⁴⁸² Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 209

⁴⁸³ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 20

⁴⁸⁴ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 12

⁴⁸⁵ Collier, P. et al., Policy Options for Kabul's Informal Settlements, IGC, January 2018, [url](#), p. 12

⁴⁸⁶ Asia Foundation, Survey of the Afghan People 2017, November 2017, [url](#), p. 29

⁴⁸⁷ Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#) p. 18

d'eaux usées dans les eaux souterraines sont considérées comme l'une des principales causes de contamination de l'eau dans la ville.⁴⁸⁸

Kaboul compte au nombre des villes les plus sujettes au stress hydrique dans le monde.⁴⁸⁹ Le niveau des nappes phréatiques a fortement baissé ces dernières années en raison de l'augmentation de la demande en eau et d'un pompage excessif.⁴⁹⁰ La majorité des points d'eau et puits que se partagent les habitants de la capitale sont contaminés par les eaux usées domestiques et industrielles rejetées dans la rivière Kaboul, ce qui pose de graves problèmes sanitaires.⁴⁹¹ L'ALCS 2016-2017 a révélé que près de la moitié de la population de Kaboul bénéficiait de services d'assainissement de base, c'est-à-dire d'infrastructures non collectives permettant l'élimination ou l'évacuation des excréments en toute sécurité.⁴⁹²

La consommation d'eau à Kaboul a augmenté à une cadence qui n'est pas soutenable. Cela a provoqué un déséquilibre frappant entre l'offre et la demande en eau.⁴⁹³ La qualité des eaux souterraines a diminué, ce qui rend l'accès à l'eau potable de plus en plus difficile.⁴⁹⁴ La demande annuelle en eau est estimée à plus de 32 millions de mètres cubes par an, tandis que les nappes phréatiques du bassin de la rivière Kaboul, dont la ville dépend entièrement pour son approvisionnement en eau, ne se recharge qu'à hauteur de 28 millions de mètres cubes.⁴⁹⁵ La Société afghane d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain (AUWSSC) estime que seulement 32 % de la population de Kaboul a accès à l'eau courante et qu'à peine 10 % des habitants reçoivent de l'eau potable.⁴⁹⁶ L'inadéquation du système urbain d'approvisionnement en eau contraint les habitants qui en ont les moyens à forer leurs propres puits.⁴⁹⁷ De nombreux résidents pauvres des banlieues de Kaboul et des collines rocheuses de la ville sont tributaires des fontaines publiques, lesquelles publics, lesquels se trouvent souvent loin de chez eux. C'est généralement aux jeunes enfants, et plus souvent aux filles, qu'il incombe d'aller chercher de l'eau.⁴⁹⁸ Selon l'AUWSSC, en 2018, environ 72 entreprises privées fournissaient illégalement de l'eau à des milliers de familles dans toute la ville de Kaboul.⁴⁹⁹

Selon Jolyon Leslie, un certain nombre d'enclaves résidentielles (*shahrak*) sont apparues autour de Hérât ces dernières années. La plupart des immeubles de la ville ont été construits après 2001. Les prix de l'immobilier ont augmenté jusqu'en 2011, accélérant un boom immobilier déjà alimenté par l'argent du trafic de stupéfiants. Après 2014, les prix ont chuté de 20 % à 30 % environ. La densité urbaine est très élevée et les quartiers observent un plan assez régulier, bien que la plupart des immeubles ne suivent pas de plan-directeur. Des cas d'accaparement de terres par des fonctionnaires et d'autres individus puissants, en toute impunité, ont été recensés dans la ville de Hérât.⁵⁰⁰

Au total, 61,3 % des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête menée en 2016 sur Hérât ont déclaré posséder leur propre maison. En revanche, 23,4 % des ménages seraient locataires de leur logement. L'enquête ajoute que 92,1 % des ménages de Hérât disposent d'installations sanitaires améliorées et que 42,8 % résident dans une maison dotée d'un toit en ciment.⁵⁰¹ Dans la ville de Hérât, 5 % de la population vivrait dans des structures souples ou des tentes.⁵⁰²

⁴⁸⁸ Kazemi, S.R., The Quest for Household Water in Kabul City, AAN, 30 August 2018, [url](#)

⁴⁸⁹ Amin, M. and Adeh, E.H., Water Crisis in Kabul Could Be Severe if Not Addressed, SAIS Review, 22 August 2017, [url](#)

⁴⁹⁰ Asia Foundation, As Kabul Grows, Clean Water a Step Toward State Legitimacy in Afghanistan, 28 March 2018, [url](#)

⁴⁹¹ Asia Foundation, As Kabul Grows, Clean Water a Step Toward State Legitimacy in Afghanistan, 28 March 2018, [url](#)

⁴⁹² Afghanistan, CSO, Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 226

⁴⁹³ Kazemi, S.R., The Quest for Household Water in Kabul City, AAN, 30 August 2018, [url](#)

⁴⁹⁴ Kazemi, S.R., The Quest for Household Water in Kabul City, AAN, 30 August 2018, [url](#)

⁴⁹⁵ Amin, M. and Adeh, E.H., Water Crisis in Kabul Could Be Severe if Not Addressed, SAIS Review, 22 August 2017, [url](#)

⁴⁹⁶ Amin, M. and Adeh, E.H., Water Crisis in Kabul Could Be Severe if Not Addressed, SAIS Review, 22 August 2017, [url](#)

⁴⁹⁷ Reuters, Afghan Capital's Thirsty Residents Dig Deep to Combat Drought, Overuse, 28 February 2017, [url](#)

⁴⁹⁸ Kazemi, S.R., The Quest for Household Water in Kabul City, AAN, 30 August 2018, [url](#)

⁴⁹⁹ Kazemi, S.R., The Quest for Household Water in Kabul City, AAN, 30 August 2018, [url](#)

⁵⁰⁰ Leslie, J., Political and Economic Dynamics of Herat, USIP, 2015, [url](#), pp. 8-10

⁵⁰¹ Afghanistan, CSO, Final Report of Herat Socio-Demographic and Economic Survey, 7 March 2017, [url](#), pp. 83, 86-87

⁵⁰² APPRO, Afghanistan Rights Monitor: Baseline Report, April 2016, [url](#), pp. 50-51

Parmi les citoyens de Hérât, 81,2 % ont accès à des sources d'eau traitée, 90,7 % disposent de l'éclairage électrique et 92,1 % bénéficient d'installations sanitaires.⁵⁰³ En avril 2016, APPRO a constaté que 80 % des habitants de la ville de Hérât avaient accès au réseau électrique, 70 % à l'eau et 30 % aux services d'assainissement.⁵⁰⁴ En 2016, le projet hydroélectrique de Salma a été inauguré. Ce nouveau barrage est censé améliorer l'accès à l'électricité et à l'eau à Hérât et dans ses environs.⁵⁰⁵

La ville de Hérât ne possède pas de réseau central d'égout. Les infiltrations d'eaux usées dans les eaux souterraines sont considérées comme l'une des principales causes de contamination de l'eau dans la ville: les nappes phréatiques ont en effet baissé de 7 mètres à 12 mètres, et ont été polluées.⁵⁰⁶ La majorité des habitants de la ville de Hérât tire son eau potable des tuyaux ou des puits.⁵⁰⁷

Le HCR s'est intéressé à sept campements de longue durée accueillant des PDI et situés dans la ville même de Hérât. Pour la plupart, les habitations étaient faites en briques de boue et composées d'une seule pièce. Elles ne protégeaient ainsi que très insuffisamment leurs occupants des événements climatiques ou naturels. Nombreuses étaient les familles qui vivaient dans des habitations de fortune et des tentes qui offraient encore moins de protection contre les intempéries. Le statut légal de ces terrains est confus : les résidents locaux de Hérât revendiquent la propriété de la plus grande partie d'entre eux, et les familles de Minaret, Naw Abad, Police Station et Shaidayee ont reçu de multiples menaces d'expulsion.⁵⁰⁸ Tous les campements examinés par le HCR étaient confrontés à de graves problèmes d'eau et d'assainissement. Un grand nombre de familles n'avaient pas accès à des latrines et beaucoup dépendaient des points d'eau collectifs, ceux-ci rencontrant des problèmes de congestion et de qualité de l'eau.⁵⁰⁹

Les provinces du nord-ouest de l'Afghanistan ont particulièrement pâti de la sécheresse de 2018.⁵¹⁰ Hérât a été le point de chute d'environ 60 000 personnes ayant dû quitter leur foyer en raison de la sécheresse.⁵¹¹ Ces personnes vivent dans des camps surpeuplés dans la ville de Hérât et ses environs. D'après l'évaluation du NRC, les 7 400 familles déplacées résident dans 174 sites à la périphérie de la ville de Hérât, sur la route de Bâdghîs. Ces familles déplacées souffrent de malnutrition et aucun de leurs enfants n'est scolarisé.⁵¹² En septembre 2018, l'OCHA a signalé des problèmes d'assainissement, du fait de l'arrivée d'un grand nombre de personnes déplacées par la sécheresse et les conflits.⁵¹³

Selon une enquête réalisée en 2015, la majorité des habitants de Mazâr-e Charîf étaient propriétaires de leur logement (66,5 %), tandis que 24,5 % le louaient. Plus de la moitié des maisons de la ville étaient alors faites d'un mélange de boue (ou de terre) et de rondins de bois. Les autres habitations étaient construites en chaux avec des briques et du métal, du ciment ou d'autres matériaux. La plupart reposent sur un sol en terre (70 %) ou en ciment (26 %). À l'échelle du district, Shortepa affiche la proportion la plus élevée de ménages propriétaires de leur logement (99,7 %), contre 66,5 % seulement pour Mazâr-e Charîf.⁵¹⁴ La plupart des résidents (76 %) ont accès à l'eau potable traitée, celle-ci étant en général acheminée par canalisation ou tirée d'un puits. De même, 92 % des ménages disposent d'installations sanitaires améliorées.⁵¹⁵

⁵⁰³ Afghanistan, CSO, Final Report of Herat Socio-Demographic and Economic Survey, 7 March 2017, [url](#), pp. 74, 76, 88

⁵⁰⁴ APPRO, Afghanistan Rights Monitor: Baseline Report, April 2016, [url](#), p. 50

⁵⁰⁵ Afghanistan Times, Modi, Ghani inaugurate long-awaited Salma Dam project, 4 June 2016, [url](#)

⁵⁰⁶ Kazemi, S.R., The Quest for Household Water in Kabul City, AAN, 30 August 2018, [url](#)

⁵⁰⁷ Afghanistan, CSO, Final Report of Herat Socio-Demographic and Economic Survey, 7 March 2017, [url](#), p. 77

⁵⁰⁸ UNHCR, Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat, October 2016, [url](#), p. 6

⁵⁰⁹ UNHCR, Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat, October 2016, [url](#), p. 6

⁵¹⁰ Bjelica, J., Less Rain and Snowfall in Afghanistan: High Level Of Food Assistance Needed Until Early 2019, AAN, 30 July 2018, [url](#)

⁵¹¹ NRC, Millions of Afghans Face Risks of Drought Related Displacement, 7 September 2018, [url](#)

⁵¹² Bjelica, J., Less Rain and Snowfall in Afghanistan: High Level Of Food Assistance Needed Until Early 2019, AAN, 30 July 2018, [url](#)

⁵¹³ UNOCHA, Afghanistan Drought Response, Situation Report No. 2 (as of 16 September 2018), 20 September 2018, [url](#), p. 2

⁵¹⁴ Afghanistan, CSO, Socio-Demographic and Economic Survey Balkh, 5 January 2015, [url](#), pp. 79-83

⁵¹⁵ Afghanistan, CSO, Socio-Demographic and Economic Survey Balkh, 5 January 2015, [url](#), pp. 70, 84

Annexe I — Bibliographie

Public sources

ACAA (Afghanistan Civil Aviation Authority), International Airfields, 10 January 2018, <http://acaa.gov.af/all-airport/>, accessed 24 October 2018

ACCI (Afghanistan Chamber of Commerce & Industries), *Business Monitor 2018 – Business Tendency Survey 3rd Quarter*, 2018, <http://www.acci.org.af/media/ACCI%20Business%20Tendency%20Survey%20Report%20%202018%203rd%20quarter%20English.pdf>, accessed 1 October 2018

Afghanistan, Afghanistan National Peace and Development Framework 2017-2021, 29 January 2017, <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/afg148215.pdf>, accessed 15 November 2018

Afghanistan, CSO (Central Statistics Organization), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, <http://cso.gov.af/Content/files/ALCS/ALCS%202016-17%20Analysis%20report%20-%20Full%20report23%2009%202018-ilovepdf-compressed.pdf>, accessed 24 October 2018

Afghanistan, CSO (Central Statistics Organization), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17: Highlights Report, 2018, [http://cso.gov.af/Content/files/Surveys/ALCS/Final%20English%20ALCS%20Highlight\(1\).pdf](http://cso.gov.af/Content/files/Surveys/ALCS/Final%20English%20ALCS%20Highlight(1).pdf), accessed 24 October 2018

Afghanistan, CSO (Central Statistics Organization), Final Report of Herat *Socio-Demographic and Economic Survey*, 7 March 2017, available at: https://afghanistan.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/SDES_HERAT_FINAL_ENG.pdf, accessed 10 October 2018

Afghanistan, CSO (Central Statistics Organization), Population by Sex and Age Groups 2017-18, 2017, <http://cso.gov.af/Content/files/%D8%AA%D8%AE%D9%85%DB%8C%D9%86%20%D9%86%D9%81%D9%88%D8%B3/Final%20Population%201396.pdf>, accessed 16 October 2018

Afghanistan, CSO (Central Statistics Organization), Socio-Demographic and Economic Survey: Balkh, 5 January 2015, <http://cso.gov.af/Content/files/SDES/Balkh%20FR%20Final2.pdf>, accessed 29 October 2018

Afghanistan, CSO (Central Statistics Organization), Socio-Demographic and Economic Survey - Economically Active Population, Provinces of Kabul, Bamyan, Daykundi, Ghor, Kapisa and Parwan, 8 Jun 2017, <https://afghanistan.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA%20SDES%20Mono%20Labour%2028%20May%20for%20web.pdf>, accessed 15 November 2018

Afghanistan, MoE (Ministry of Education), UNICEF (United Nations Children's Fund) and Samuel Hall, All in School and Learning: Global Initiative on Out-Of-School Children – Afghanistan Country Study, June 2018, <https://www.unicef.org/afghanistan/reports/global-initiative-out-school-children>, accessed 24 September 2018

Afghanistan, NSIA (National Statistics and Information Authority), Afghanistan Provincial Profile 2018, [2018], <http://cso.gov.af/Content/files/Publications/Women%20in%20men/Afghanistan%20Provincial%20Profile%20final.pdf>, accessed 22 October 2018

Afghanistan, National Policy of the Islamic Republic of Afghanistan on Internal Displacement, June 2013, http://www.internal-displacement.org/sites/law-and-policy/files/afghanistan/Afghanistan_national_policy_English_2013.pdf, accessed 15 November 2018

Afghanistan, State of Afghan Cities 2015, Volume One, 2015, http://samuelhall.org/wp-content/uploads/2015/09/State-of-Afghan-Cities-2015-Volume_1.pdf, accessed 29 October 2018

Afghanistan Times, Modi, Ghani Inaugurate Long-awaited Salma Dam Project, 4 June 2016, <http://afghanistantimes.af/pm-modi-prez-ghani-inaugurate-afghan-india-friendship-dam/>, accessed 29 October 2018

Amin, M. and Adeb, E.H., Water Crisis in Kabul Could Be Severe if Not Addressed, SAIS Review, 22 August 2017, <http://www.saisreview.org/2017/08/22/water-crisis-in-kabul-could-be-severe-if-not-addressed/>, accessed 5 October 2018

APPRO (Afghanistan Public Policy Research Organization), Afghanistan Rights Monitor: Baseline Report, April 2016, <http://appro.org.af/wp-content/uploads/2017/03/312474752-2016-04-30-ARM-Baseline-Assessment.pdf>, accessed 29 October 2018

APPRO (Afghanistan Public Policy Research Organization), Chronic Conflict, Poverty and Child Labor: Evidence from Kandahar, Bamyan, Herat and Balkh, April 2018, <http://appro.org.af/wp-content/uploads/2018/05/2018-04-15-Chronic-Conflict-and-Child-Labor.pdf>, accessed 22 October 2018

Asia Foundation, As Kabul Grows, Clean Water a Step toward State Legitimacy in Afghanistan, 28 March 2018, <https://asiafoundation.org/2018/03/28/kabul-grows-clean-water-step-toward-state-legitimacy-afghanistan/>, accessed 5 October 2018

Asia Foundation, Survey of the Afghan People 2017, November 2017, https://asiafoundation.org/wp-content/uploads/2017/11/2017_AfghanSurvey_report.pdf, accessed 24 October 2018

Asia Foundation, Survey of the Afghan People 2018, December 2018, https://asiafoundation.org/wp-content/uploads/2018/12/2018_Afghan-Survey_fullReport-12.4.18.pdf, accessed 9 January 2019

Asylos, Afghanistan: Situation of Young Male 'Westernised' Returnees to Kabul, August 2017, https://asylos.eu/wp-content/uploads/2017/12/AFG2017-05-Afghanistan_Situation-of-young-male-Westernised-returnees-to-Kabul-December-2017.pdf, accessed 29 October 2018

Austria, BFA Staatendokumentation, Fact-Finding Mission Report Afghanistan, April 2018, available at: https://www.ecoi.net/en/file/local/1430912/5818_1524829439_03-onlineversion.pdf, accessed 23 October 2018

BBC, Afghan airport blast: VP Gen Dostum unhurt as Kabul bomb kills 14, 23 July 2018, <https://www.bbc.com/news/world-asia-44917583>, accessed 28 November 2018

BBC, Inside Afghanistan's Only High Security Mental Institution, 8 February 2018, <https://www.bbc.com/news/av/world-asia-42980461/inside-afghanistan-s-only-high-security-mental-institution> [online video], accessed 29 October 2018

BBC, IS gunmen dressed as medics kill 30 at Kabul Military Hospital, 8 March 2017, <https://www.bbc.com/news/world-asia-39202525>, accessed 29 October 2018

Bjelica, J., Afghanistan's Returning Refugees: Why Are So Many Still Landless?, 29 March 2016, AAN (Afghanistan Analysts Network), 29 March 2016, <https://www.afghanistan-analysts.org/afghanistans-returning-refugees-why-are-so-many-still-landless/>, accessed 29 October 2018

Bjelica, J., Less Rain and Snowfall in Afghanistan: High Level Of Food Assistance Needed Until Early 2019, AAN (Afghanistan Analysts Network), 30 July 2018, <https://www.afghanistan-analysts.org/less-rain-and-snowfall-in-afghanistan-high-level-of-food-assistance-needed-until-early-2019/>, accessed 5 October 2018

Bjelica, J. and Ruttig, T., The State of Aid and Poverty in 2018: A new look at aid effectiveness in Afghanistan, AAN (Afghanistan Analysts Network), 17 May 2018, <https://www.afghanistan-analysts.org/the-state-of-aid-and-poverty-in-2018-a-new-look-at-aid-effectiveness-in-afghanistan/>, accessed 29 November 2018

- Bjelica, J. and Ruttig, T., Voluntary and Forced Returns to Afghanistan in 2016/17: Trends, Statistics and Experiences, AAN (Afghanistan Analysts Network), 19 May 2017, <https://www.afghanistan-analysts.org/voluntary-and-forced-returns-to-afghanistan-in-201617-trends-statistics-and-experiences/>, accessed 29 October 2018
- Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Afghanistan: Documents Required to Travel within Afghanistan, Documents Required to Pass Checkpoints (2013-January 2015), 3 February 2016, <https://irb-cisr.gc.ca/en/country-information/rir/Pages/index.aspx?doc=456358&pls=1>, accessed 11 October 2018
- CIA (Central Intelligence Agency), World Factbook - Afghanistan, People and Society, 11 December 2018, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/af.html>, accessed 13 December 2018
- City Mayors Statistics, The World's Fastest Growing Cities and Urban Areas from 2006 to 2020, http://www.citymayors.com/statistics/urban_growth1.html, accessed 29 October 2018
- Collier, P., Manwaring, B. and Blake, M., Policy Options for Kabul's Informal Settlements, IGC (International Growth Centre), January 2018, <https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2018/01/Policy-options-for-Kabuls-informal-settlements-19.01.188.pdf>, accessed 15 October 2018
- Daily Outlook Afghanistan, Low quality medicines, 19 October 2016, http://www.outlookafghanistan.net/topics.php?post_id=16439, accessed 29 October 2018
- De Rond, M. and Rakita, M., Why there is no PTSD in Afghanistan, Medium, 28 November 2016, <https://medium.com/@magdarakita/why-there-is-no-ptsd-in-afghanistan-7c368344c62b>, accessed 29 October 2018
- Dörner, F. and Langbein, L., Between Rhetoric and Reality: Access to health care and its limitations, AAN (Afghanistan Analysts Network), 2 December 2014, <https://www.afghanistan-analysts.org/access-to-health-care-and-its-limitations/>, accessed 26 November 2018
- DuPée, M., Taliban Stones Commission and the Insurgent Windfall from Illegal Mining, CTC Sentinel, Volume 10, Issue 3, March 2017, https://ctc.usma.edu/app/uploads/2017/03/CTC-Sentinel_Vol10Iss327.pdf, accessed 18 September 2018
- FAO (Food and Agriculture Organization), Afghanistan – Drought response, 23 November 2018, <http://www.fao.org/3/CA2268EN/ca2268en.pdf>, accessed 4 December 2018
- FAO (Food and Agriculture Organization) and WFP (World Food Programme), Monitoring Food Security in Countries with Conflict Situations, Issue no 4, August 2018, <http://www.fao.org/3/CA1315EN/ca1315en.pdf>, accessed 29 November 2018
- FEWS (Famine Early Warnings System), Afghanistan - Food Security Outlook, June 2018, <http://fews.net/central-asia/afghanistan/food-security-outlook/june-2018>, accessed 30 November 2018
- FEWS (Famine Early Warnings System), *Afghanistan - Food Security Outlook Update*, December 2018, <http://fews.net/central-asia/afghanistan/food-security-outlook-update/december-2018>, accessed 8 January 2019
- FEWS (Famine Early Warnings System), *Integrated Phase Classification - IPC 2.0: A Common Starting Point for Decision Making*, n.d., <http://fews.net/IPC>, accessed 30 November 2018
- FEO (Federal Foreign Office) and GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), Securing Basic Medical Care, March 2014, <https://www.giz.de/en/downloads/giz2014-en-capacity-regional-hospital-mazar-e-sharif.pdf>, accessed 29 October 2018

- Fishstein, P., Amaki, I. and Qaasim, M., Balkh's economy in transition, Afghanistan Research Evaluation Unit (AREU), August 2013, <https://areu.org.af/wp-content/uploads/2016/02/1306-IP-Balkh-Economy-Aug-2013.pdf>, accessed 29 October 2018
- Flightradar 24, Herat International Airport, n.d., <https://www.flightradar24.com/data/airports/hea/routes>, accessed 24 October 2018
- Flightradar 24, Kabul International Airport, n.d., <https://www.flightradar24.com/data/airports/kbl/routes>, accessed 24 October 2018
- Flightradar 24, Mazar-I-Sharif International Airport, n.d., <https://www.flightradar24.com/data/airports/mzr/routes>, accessed 24 October 2018
- Foschini, F., Back to Stopgap Appointments? The Story behind the Replacement of Herat's Governor, Afghanistan Analysts Network (AAN), 24 July 2013, <https://www.afghanistan-analysts.org/herat-governors-dismissal-government-reverts-to-stopgap-appointments/>, accessed 16 October 2018
- Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, United States Institute of Peace (USIP), 10 April 2017, https://www.usip.org/sites/default/files/2017-04/pw126_kabul-and-the-challenge-of-dwindling-foreign-aid.pdf, accessed 12 September 2018
- Foschini, F., email, 9 November 2018.
- Frost A., Wilkinson M., Boyle P., Pattel P., Sullivan R., An assessment of barriers to accessing the BPHs in Afghanistan, 15 November 2016, <https://globalizationandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12992-016-0212-6>, accessed 20 December 2018
- Freedom House, Freedom in the World 2018 - Afghanistan, January 2018, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/afghanistan>, accessed 8 October 2018
- Gaston, E. and Dang, L., Addressing Land Conflict in Afghanistan, USIP (United States Institute of Peace), June 2015, <https://www.usip.org/sites/default/files/SR372-Addressing-Land-Conflict-in-Afghanistan.pdf>, accessed 29 October 2018
- GCPEA (Global Coalition to Protect Education from Attack), Attacks on Education in Afghanistan, Briefing Paper, November 2018, http://www.protectingeducation.org/sites/default/files/documents/attacks_on_education_in_afghanistan_2018.pdf, accessed 3 December 2018
- GCPEA (Global Coalition to Protect Education from Attack), Education under Attack 2018, May 2018, http://www.protectingeducation.org/sites/default/files/documents/eua_2018_full.pdf, accessed 18 October 2018
- Germany, BAMF (German Federal Office for Migration and Refugees), International Organisation for Migration (IOM) and ZIRF, Country Fact Sheet Afghanistan, 10 January 2017, http://files.returningfromgermany.de/files/CFS_2017_Afghanistan_EN.pdf, accessed 29 October 2018
- Guardian (The), Kabul - The Fifth Fastest Growing City in the World - Is Bursting at the Seams, 11 December 2014, <https://www.theguardian.com/cities/2014/dec/11/kabul-afghanistan-fifth-fastest-growing-city-world-rapid-urbanisation>, accessed 16 October 2018
- Guardian (The), Killing, not curing: deadly boom in counterfeit medicine in Afghanistan, 7 January 2015, <https://www.theguardian.com/world/2015/jan/07/counterfeit-medicine-afghanistan-corruption-border-controls-drugs-poor>, accessed 29 October 2018
- Guardian (The), 'My Liver is Bleeding': Life inside an Afghan Psychiatric Hospital - in Pictures, 5 February 2016, <https://www.theguardian.com/global-development/gallery/2016/feb/05/my-liver-is-bleeding-life-inside-an-afghan-psychiatric-hospital-in-pictures>, accessed 19 October 2018

- Guardian (The), Pressure Builds in 'Powderkeg' Kabul as Refugees Return Home, 15 March 2018, <https://www.theguardian.com/cities/2018/mar/15/kabul-afghanistan-refugees-return-pakistan-internally-displaced-people>, accessed 25 October 2018
- Hamid Karzai International Airport, n.d., <http://hamidkarzaiairport.com/>, accessed 12 October 2018
- HRW (Human Rights Watch), "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" - Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/afghanistan1017_web.pdf, accessed 22 October 2018
- HRW (Human Rights Watch), "No Safe Place": Insurgent Attacks on Civilians in Afghanistan, May 2018, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/afghanistan0518_web_1.pdf, accessed 22 October 2018
- Huffington Post, Despite The Backlash, Women Take The Wheel In Afghanistan, 31 August 2017, https://www.huffingtonpost.com/entry/women-drivers-afghanistan_us_5980c3f5e4b0d6e28a1112a0?guccounter=2, accessed 27 November 2018
- IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre), Afghanistan, n.d., <http://www.internal-displacement.org/countries/afghanistan>, accessed 29 October 2018
- ILO (International Labour Organization), Afghanistan - Employment and Environmental Sustainability Fact Sheets 2017, April 2 2018, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_625888.pdf, accessed 10 October 2018
- Integrity Watch Afghanistan, Life Matters: Caring For The Country's Most Precious Resource, August 2017, https://iwaweb.org/wp-content/uploads/2017/08/IWA_Health-care-deivery-in-Afghanistan_English_6.pdf, accessed 27 November 2018
- Integrity Watch Afghanistan, The Game of Numbers - Analysis of the National Budget 2018, December 2017, https://iwaweb.org/wp-content/uploads/2017/12/IWA_National-Budget_English_6.pdf, accessed 27 November 2018
- IOM (International Organization for Migration), Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results, June 2017, https://afghanistan.iom.int/sites/default/files/Reports/iom_dtm_afg_baseline_assessment_round-2_summary_results_0.pdf, accessed 17 October 2018
- IOM (International Organization for Migration), Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results (April-June 2018), 25 September 2018, <https://displacement.iom.int/reports/afghanistan-%E2%80%94-baseline-mobility-assessment-summary-results-april%E2%80%94june-2018>, accessed 17 October 2018
- IOM (International Organization for Migration), Return of Undocumented Afghans, Weekly Situation Report 02 – 08 September 2018, 11 September 2018, https://www.iom.int/sites/default/files/situation_reports/file/afghanistan_sr_20180902-08.pdf, accessed 26 October 2018
- IRIN, Why Economic Turmoil in Iran Is Causing Big Problems in Afghanistan, 11 September 2018, <http://www.irinnews.org/news/2018/09/11/why-economic-turmoil-iran-causing-big-problems-afghanistan>, accessed 17 October 2018
- IWPR (Institute for War and Peace Reporting), Afghans Complain of Substandard Medicines, 11 July 2014, <https://iwpr.net/global-voices/afghans-complain-substandard-medicines>, accessed 29 October 2018
- IWPR (Institute for War and Peace Reporting), Afghan Women Fight to Stay in Business, 5 April 2018, <https://iwpr.net/global-voices/afghan-women-fight-stay-business>, accessed 29 October 2018

- IWPR (Institute for War and Peace Reporting), Afghan Women Hit by Mental Health Crisis, 12 May 2016, <https://iwpr.net/global-voices/afghan-women-hit-mental-health-crisis>, accessed 29 October 2018
- IWPR (Institute for War and Peace Reporting), Depression Rampant among Afghan Women, 12 February 2017, <https://iwpr.net/global-voices/depression-rampant-among-afghan-women>, accessed 29 October 2018
- IWPR (Institute for War and Peace Reporting), No Respite for Kabul's Street Children, 09 December 2016, <https://iwpr.net/global-voices/no-respite-kabuls-street-children>, accessed 29 October 2018
- Kammeier, H. D. and Issa, Z., Urban Governance in Afghanistan: Assessing the New Urban Development Programme and Its Implementation, Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU), June 2017, <https://areu.org.af/wp-content/uploads/2017/06/1716E-Urban-Governance-in-Afghanistan-assessing-the-new-urban-development-programme-and-its-imple.pdf>, accessed 4 October 2018
- Kazemi, S.R., The Quest for Household Water in Kabul City, AAN (Afghanistan Analysts Network), 30 August 2018, <https://www.afghanistan-analysts.org/blue-gold-the-quest-for-household-water-in-kabul-city/>, accessed 29 October 2018
- Leslie, J., Political and Economic Dynamics of Herat, United States Institute of Peace (USIP), 2 April 2015, <https://www.usip.org/sites/default/files/PW107-Political-and-Economic-Dynamics-of-Herat.pdf>, accessed 16 October 2018
- LCA (Logistics Capacity Assessment), Afghanistan Kabul (Hamid Karzai) International Airport, 5 January 2018, <https://dlca.logcluster.org/display/public/DLCA/2.2.1+Afghanistan+Kabul+%28Hamid+Karzai%29+International+Airport;jsessionid=70EDF44548A447BF4CB1960A900B8637>, accessed 12 October 2018
- LCA (Logistics Capacity Assessment), Afghanistan Mazar-i-Sharif (Mawlana Jalal ad-Din Muhammad Balkhi) International Airport, 5 January 2018, <https://dlca.logcluster.org/pages/releaseview.action?pagelId=4228515>, accessed 12 October 2018
- Majidi, N., From Forced Migration to Forced returns in Afghanistan: Policy and Program Implications, Migration Policy Institute (MPI), November 2017, <https://www.migrationpolicy.org/research/forced-migration-forced-returns-afghanistan>, accessed 12 November 2018
- MedCOI Project, Afghanistan Accessibility Info, BDA-20180417-AF-6802, 25 April 2018
- MedCOI Project, Afghanistan Accessibility Info, BDA-20180425-AF-6813, 5 June 2018
- MedCOI Project, Afghanistan Availability Info, BMA-9776, 24 June 2017
- MSF (Médecins Sans Frontières), Between Rhetoric and Reality, The Ongoing Struggle to Access Healthcare in Afghanistan, February 2014, http://www.msf.org/sites/msf.org/files/msf_afghanistan_report_final.pdf, accessed 29 October 2018
- New York Times (The), A New Push is On for Afghan Schools, but the Numbers Are Grim, 1 April 2018, <https://www.nytimes.com/2018/04/01/world/asia/afghanistan-schools-taliban.html>, accessed 19 November 2018
- New York Times (The), Grounded and Gutted, Main Afghan Airline Struggles after Taliban Attack, 26 January 2018, <https://www.nytimes.com/2018/01/26/world/asia/afghanistan-kam-air-taliban.html>, accessed 11 October 2018
- New York Times (The), He Killed a Red Cross Worker: 'I Will Go to Hell for What I Did', 7 April 2018, <https://www.nytimes.com/2018/04/07/world/asia/afghanistan-polio-red-cross.html>, accessed 19 October 2018

New York Times (The), How the U.S. Government Misleads the Public on Afghanistan, 8 September 2018, <https://www.nytimes.com/interactive/2018/09/08/world/asia/us-misleads-on-afghanistan.html?smid=tw-share>, accessed 29 October 2018

Norwegian Institute of International Affairs, Afghanistan: A Political Economy Analysis, December 2017, https://nupi.brage.unit.no/nupi-xmlui/bitstream/handle/11250/2470515/NUPI_rapport_Afghanistan_Strand_Borchgrevink_BergHarpviken.pdf?sequence=2&isAllowed=y, accessed 29 October 2018

NPR (National Public Radio), Afghanistan's Lone Psychiatric Hospital Reveals Mental Health Crisis Fueled By War, 14 February 2018, <https://www.npr.org/2018/02/14/585494599/afghanistans-lone-psychiatric-hospital-reveals-mental-health-crisis-fueled-by-war?t=1540824497652>, accessed 29 October 2018

NRC (Norwegian Refugee Council), Broken Promises, Displaced Afghan Girls, February 2017, <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/briefing-notes/broken-promises-displaced-afghan-girls-170227-nrc-afg.pdf>, accessed 23 October 2018

NRC (Norwegian Refugee Council), Millions of Afghans Face Risks of Drought Related Displacement, 7 September 2018, <https://www.nrc.no/news/2018/september/millions-of-afghans-face-risks-of-drought-related-displacement/>, accessed 29 October 2018

NRC (Norwegian Refugee Council) and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/af_civil-documentation-study_081116.pdf, accessed 24 October 2018

NRC (Norwegian Refugee Council), IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre) and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/escaping-war--where-to-next/nrc_idp_escaping-war_where-to-next.pdf, accessed 24 October 2018

NRC (Norwegian Refugee Council), IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre) and Samuel Hall, Going "Home" to Displacement - Afghanistan's Returnee-IDPs, December 2017, <http://www.internal-displacement.org/sites/default/files/inline-files/20171214-idmc-afghanistan-case-study.pdf>, accessed 17 October 2018

Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/rr-returning-fragility-afghanistan-310118-en.pdf, accessed 9 October 2018

Oxfam and SCA (Swedish Committee for Afghanistan), Aid Effectiveness in Afghanistan, March 2018, https://swedishcommittee.org/sites/default/files/media/aid_effectiveness_in_afghanistan_march_2018_0.pdf, accessed 20 September 2018

Pajhwok Afghan News, 3.7m Afghan Children, Mostly Girls, Out of School, 11 October 2018, <https://www.pajhwok.com/en/2018/10/11/37m-afghan-children-mostly-girls-out-school>, accessed 23 October 2018

Pajhwok Afghan News, Kabul Province Background Profile, n.d., <http://c2elections.pajhwok.com/en/content/kabul-province-background-profile>, accessed 16 October 2018

Pajhwok Afghan News, State-run Hospitals in Kabul Faced with Medicine Shortage, 12 August 2015, <https://www.pajhwok.com/en/2015/08/12/state-run-hospitals-kabul-faced-medicine-shortage>, accessed 29 October 2018

REACH, Kabul Informal Settlement Profiling, November 2016, http://www.reachresourcecentre.info/system/files/resource-documents/reach_afg_factsheet_kabul_informal_settlement_booklet_january2017_1.pdf, accessed 10 October 2018

Reuters, Afghan Capital's Thirsty Residents Dig Deep to Combat Drought, Overuse, 28 February 2017, <https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-water/afghan-capitals-thirsty-residents-dig-deep-to-combat-drought-overuse-idUSKBN1670FO>, accessed 5 October 2018

Reuters, Militants Attack Kabul Airport during Mattis Visit, U.S. Strike Hits Civilians, 27 September 2017, <https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-security-mattis/militants-attack-kabul-airport-during-mattis-visit-u-s-strike-hits-civilians-idUSKCN1C20RI>, accessed 29 October 2018

Reuters, Worsening Security in Afghanistan Threatens Health Gains, Minister Says, 17 May 2018, <https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-healthcare-funding-interv/worsening-security-in-afghanistan-threatens-health-gains-minister-says-idUSKCN1I12P4>, accessed 29 October 2018

Ruttig, T., Notiz Afghanistan - Alltag in Kabul, SEM (State Secretariat for Migration), 20 July 2017, <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/asien-nahost/afg/AFG-alltag-kabul-d.pdf>, accessed 26 November 2018

Sahar, Culture of Education in Balkh Province: An Unique Example, 1 June 2017, <https://sahareducation.org/2017/06/culture-of-education-in-balkh-province-an-unique-example/>, accessed 29 October 2018

Samuel Hall, Urban displaced youth in Kabul – Part 1, Mental Health Also Matters, 2016, <http://samuelhall.org/wp-content/uploads/2016/06/UDY-Chapter-1-Mental-Health.pdf>, accessed 29 October 2018

Samuel Hall, Urban Poverty Report - A Study of Poverty, Food Security and Resilience in Afghan Cities, 2014, <http://samuelhall.org/REPORTS/DRC%20PIN%20Urban%20Poverty%20Report.pdf>, accessed 17 October 2018

SIGAR (Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction), Schools in Balkh Province: Observations from Site Visits at 26 Schools, 28 March 2017, <https://www.sigar.mil/pdf/special%20projects/SIGAR-17-32-SP.pdf>, accessed 29 October 2018

SIGAR (Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction), Schools in Herat Province: Observations from Site Visits at 25 Schools, 4 November 2016, <https://www.sigar.mil/pdf/special%20projects/SIGAR-17-12-SP.pdf>, accessed 29 October 2018

SIGAR (Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction), Schools in Kabul Province, Afghanistan: Observations from Site Visits at 24 Schools, 6 February 2018, <https://www.sigar.mil/pdf/special%20projects/SIGAR-18-31-SP.pdf>, accessed 19 November 2018

Sweden, Lifos, Center för landinformation och landanalys inom migrationsområdet, Lifosrapport: Inrikesflyg I Afghanistan (version 3.0), 26 September 2018, <https://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=46129>, accessed 24 October 2018

Tolo News, 52,000 Patients in a Year; MoPH Says Cardiac Disease on the Rise, 29 September 2018, <https://www.tolonews.com/afghanistan/52000-patients-year-moph%C2%A0says-cardiac-disease-rise>, accessed 29 October 2018

Tolo News, 60% of Afghans Now Have Access to Health Services, 4 April 2018, <https://www.tolonews.com/afghanistan/60-afghans-now-have-access-health-services-moph>, accessed 29 October 2018

Tolo News, Afghanistan Imports 40% of Medicine 'Illegally', 6 October 2017, <https://www.tolonews.com/business/afghanistan-imports-40-medicine-%E2%80%98illegally%E2%80%99>, accessed 29 October 2018

Tolo News, Herat Residents Criticize 'Lack of Treatment Facilities', 7 April 2017, <https://www.tolonews.com/afghanistan/provincial/herat-residents-criticize-lack-treatment-facilities>, accessed 29 October 2018

- Tolo News*, Number of Woman Drivers on the Rise in Kabul, 28 September 2018, <https://www.tolonews.com/afghanistan/number-woman-drivers-rise-kabul>, accessed 5 November 2018
- Tolo News*, Security Check Points Stepped Up In Kabul, 7 February 2018, <https://www.tolonews.com/afghanistan/security-check-points-stepped-kabul>, accessed 5 November 2018
- Tourism Herat, Herat International Airport, n.d., <http://tourismherat.af/en/about-herat/herat-airport/>, accessed 12 October 2018
- UN (United Nations), Guiding Principles on Internal Displacement, 2004, <http://www.unhcr.org/protection/idps/43ce1cff2/guiding-principles-internal-displacement.html>, accessed 26 October 2018
- UN (United Nations) General Assembly, The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 10 September 2018, <https://undocs.org/S/2018/824>, accessed 4 December 2018
- UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan), Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict - Annual Report 2016, February 2017, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/protection_of_civilians_in_armed_conflict_annual_report_2016_16_feb_2017_final.pdf, accessed 29 October 2018
- UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan), Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict - Annual Report 2017, February 2018, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan_protection_of_civilians_annual_report_2017_final_6_march.pdf, accessed 29 October 2018
- UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan), Afghanistan's fight against corruption – From Strategies to Implementation, 14 May 2018, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistans_fight_against_corruption_from_strategies_to_implementation-14_may_2018.pdf, accessed 29 November 2018
- UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan), Mid-year Update on the Protection of Civilians in Armed Conflict: 1 January to 30 June 2018, 15 July 2018, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_poc_midyear_update_2018_15_july_english.pdf, 29 November 2018
- UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan), The Stolen Lands of Afghanistan and its People, August 2014, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_rol_unit_part_1_legal_framework_final-2.pdf, accessed 29 October 2018
- UN-Habitat (United Nations Human Settlements Programme), Afghanistan Launches an Innovative Land Management Initiative, 26 February 2018, <https://unhabitat.org/afghanistan-launches-an-innovative-land-management-initiative/2018/>, accessed 25 October 2018
- UN-Habitat (United Nations Human Settlements Programme), Improving Access to State Land for Returnees and IDPs in Afghanistan, Paper prepared for presentation at the “2018 World Bank Conference on Land and Poverty” - Washington DC, 19-23 March 2018, https://www.conftool.com/landandpoverty2018/index.php/08-03-Sherchan-822_paper.pdf?page=downloadPaper&filename=08-03-Sherchan-822_paper.pdf&form_id=822&form_version=final, accessed 25 October 2018
- UN-Habitat (United Nations Human Settlements Programme) et al., Inter-Agency Durable Solutions Initiative - Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat, October 2016, http://www.globalprotectioncluster.org/assets/files/field_protection_clusters/Afghanistan/files/HL

[P%20AoR/inter_agency_durable_solutions_report_herat_october_2016_en.pdf](#), accessed 10 October 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees) Afghanistan, email, 9 November 2018.

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), *Multi-Purpose Cash and Sectoral Outcomes - Afghanistan Case Study*, May 2018, <https://www.unhcr.org/5b2cfab97.pdf>, accessed 15 October 2018

«[Refugee Returnees to Afghanistan in 2018](#)», HCR, 31 décembre 2018, consulté le 11 janvier 2019;
Returnee and Internally Displaced Persons — Monitoring Report, HCR, mai 2018, consulté le 23 octobre 2018;

Solutions Strategy for Afghan Refugees, HCR, octobre 2018, consulté le 17 octobre 2018;

Afghanistan — Annual Report — 2017, Unicef, février 2018, consulté le 29 octobre 2018;

Evaluation of «Improving Street-working Children's Access to Education and Livelihood Support for their Families» — Kabul, Afghanistan, Unicef et Samuel Hall, septembre 2017, consulté le 29 octobre 2018;

«[Afghanistan: Drought Response — Situation Report No. 2 \(as of 16 September 2018\)](#)», OCHA, 20 septembre 2018, consulté le 13 novembre 2018;

Humanitarian Needs Overview (2019), OCHA, 6 décembre 2018, consulté le 19 décembre 2018;

Humanitarian Response Plan — First Quarter Report (January - March 2017), OCHA, mai 2017, consulté le 31 octobre 2018;

«[Afghanistan: Overview of Natural Disasters \(as of 30 juin 2019\) — Natural disaster events from 3 janvier 2019 to 25 December 2018](#)», OCHA, n.d., consulté le 11 janvier 2019;

«[In Afghanistan Weekly Field Report — 24 December – 31 December 2018](#)», OCHA, 3 janvier 2019, consulté le 8 janvier 2019;

«[Humanitarian Bulletin — Afghanistan — Issue 73 — 1-28 February 2018](#)», OCHA, 25 mars 2018, consulté le 29 octobre 2018;

«[Humanitarian Bulletin — Afghanistan — Issue 77 \(1 – 30 June 2018\)](#)», OCHA, 24 juillet 2018, consulté le 12 novembre 2018;

«[Humanitarian Bulletin — Afghanistan — Issue 78 \(1 July – 30 September 2018\)](#)», OCHA, 20 octobre 2018, consulté le 13 novembre 2018;

«[Humanitarian Bulletin — Afghanistan — Issue 79 \(1 October – 31 December 2018\)](#)», OCHA, 13 janvier 2019, consulté le 16 janvier 2019;

Humanitarian Response Plan 2018-21 — Afghanistan, OCHA, décembre 2017, consulté le 26 novembre 2018;

Azimi, S., et al., *Afghanistan Opium Survey 2017 — Challenges to sustainable development, peace and security*, ONUDC, mai 2018, consulté le 2 octobre 2018;

«[Afghanistan — Moderate Advancement](#)», UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat, October 2016, http://www.unhcr.af/UploadDocs/DocumentLibrary/Inter_Agency_Durable_Solutions_report_Herat_October_2016_English_version_636173927520870000.pdf, accessed 29 October 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Refugee Returnees to Afghanistan in 2018, 31 December 2018, <https://data2.unhcr.org/en/country/afg>, accessed 11 January 2019

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/64059>, accessed 23 October 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/2018-2019%20Solutions%20Strategy%20for%20Afghan%20Refugees%20-%20October%202018.pdf>, accessed 17 October 2018

UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund), Afghanistan Annual Report 2017, February 2018, <https://www.unicef.org/afghanistan/sites/unicef.org.afghanistan/files/2018-02/UNICEF%20Afghanistan%20Annual%20Report%202017.pdf>, accessed 29 October 2018

UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund) and Samuel Hall, Evaluation of "Improving Street-working Children's Access to Education and Livelihood Support for their Families" Kabul, Afghanistan, September 2017, https://www.unicef.org/evaldatabase/files/UNICEF_SWC_Final.pdf, accessed 29 October 2018

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan Drought Response, Situation Report No. 2 (as of 16 September 2018), 20 September 2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20180920_afghanistan_drought_sitrep_no_2.pdf, accessed 13 November 2018

UNOCHA, Afghanistan: Humanitarian Needs Overview (2019), 6 December 2018, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/afghanistan/document/afghanistan-humanitarian-needs-overview-2019>, accessed 19 December 2018

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan: Humanitarian Response Plan – First Quarter Report (January to March 2017), May 2017, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/afg_hrp_2017_q1_report_jan_mar_2017_0.pdf, accessed 31 October 2018

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan – Overview of Natural Disasters, Natural Disaster events from 2 January to 25 December 2018, n.d., <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/afghanistan/natural-disasters-0>, accessed 11 January 2019

UNOCHA, (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan Weekly Field Report, 24-31 December 2018, 3 January 2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/afghanistan_weekly_field_report_24_31_december_2018.pdf, accessed 8 January 2019

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Bulletin – Afghanistan, Issue 73 (1-28 February 2018), 25 March 2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20180325_ocha_afghanistan_monthly_humanitarian_bulletin_february_2018_en.pdf, accessed 29 October 2018

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Bulletin Afghanistan, Issue 77 (1 - 30 June 2018), 24 July 2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20180724_ocha_afghanistan_monthly_humanitarian_bulletin_june_2018_en.pdf, accessed 12 November 2018

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Bulletin – Afghanistan, Issue 78 (1 July - 30 September 2018), 20 October 2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20181019draft_ocha_afghanistan_monthly_humanitarian_bulletin_july-september_2018_en_final.pdf, accessed 13 November 2018

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Bulletin – Afghanistan, Issue 79 (1 October – 31 December 2018), 13 January 2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha_afghanistan_monthly_humanitarian_bulletin_jan_2019.pdf, accessed 16 January 2019

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan: Humanitarian Response Plan 2018-2021, 1 December 2017, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/afg_2018_humanitarian_response_plan_7.pdf, accessed 26 November 2018

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), Afghanistan Opium Survey 2017, May 2018, <https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Opium-survey-peace-security-web.pdf>, accessed 2 October 2018

USDOL (US Department of Labor), *2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor: Afghanistan*, 20 September 2018, <https://www.dol.gov/sites/default/files/documents/ilab/Afghanistan.pdf>, accessed on 11 October 2018

USDoS (United States Department of State), 2018 Investment Climate Statements – Afghanistan, 19 July 2018, <https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2018/sca/281694.htm>, accessed 26 November 2018

USDoS (United States Department of State), Bureau of Diplomatic Security, Afghanistan 2018 Crime & Safety Report, 16 February 2018, <https://www.osac.gov/Pages/ContentReportDetails.aspx?cid=23545>, accessed 11 October 2018

USDoS (United States Department of State), Country Reports on Human Rights Practices for 2017 - Afghanistan, 20 April 2018, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2017&dliid=277275>, accessed 8 October 2018

WHO (World Health Organization), Afghanistan Health Cluster Bulletin, 17 December 2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/health_cluster_bulletin_-_december_2018.pdf, accessed 20 December 2018

WHO (World Health Organization), Afghanistan - Essential Medicines and Pharmaceutical Policies, [2017], <http://www.emro.who.int/afg/programmes/emp.html>, accessed 29 October 2018

WHO (World Health Organization), Depression a Leading Cause of Ill Health and Disability among Afghans – Fighting Stigma is Key to Recovery, 9 April 2017, <http://www.emro.who.int/afg/afghanistan-news/world-health-day-2017.html>, accessed 29 October 2018

WHO (World Health Organization), Essential Medicines and Health Products Information Portal - National Essential Medicines List, Islamic Republic of Afghanistan, 2014, <http://apps.who.int/medicinedocs/en/m/abstract/Js21737en/>, accessed 6 December 2018

WHO (World Health Organization), From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, <http://www.who.int/features/2018/emergency-care-afghanistan/en/>, accessed 29 October 2018

WHO (World Health Organization), Health Cluster Strategic Response Plan, 2 February 2017, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/afghanistan/document/health-hrp-section2017>, accessed 29 October 2018

WHO (World Health Organization), Construction of Triage Area in Herat Regional Hospital, Project Proposal, 29 September 2017, <http://mptf.undp.org/document/download/18723>, accessed 27 November 2018

- World Bank (The), Afghanistan Country Profile, n.d., http://databank.worldbank.org/data/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=AFG, accessed 25 October 2018
- World Bank (The), Afghanistan Country Update, 1 October 2018, <http://documents.worldbank.org/curated/en/536401538749423983/pdf/130557-PUBLIC-ADD-SOURCE-CITATION-CU-OCT2018-for-WEB.pdf>, accessed 29 October 2018
- World Bank (The), Afghanistan Development Update, November 2017, <http://documents.worldbank.org/curated/en/520971510669112194/pdf/121392-WP-P16541-PUBLIC-November-20-12-AM.pdf>, accessed 14 September 2018
- World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, <http://documents.worldbank.org/curated/en/985851533222840038/pdf/129163-REVISED-AFG-Development-Update-Aug-2018-FINAL.pdf>, accessed 14 September 2018
- World Bank (The), Afghanistan - Overview, 28 October 2018, <https://www.worldbank.org/en/country/afghanistan/overview>, accessed 14 November 2018
- World Bank (The), Afghanistan: Promoting Education during Times of Increased Fragility, 15 August 2018, <http://documents.worldbank.org/curated/en/280721531831663216/pdf/124921-REVISED-AFGHANISTANPROMOTINGEDUCATIONPublication.pdf>, accessed 18 October 2018
- World Bank (The), Afghanistan Residents Benefit from Improved Quality Healthcare in Balkh Province, 23 April 2017, <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2017/04/23/residents-benefit-improvements-quality-healthcare-balkh-province>, accessed 27 November 2018
- World Bank (The), Community Health Care Increases Access to Medical Services in Herat Province, 1 November 2016, <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2016/11/01/community-health-care-increases-access-to-medical-services-in-herat-province>, accessed 29 October 2018
- World Bank (The), Doing Business In Afghanistan 2017, 2017, <http://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/media/Subnational-Reports/DB17-sub-afghanistan.PDF>, accessed 24 September 2018
- World Bank (The), Investment under Risks and Uncertainty in Afghanistan, May 2018, <http://documents.worldbank.org/curated/en/181341526388484842/pdf/WPS8443.pdf>, accessed 17 September 2018
- World Bank (The), Kabul's Renovated Hospital Improves Quality of Healthcare for Thousands, 30 September 2018, <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2018/09/30/hospital-renovation-improves-quality-of-health-services-for-thousands-in-kabul-city>, accessed 29 October 2018
- World Bank (The), Leveraging Urbanization in Afghanistan, 2016, <http://www.worldbank.org/en/country/afghanistan/publication/leveraging-urbanization-afghanistan>, accessed 25 October 2018
- World Bank (The), Poverty in Afghanistan, Results based on ALCS 2016-17, July 2018, <http://documents.worldbank.org/curated/en/451111535402851523/pdf/AUS0000426-REVISED-ALCS-Poverty-Chapter-upload-v2.pdf>, accessed 14 September 2018
- World Bank (The), Progress in the face of insecurity: Improving health outcomes in Afghanistan, 6 March 2018, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29420/123809mainreport.pdf?sequence=5&isAllowed=y>, accessed 26 November 2018
- World Bank (The), Thriving Local Businesses Provide Jobs to Thousands in Afghanistan, 18 October 2017, <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2017/10/18/new-market-development-project-strengthens-local-enterprises-in-northern-afghanistan>, accessed 25 October 2018

Annexe II — Termes de référence

- Socio-economic indicators
 - Business environment
 - Employment
 - Poverty
 - Food security
 - Housing
 - Education
 - Medical care

- Mobility and internal travel
 - Legal requirements to travel within Afghanistan
 - Situation of and access to airports in the cities of Kabul, Herat and Mazar-e Sharif
 - Operational international and domestic flights

- Situation of vulnerable groups, in relation to the above topics
 - Internally Displaced Persons
 - Returnees
 - Women
 - Children

